

La guerre du sous-sol

*Le champ de bataille
des matières premières*

Hourriya

Été 2020

Hourriya

Cahiers anarchistes internationalistes

hourriya.noblogs.org

hourriya_fr@riseup.net



INTRODUCTION

Analyser le fonctionnement de la domination, chercher à réduire sa magnitude à quelque chose de compréhensible et de prononçable, en décrire les tentacules sanglantes... une entreprise difficile et, en quelque sorte, risquée. Risquée d'abord parce qu'elle nous met inévitablement face à la dure réalité de l'extrême inégalité des forces, face à la puissance de l'ennemi, mais aussi face à l'urgence vitale de la lutte. Risquée parce qu'une telle domination, ayant désormais embrassé la totalité de la réalité, nous empêche de voir quelque chose qui aille au-delà d'elle, une possibilité d'existence radicalement différente, qui

l'a probablement précédée ou qui pourrait lui succéder. Risquée parce plus l'on s'efforce d'arracher, l'une après l'autre, toutes les couches de masques et de voiles, plus l'on se rapproche du noyau dur, plus l'on se rend compte de la portée du désastre et de l'horreur. Et alors, instinctivement on est tenté par l'envie de fermer les yeux, de regarder ailleurs, de *changer de chaîne*, comme on nous l'a appris depuis l'enfance dans la société du spectacle. À quoi bon se laisser noyer par le poids des horreurs, par la montagne sans fin de cadavres, par les prévisions sinistres qui annoncent des catastrophes et des guerres à venir? Mais plus le temps passe, plus le désastre en cours envahit chaque instant de notre quotidien, y compris dans l'Occident surprotégé : des massacres aux frontières, de la misère dans les rues, des attentats meurtriers, des nuages toxiques et des tonnes de déchets radioactifs à enfouir.

Agir résolument contre ce monde, voici le seul sens de notre désagréable et inconfortable exercice d'observation. Parce que sans cet exercice, sans ce regard méticuleux, notre agir peut se perdre dans des couches d'allégories, de symboles, d'en-

seignes, d'hologrammes, de personnages publics, de vitrines... en restant toujours trop loin de ce fameux noyau dur, de ces lieux, de ces infrastructures dont dépend — en bonne partie — l'existence matérielle de la société toute entière. Et voici enfin l'un de plus gros obstacles pour toute possibilité de changement radical de l'existant : l'extrême degré de dépendance matérielle à ce même appareil qui nous empoisonne et nous tue. Mais, en même temps, tant que cet appareil fonctionne, s'étend et continue à nous écraser, comment imaginer une quelconque possibilité d'indépendance envers lui? Quel sens peuvent avoir des mots comme « liberté » et « égalité » dans un monde qui se fonde sur l'esclavage, la guerre et la dévastation de toute forme de vie ?

Les pages qui suivent se focaliseront sur l'aspect le plus matériel du pouvoir, sur certains de ses nerfs à vif, sur les racines par lesquelles coulent des substances dont il se nourrit pour continuer à s'étendre et à accroître sa puissance. Ces racines qui pénètrent profondément dans le ventre de la terre, qui chambardent la planète, l'intoxiquent, la surchauffent, la ravagent.

Des milliards d'êtres humains et non humains sont sacrifiés chaque jour sur l'autel de la domination — réduits en esclavage, empoisonnés, tués par des armes toujours plus puissantes et sophistiquées — pour la possession de ces éléments du sous-sol avec lesquels on a fabriqué un système d'exploitation à l'échelle mondiale. Charbon, pétrole, gaz, minerais... sans eux la machine s'arrêterait, sans eux elle perdrait son carburant.

Certes, la domination n'est pas réductible à sa forme matérielle, à son appareil technique, parce qu'elle se reproduit en premier lieu dans les rapports sociaux et donc dans les idées, les concepts, les symboles qui façonnent ces rapports : l'autorité, la religion, le patriarcat, le racisme, la nation, la supposée supériorité humaine sur les autres espèces vivantes. Tant que les piliers idéologiques du pouvoir ne seront pas définitivement abattus, celui-ci pourra toujours ré-ouvrir ses chantiers, recommencer à perforer la terre, reconstruire ses cathédrales et ses machines de mort. Et en même temps, tant que cet appareil matériel restera intact, toutes les hiérarchies resteront en place et accroîtront leur pouvoir

de mort et de destruction jusqu'à emporter l'humanité entière dans l'abîme qu'elles ont creusé. Voilà pourquoi — selon nous — tout effort révolutionnaire doit s'attaquer simultanément aux idées et aux rapports qui soutiennent le pouvoir *et* à ses bases matérielles.



DES FLEUVES DE SANG, PÉTROLE ET DÉCHETS

UNE BRÈVE HISTOIRE
DE L'INDUSTRIE ÉNERGÉTIQUE



Aux origines de la techno-industrie et du pillage extractif

A quel moment de l'histoire certaines sociétés ont commencé à éventrer la terre, rompant l'équilibre liant l'être humain aux autres formes de vie, afin de fabriquer des infrastructures, des armes et des machines pour *augmenter leur puissance*? Ce serait certainement une grave erreur de penser qu'il s'agit d'une évolution naturelle et inéluctable, d'une progression linéaire qui irait du primitif au civilisé, une sorte de croissance par étapes que chaque groupe humain devrait inévitablement parcourir.

Aujourd'hui encore il existe dans le monde des survivants de nombreuses sociétés n'ayant jamais institué l'exploitation de l'autre — humain et non humain — comme pilier de la vie collective. Le modèle capitaliste n'est cependant pas le seul ni le premier dans l'histoire à avoir instauré un régime d'exploitation à grande échelle. Toutes les « grandes civilisations » — pour reprendre le terme sous lequel on nous en transmet la mémoire à l'école, en nous apprenant à admirer les ancêtres du Léviathan moderne — ont fondamentalement été de monstrueux appareils de pouvoir construits selon des modèles comparables (hiérarchie, classes, planification centralisée des activités, grandes infrastructures, armées...). Tous les États ont exploité des humains et rasé au sol des forêts, ouvert des mines et dévié les cours d'eau, fabriqué des armes et des infrastructures pour étendre leur contrôle.

Et pourtant, si l'on regarde en arrière, on peut facilement se rendre compte que quelque chose, à un certain moment de l'histoire récente, a fait basculer certains équilibres, provoquant une rupture sans précédent entre les êtres humains et leur

environnement. Une rupture qui n'a fait que s'approfondir à des rythmes vertigineux jusqu'à en arriver à la situation actuelle telle que nous la connaissons. Il faut remonter environ 200 ans en arrière - un laps de temps très court si on le compare à l'histoire de l'humanité, et microscopique pour l'histoire de la planète terre - pour retrouver une humanité dont l'existence était indissolublement liée aux rythmes de la nature, et dont les sources énergétiques étaient principalement le soleil, le vent, le bois et la force musculaire humaine et animale. Le besoin en énergie favorisait des formes relativement dispersées de peuplement, près de cours d'eau et des pâturages et à portée de réserves importantes de terre et de bois. Les temps de la société étaient dictés par les cycles de vie des plantes et des animaux, par le renouvellement des pâtures et des stocks de bois. Bien sûr, il n'est pas question d'un monde sans exploitation, bien au contraire, mais d'un monde où le pouvoir ne disposait pas de puissantes technologies de contrôle et d'extermination. Comme aujourd'hui, la plupart de l'humanité était opprimée par des seigneurs, des prêtres, des hommes d'État, des juges, des flics et des soldats, mais son existence ne

dépendait pas de machines dévastatrices et de substances toxiques. Ce *saut qualitatif* de la domination, né de la soif de pouvoir, de richesse et de destruction d'une classe dominante enrichie grâce aux génocides et aux pillages coloniaux — la bourgeoisie européenne du XVII^e siècle — commence avec l'exploitation des carburants fossiles (charbon, puis pétrole et gaz naturel). L'extraction de telles sources énergétiques souterraines bouleverse les rythmes d'une grande partie de l'humanité, sa manière de vivre, y compris la conception du temps et de l'espace. Les carburants fossiles constituent en effet une source d'énergie concentrée : il suffit de penser que chaque litre de pétrole est le produit de l'accumulation et de la sédimentation de tonnes de vie maritime primitive pendant des millions d'années. C'est notamment grâce à cette énergie concentrée qu'on été rendus possibles les prodiges techniques auxquels notre existence est enchaînée aujourd'hui, ainsi que l'extrême puissance de production et de destruction des machines.

Au début du XIX^e siècle, avec le perfectionnement du moteur à vapeur alimenté par la combustion du charbon, le capital

impose le temps abstrait de l'accumulation à une humanité qui commence à s'entasser dans des villes malsaines, à mourir dans des mines et à se faire exploiter dans des usines. L'industrialisation est un rouleau compresseur qui avance à une vitesse jusque-là inconnue. L'usage industriel du charbon permet l'exploitation d'une plus grande quantité et diversité de matières premières qui permettent la fabrication de nouvelles machines, réclamant à leur tour de grandes quantités de matières premières pour fonctionner. Plus l'on extrait et plus l'on crée des machines qui creusent plus profondément et sont capables d'extraire des quantités toujours plus importantes de minerais. La mécanisation de la production ne mène pas — comme le soutenaient certains penseur utopistes d'alors — à une diminution du travail humain. La mécanisation crée de nouveaux besoins, et notamment de nouveaux besoins énergétiques. La logique implacable de la concurrence implique une augmentation constante de la quantité et de la rapidité de la production.

La naissance de l'infrastructure ferroviaire, présentée partout comme le symbole du progrès et de l'émancipation, est

un exemple clair des besoins induits par l'extraction et la production capitaliste. Dès 1804, au Royaume Uni, on utilise des locomotives pour acheminer le charbon des mines vers les canaux ou les ports maritimes. En 1830, le premier chemin de fer public d'Angleterre livre aux filatures de Manchester le coton brut débarqué au port de Liverpool. En 1850, la Grande Bretagne compte quelques 10.000 kilomètres de voies ferrées. Il s'agit des premiers pas d'un secteur, celui des transports, qui pendant un siècle et demi n'a jamais cessé de s'étendre et de se diversifier, tout en gagnant en rapidité, jusqu'à conquérir les cieux et l'espace, au prix de millions de tonnes de pétrole et de minerais. Un autre exemple est celui de l'électricité: en 1879, l'Edison Electric Light Company, ancêtre du géant industriel General Electric, crée la première centrale électrique. L'approvisionnement en cuivre nécessaire pour fabriquer des câbles électriques était alors assuré par les mines andalouses de la Rio Tinto Company. Depuis, les besoins en cuivre n'ont pas cessé de croître et la Rio Tinto Company a envoyé ses machines jusqu'aux derniers confins du monde, restant ainsi l'un des tous premiers groupes

miniers au monde, malgré l'épuisement et la fermeture en 2001 de sa dernière mine en Andalousie. Ce ne sont que quelques exemples du début d'un monde où chaque « besoin » est fabriqué par l'industrie et se fonde sur l'exploitation humaine et le sacage de la terre.

Cette transformation du temps et de l'espace, ce bouleversement de la vie connu sous le nom d'industrialisation, doit initialement affronter une opposition radicale et massive de la part des populations paysannes et artisanes. Le mouvement luddite de 1811-1812 en Angleterre est le plus connu, mais pas le seul exemple de ce refus de la machine fondé sur la volonté de préserver son autonomie, ses terres et son métier. Des mouvements similaires de refus et de sabotages contre la mécanisation du travail, mais aussi contre celle des transports, se retrouvent dans la plupart des régions industrialisées d'Europe durant toute la première moitié du dix-neuvième siècle. Toutefois, la critique de la société industrielle est presque complètement absente des idées révolutionnaires qui justement commencent à se développer dans ce prolétariat urbain enfermé dans les usines

et dans les mines. Pour Marx, il n'est pas question d'attaquer la machine, mais plutôt de transformer sa forme sociale d'exploitation. L'idée du potentiel émancipateur de la mécanisation est présente dans la pensée socialiste, ainsi que dans une partie de la pensée anarchiste. La révolution sociale est conçue comme un processus d'expropriation des moyens de production, on aspire au contrôle ouvrier des usines, mais leur existence est rarement remise en question, pas plus que l'extraction des matières qui leur permet de fonctionner. Parmi les voix discordantes, on trouve celle de l'anarchiste Ret Marut, plus connu sous le nom de Travven, qui en 1918 lançait ce cri d'alarme dans un théâtre de Munich : « Laissez d'un cœur apaisé et insouciant s'effondrer la vie économique ; elle ne m'a pas apporté le bonheur et elle ne vous l'apportera pas non plus. Laissez consciemment pourrir l'industrie ou c'est elle qui vous pourrira ». Mais, dans ces années de guerre mécanisée, le progrès industriel avait déjà colonisé l'imaginaire des masses urbaines. La social-démocratie, le fascisme et le socialisme réel partagent la même foi aveugle, la même vénération de la machine. Pour Lénine, « le communisme c'est les soviets

plus l'électricité ». Alors que le capitalisme étendait partout ses tentacules en quête de nouvelles ressources, semant la guerre et la misère, et alors que les fascismes exaltaient la puissance des avions et des tanks, réalisant des carnages à une échelle jusque-là inconnue, la Russie soviétique construisait sa puissance mondiale par le travail forcé de centaines de milliers de personnes déportées dans les goulags, par exemple dans les mines de charbon de Vorkouta ou dans celle de nickel de Norilsk. La société russe Norilsk Nickel, qui a construit sa fortune sur l'esclavage des déportés, figure aujourd'hui parmi les dix entreprises minières les plus importantes de la planète.

Naissance et splendeur du « monde occidental »

L'expansion de la domination industrielle se réalise simultanément sur le front intérieur — y compris en réquisitionnant de force les pauvres, les prisonniers, les orphelins et d'autres marginaux pour travailler dans les usines — et sur le front extérieur, en annexant des territoires et de la main d'œuvre sur les cinq continents.

Mais la dynamique capitaliste d'accumulation, qui a besoin de constamment multiplier ses sources de matières premières et de réduire les coûts et les temps de la production, n'est pas la seule raison de cette expansion. Un aspect souvent oublié, ou relégué au second plan, par la critique marxiste et par les bonnes âmes de la démocratie, est la volonté de puissance qui constitue l'essence même des États. Les guerres de conquête, les massacres de rebelles, l'asservissement et la déportation d'une partie de la population, ne sont pas nés avec le capitalisme mais font partie de l'histoire de tous les États, indépendamment des formes de gouvernement qu'ils se sont données (république, monarchie, dictature, démocratie, socialisme...). L'extraction de carburants fossiles et l'industrialisation ont été promues, soutenues et financées par les États — d'abord d'Europe et d'Amérique du Nord, et par la suite du bloc communiste aussi — principalement pour alimenter leurs campagnes guerrières. Depuis la moitié du dix-neuvième, des navires et des trains fonctionnant au charbon permettent au Royaume-Uni et aux puissances rivales du continent de s'emparer des territoires d'Asie, d'Afrique

et du Moyen-Orient qui ont longtemps su résister à la conquête. En quelques années, l'exploitation industrielle des carburants fossiles confère aux pays occidentaux une supériorité militaire sur des États comme l'Inde ou l'Empire Ottoman, qui possédaient jusqu'alors un niveau de complexité technique tout à fait comparable.

Ce lien indissoluble entre guerre (intérieure et extérieure), industrie et extraction de ressources est également à la base des processus de transition énergétique. Ceux-ci n'ont jamais impliqué l'abandon des ressources consommées précédemment, mais plutôt leur accumulation et leur diversification. L'invention du moteur à combustion interne dans les années 1880, puis celle de l'avion en 1903, créent un nouveau marché pour le pétrole, auparavant utilisé surtout comme combustible et lubrifiant. Cette innovation permet aux États de produire de nouvelles machines de guerre encore plus puissantes, sans dépendre des revendications des mineurs, l'un des secteurs les plus combatifs du mouvement ouvrier. En 1910, Winston Churchill, alors secrétaire de l'Intérieur du Royaume-Uni, fait appel à l'armée pour briser les grèves qui perturbent

les mines galloises d'antracite, un charbon de qualité supérieure utilisé par les navires de guerre. Devenu premier ministre en 1911, il s'empresse ensuite de lancer un programme de conversion de la flotte au pétrole. Dans les premières deux décennies du vingtième siècle, les armées deviennent les premiers acheteurs d'essence. C'est le siècle des boucheries à échelle industrielle qui commence: tanks, avions, destroyers et sous-marins jouent un rôle décisif dans les carnages coloniaux en Afrique et en Asie, puis dans ce que l'on désignera quelques décennies plus tard sous le nom de Première Guerre Mondiale.

Dans la première moitié du vingtième siècle l'économie du pétrole est en pleine expansion. Il s'agit d'une ressource peu chère pour l'industrie, apparemment surabondante, et dont le transport — par le biais d'oléoducs et de stations de pompage — ne nécessite pas de main d'œuvre pour accompagner le carburant dans son voyage, le charger et le décharger comme dans le cas du charbon. Au début du siècle, des centaines d'entreprises recherchent, produisent, transportent ou distribuent du pétrole. Certaines, comme la Royal Dutch

à Sumatra (Indonésie), Burmah Oil à Rangoon (Birmanie) et les frères Nobel à Bakou (Azerbaïdjan) fonctionnent comme des entreprises minières, avec des camps d'ouvriers et des équipes d'ingénieurs ; d'autres comme la Deutsche Bank de Berlin et la Banque Rothschild de Paris sont des établissements bancaires qui contrôlent les flux de capitaux nécessaires à la construction de voies ferrées et de pipelines ; d'autres encore comme l'anglo-néerlandaise Shell font fortune sur le transport de grosses cargaisons de pétrole par le biais de navires-citernes. Enfin, le plus gros opérateur du monde, la Standard Oil, de la famille Rockefeller, s'est d'abord imposé sur le marché états-unien en acquérant le monopole sur l'industrie du raffinage, pour ensuite prendre le contrôle des pipelines et des voies d'acheminement, et enfin se charger de la distribution en développant son propre réseau mondial de cuves de stockage, de chariots de livraison et de bidons.

À travers une politique visant à étrangler la concurrence — en créant des accords et des cartels, en corrompant et en influençant la sphère publique, en finançant des guerres et des coups d'état —, sept entre-

prises arrivent à se partager pendant un demi-siècle le gros de la production et du commerce mondial du pétrole : la Standard Oil of New Jersey (aujourd'hui Exxon), la Standard Oil of New York (puis Mobil, absorbé en 1999 par Exxon), la Standard Oil of California (aujourd'hui Chevron), Gulf Oil (absorbé en 1985 par Chevron), Texaco (fusionné avec Chevron en 2001), la Royal Dutch Shell (aujourd'hui Shell) et l'Anglo-Persian Oil Company (British Petroleum). Aux « Sept Soeurs » il faut ajouter une huitième entreprise considérée elle-aussi comme une *major* du Big Oil, la Compagnie Française des Pétroles (devenue Total à partir de 1985). Dans la première moitié du vingtième siècle, ces entreprises construisent un empire mondial dont le champ d'action comprend l'ensemble du réseau de sites de forages, d'oléoducs, de terminaux et de raffineries, de points de distribution, de directions d'entreprise, de maisons d'investissement et de cabinets ministériels.

Avec l'économie du pétrole c'est aussi le marché de l'automobile qui décolle: aux États-Unis, la vente de voitures, de camions et d'autobus passe de 4000 en

1900 à 5,34 millions en 1929. L'industrie chimique, quant à elle, développe de nouvelles substances issues de sous-produits du raffinage du pétrole, ou fabriqués selon des procédés nécessitant de grandes quantités d'énergie que seul le pétrole peut fournir. La recherche scientifique devient essentielle pour l'industrie et les États : des milliers de laboratoires apparaissent, travaillant au service de l'armée et d'entreprises comme DuPont, American Cyanamid, Dow Chemical ou Monsanto. Aux États-Unis, la production agricole se mécanise : on remplace les animaux de trait par des tracteurs au diesel ou à essence, on utilise des engrais issus de l'extraction de l'azote et des pesticides dérivés en grande partie du pétrole. L'agriculture et l'élevage deviennent entièrement dépendants de l'industrie et du pétrole, et cela provoque aussi une plus grande concentration de la production dans les mains de ceux qui disposent du capital pour se procurer les machines nécessaires pour cultiver de plus grandes surfaces avec moins de main d'œuvre.

Dans le secteur de la pétrochimie, le lien indissoluble qui existe entre la production industrielle de masse et la destruction in-

dustrielle de masse est flagrant. Il suffit de penser à l'histoire d'IG Farben, groupement formé par les plus importantes industries chimiques allemandes (entre autres, Bayer, BASF et AGFA), qui développe l'une des innovations techniques les plus décisives de l'histoire moderne : le procédé permettant de fixer l'azote présent dans l'atmosphère à l'aide de charbon gazéifié. En 1929, IG Farben passe des accords avec la Standard Oil of New Jersey et lance aux États-Unis l'American IG Chemical Corporation. Sous le régime nazi, IG Farben produit de l'essence synthétique dérivée du charbon, ainsi que des quantités énormes de matériel de guerre, explosifs, méthanol et nitrates et le fameux Zyclon-B utilisé dans les camps d'extermination. Mais cela n'empêche pas la Standard Oil de continuer à faire des affaires avec IG Farben et en 1941 cette entreprise développe la première usine américaine de caoutchouc synthétique qui utilise un procédé remplaçant le pétrole par le charbon. Un autre exemple du double usage civil et militaire des substances chimiques est la production de l'Agent Orange — défeuillant produit par Monsanto, Dow Chemical, Thompson-Hayward, Hercule et Uniroyal — utilisé par l'Armée

américaine pour exterminer les insurgés en Malaisie et au Vietnam. Les mêmes entreprises qui ont façonné le monde dans lequel nous vivons — fabriquant presque tous les produits qui sont à la base de nos activités quotidiennes — et qui sont encore aujourd'hui les plus importants acteurs de l'économie mondiale, sont les responsables directes d'atroces souffrances et d'exterminations à grande échelle.

Ce processus de transformation industrielle du monde connaît une accélération ultérieure avec la deuxième guerre mondiale. En six ans, 60 millions de soldats et de civils meurent dans les carnages et les génocides organisés par les États et 20 autres millions de personnes meurent de faim et de maladie. Les compagnies pétrolières américaines qui ont fourni le pétrole aux Alliés sont les véritables gagnantes de cette boucherie. Pour garantir ces approvisionnements, le gouvernement états-unien fait construire des oléoducs destinés à acheminer le pétrole du Texas vers les raffineries du Nord-Est et bâtit des dizaines de raffineries. En 1942, il verse 9 milliards de dollars pour la fabrication de plus de 3 millions de jeeps et de camions, ainsi que des

moteurs d'avions, des tanks, des véhicules blindés, des mitraillettes et des bombes. En 1943, des accords entre les États-Unis et le monarque absolu Ibn Séoud accordent l'exclusivité du pétrole d'Arabie Saoudite à un consortium d'entreprises américaines. Au terme de la guerre, l'industrie américaine en général — notamment son secteur pétrolier — a multiplié sa puissance, disposant d'une immense réserve de liquidités et d'infrastructures de production plus récentes et plus vastes que toutes celles de ses concurrents. Une grosse partie de la production militaire est reconvertie pour l'usage civil : les usines pétrochimiques de l'État (qui fabriquaient des composés azotés pour les explosifs, du caoutchouc synthétique pour les pneus, du nylon pour les parachutes...) sont vendues à des sociétés comme Monsanto et DuPont.

La Seconde Guerre Mondiale constitue donc un événement-clé pour l'expansion de l'économie du pétrole et de la société techno-industrielle. Une bonne partie des fonds du Plan Marshall pour la reconstruction (13 milliards de dollars aux pays de l'Europe occidentale, Allemagne de l'Ouest comprise) finissent directement dans les

caisses des entreprises pétrolières états-uniennes. C'est le début des Trente Glorieuses, une époque de croissance économique pour l'Europe, qui devient elle aussi entièrement dépendante du pétrole. Les pays européens achètent de l'essence ou du diesel aux firmes nord-américaines, mais pas de pétrole brut car le programme proscribit le financement de projets risquant de concurrencer les entreprises étasuniennes, tels que la reconstruction de raffineries endommagées par la guerre. En 1950, 85% des importations européennes de pétrole proviennent des nouvelles installations de sociétés pétrolières au Moyen-Orient. Dès lors, l'histoire de cette région du monde sera dramatiquement liée à celle de l'Occident par des flux de pétrole, d'argent et d'armes.

Le revers de la médaille : l'enfer moyen-oriental

Bombardements massifs, régimes tyranniques, manifestations et insurrections étouffées dans le sang, attentats contre la population, déportations, guerres civiles sans fin, fanatisme religieux, misère, famines... voilà ce qu'évoque aujourd'hui le

Moyen-Orient aux yeux de beaucoup. La télévision nous a habitués à ce spectacle d'horreurs, nous avons fini par intégrer cette normalité et la solidarité révolutionnaire internationale semble désormais être un souvenir lointain. À quel point l'appareil médiatique asservi au pouvoir a-t-il réussi son travail d'abrutissement des foules jusqu'à faire croire à une guerre entre « la démocratie » et « la barbarie » ? À quel point est-on parvenu à faire oublier que le dit « développement », la « croissance économique », voire la presque totalité des activités de notre vie quotidienne, ont été rendus possibles par les fleuves de pétrole importé principalement des pays du golfe Persique ? Si on ne peut certainement pas nier l'existence et l'importance d'autres formes de domination (patriarcale, religieuse, nationale, etc.) qui contribuent à perpétuer l'oppression et les massacres sans fin dans cette région, personne ne peut non plus nier les énormes enjeux autour du contrôle de l'extraction et du transport du pétrole et la responsabilité des firmes pétrolières dans le désastre en cours.

Il s'agit d'une histoire dont les débuts remontent à il y a un siècle. À l'époque,

les immenses gisements pétroliers de la région (concentrés principalement en Arabie Saoudite, en Iran, en Irak, au Koweït, dans les Émirats Arabes, à Oman, et dans une moindre mesure au Yémen, en Syrie et en Égypte) commencent à être explorés par des entreprises avides d'élargir leur champ d'action et ayant tout intérêt à empêcher le développement de nouvelles sources potentiellement concurrentielles. À la veille de la première guerre mondiale, les quatre plus grandes compagnies pétrolières après Standard Oil — allemande, française, anglo-néerlandaise et britannique — s'étaient déjà mises d'accord pour se partager les concessions pétrolières alors connues. Dans l'après-guerre, avec le démembrement de l'empire Ottoman, les réserves moyen-orientales acquièrent une importance géopolitique centrale, d'autant plus qu'en 1917 le gouvernement révolutionnaire mexicain nationalise les réserves pétrolières du pays, tout comme la Russie communiste le fait en 1920 dans la très riche région du Caucase. En 1914 les troupes britanniques occupent le Sud de l'Irak pour protéger les champs pétrolifères de l'Anglo-Persian Petroleum en cas de soulèvement populaire contre les Turcs.

En 1916, avec les accords de Sykes et Picot, les gouvernements français et britannique tracent sur une carte une ligne qui partage les terres de la région : elle part du port d'Haïfa, en Palestine, et s'achève à la frontière perse entre Mossoul et Kirkouk. En 1920, la France obtient la tutelle de la Syrie et du Liban, tandis que l'État irakien est créé et mis sous la tutelle de la Grande-Bretagne, qui parallèlement soutient la cause sioniste en Palestine, zone tampon permettant de défendre l'accès au canal de Suez. Dans les semaines suivantes, une insurrection de la population arabe d'Irak est noyée dans le sang par les troupes anglaises (10.000 morts), entre 1922 et 1924 c'est une révolte de la population Kurde d'Irak qui est matée par les troupes anglaises et en 1925, c'est au tour de la France d'écraser les vagues de révolte indépendantistes en Syrie, en bombardant Damas et en assassinant des milliers de civils. Une fois l'ordre colonial établi contre toute velléité d'émancipation, les bases sont posées pour démarrer l'exploitation pétrolière de la Mésopotamie : en 1931, les actionnaires de l'Iraq Petroleum Company se mettent d'accord sur la construction d'un pipeline partant de Kirkouk et se dé-

doublant ensuite pour déboucher à la fois à Haïfa en Palestine, côté anglais, et à Tripoli, au Liban, côté français.

Mais à partir des années qui suivent, ce sont surtout les « Sept Soeurs » qui prennent le gros de la production de la région. L'exploitation américaine des réserves de la péninsule arabe débute en 1939, avec la création de la California-Arabian, un consortium composé initialement par Standard-Oil of California et Texaco, puis renommé Aramco (Arabian-Américain Oil Company). Les accords de 1943 entre le président états-unien Roosevelt et le chef de guerre Ibn Al-Saoud marquent le début d'une alliance historique. La plus importante puissance mondiale assure à la dynastie des Saoud son soutien contre tout opposant interne, des industries comme Bechtel et Brown & Root (filiale de Halliburton) bâtissent l'infrastructure du pays (routes, ministères, aéroports, centrales électriques, luxueux palais modernes, prisons) et les marchands d'armes équipent l'armée et la garde privée de ce royaume dans le désert. Depuis, cette monarchie théocratique constitue le plus fidèle allié des puissances occidentales dans la région.

Pour le gouvernement américain, il s'agissait de préserver ses réserves intérieures (à l'époque les plus productives du monde entier) pour un éventuel nouveau conflit, tout en exportant le pétrole moyen-oriental aux pays du bloc occidental afin de contenir l'influence soviétique. Les Big Oil, quant à elles, visaient à monopoliser le contrôle de la production mondiale de brut pour empêcher qu'une offre trop abondante de cette matière première ne fasse baisser les prix.

En quelques années les *majors* du pétrole arrivent à saper le contrôle des puissances coloniales européennes sur le pétrole moyen-oriental à travers une politique faite d'accords entre groupes économiques, d'alliances avec des pouvoirs locaux, de financements de coups d'État, ainsi que par la construction d'oléoducs, de voies ferrées et de ports. À la fin des années quarante, les pétroliers américains se sont implantés en Irak, au Koweït et dans le désert saoudien. En 1952, la CIA et le MI6 britannique organisent un coup d'État en Iran pour renverser le président Mossadegh — qui avait nationalisé les réserves du pays — et rétablissent l'autorité du Shah, qui restera en place jusqu'à la révolution de 1979. Cela

permet à l'industrie américaine de renégocier sa part avec l'Anglo-Iranien Company. En Irak, la CIA soutient en 1963 un coup d'état du parti Baas (auquel appartenait le jeune Saddam Hussein) contre le général Kassem, allié des communistes, qui s'était emparé du pouvoir cinq ans plus tôt et qui entendait développer une industrie nationale dans les gisements non encore exploités par les multinationales. Dans les semaines suivant la prise du pouvoir par le Baas, la CIA fournit aux baasistes des listes de milliers d'opposants suspectés d'être communistes, ensuite exécutés ou emprisonnés par le gouvernement irakien.

Néanmoins, les rapports de force entre les pays producteurs et l'industrie extractive basculent à partir des années soixante. En 1960, les cinq pays pétroliers qui détiennent 80 % des réserves de brut de la planète — Arabie Saoudite, Venezuela, Irak, Iran et Koweït — fondent l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP), qui compte aujourd'hui onze autres pays. En 1967, suite à la guerre des Six Jours et à l'occupation militaire du Sinaï, de la bande de Gaza, du Golan et de la Cisjordanie par Israël, les pays pétroliers

arabes décident d'un embargo contre les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne. L'Irak de Saddam Hussein se tourne alors vers l'Union Soviétique et la France pour vendre son pétrole et acheter des armes. En 1969, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) fait exploser le grand oléoduc trans-arabe Tapline qui achemine le pétrole saoudien jusqu'à la Méditerranée. La même année, le colonel Kadhafi arrive au pouvoir en Libye avec un coup d'État et impose à la Oxy (Occidental Petroleum) — une société californienne relativement petite et n'ayant pas d'autres sources d'approvisionnement — un nouveau taux de taxe, rompant le front uni des compagnies pétrolières. En 1970, la production états-unienne de pétrole touche son pic et cesse de croître.

En même temps, les pays de l'OPEP adoptent une résolution préconisant une augmentation générale des prix, ainsi que l'ouverture immédiate de négociations pour tous les États membres. Ce basculement des équilibres entre les pays producteurs, l'industrie extractive et les pays importateurs s'approfondit au cours de l'hiver 1973-74 avec la guerre du Kippour entre la Syrie

et l'Égypte d'un côté, et Israël de l'autre. Afin de dissuader les États-Unis de ravitailler l'armée israélienne, les pays arabes s'entendent pour réduire leur production de pétrole de 5% tous les mois, jusqu'au retrait d'Israël. L'Arabie Saoudite alourdit la charge en annonçant une interruption des livraisons aux États-Unis, mais certains pays comme l'Irak et la Libye ne respectent pas totalement les accords. L'embargo sera levé en mars 1974 suite à un désengagement progressif des belligérants. L'embargo partiel de 1973-74 aura d'importantes conséquences notamment dans les pays européens et au Japon, où les économies sont entièrement dépendantes du pétrole moyen-oriental. Pendant toute la période d'embargo, les pays importateurs sont obligés de rationner leurs besoins énergétiques, en interdisant par exemple la circulation des voitures les dimanches.

Toutefois, la hausse soudaine du prix du pétrole de 1973 — justifiée par ces événements internationaux — n'est que partiellement liée à la guerre du Kippour et le cours du brut ne redescendra jamais à sa valeur antérieure. Cette augmentation se produit effectivement à un moment où la produc-

tion des réserves états-uniennes commence à décliner et l'industrie extractive a besoin de nouveaux investissements. Grâce à la « crise », le prix du pétrole est multiplié par quatre et les profits des Big Oil s'envolent : Exxon par exemple — la plus importante des Sept Sœurs — enregistre en 1974 une hausse de ses profits de 80 %. Cela offre, entre autre, des conditions favorables pour le développement de nouveaux projets, notamment dans des réserves *offshore* telles que celles de l'océan Arctique et de la mer du Nord. Comme dans les moments successifs de « crise » de l'économie capitaliste globale (par exemple en 2008), l'augmentation du prix du pétrole sera payée par les exploités : l'inflation s'envole, tout comme la dette publique et le chômage de masse. Dans le monde occidental, après trente ans de pétrole à bon marché et de croissance économique effrénée, on assiste à une restructuration de l'économie et à un durcissement des conditions de vie et de l'exploitation capitaliste (coupes budgétaires, licenciements et délocalisations)

Dans ce scénario de « crise », le poids des pays de l'OPEP sur l'échiquier international augmente considérablement. La richesse

générée par le pétrole sert aux régimes moyen-orientaux à accumuler des armes, mais aussi à financer des programmes sociaux pour acheter la paix sociale. Leurs économies deviennent entièrement dépendantes de l'exportation de brut. L'Arabie Saoudite renégocie ses rentes avec l'industrie extractive et nationalise progressivement le secteur pétrolier (jusqu'à la nationalisation complète de l'Aramco en 1980). Les pétroliers saoudiens recyclent leurs fortunes en achetant des bons du Trésor états-uniens, ainsi qu'à travers d'importants investissements dans la finance (notamment des prêts à des pays surendettés par la crise) et des achats considérables d'équipements militaires en provenance principalement des États-Unis et de la France. L'Irak gouverné par le parti nationaliste pan-arabe Baas achève de nationaliser son pétrole en 1972 et signe un traité d'amitié et de coopération avec Moscou, tout en continuant à acheter des armes aux industries françaises et d'énormes équipements de terminaux pétroliers à la compagnie texane Brown and Root. En Iran, la révolution de 1979 fait tomber le régime du Shah, puis la prise de pouvoir de Khomeini et l'instauration du régime des ayatollahs soustraient cer-

taines des plus importantes réserves pétrolières de la région au contrôle des Big Oil.

Il s'agit maintenant pour les Big Oil d'empêcher l'hégémonie régionale d'une puissance hostile à leurs intérêts : en 1975 le gouvernement américain arme les Kurdes qui s'en prennent aux installations pétrolières irakiennes, puis après la révolution iranienne la CIA soutient secrètement l'Irak de Saddam Hussein contre l'Iran en lui livrant de l'armement *via* l'Arabie Saoudite, le Koweït et l'Égypte. Il s'en suit une guerre de huit ans financée avec des pétrodollars et menée avec des machines de mort fabriquées aux États-Unis et en Europe. De 1985 à 1990, Washington autorise des compagnies américaines à vendre à l'Irak des produits dits « à double usage », civil et militaire : des précurseurs chimiques permettant de fabriquer des engrais ou des armes, ainsi que les hélicoptères pour les répandre (entre autres du gaz moutarde et des gaz neurotoxiques). Parmi ces produits autorisés figurent aussi des virus biologiques mortels tels que l'anthrax et la peste bubonique. Sur la liste des fournisseurs de l'Irak, apparaissent 48 entreprises ouest-allemandes, 18 entreprises britanniques, 18

américaines, seize françaises, douze italiennes et onze suisses. En même temps, les États-Unis fournissent aussi à l'Iran plusieurs milliers de missiles antichars ainsi que des missiles sol-air. En 1987, Saddam Hussein se lance dans une campagne d'éradication des Kurdes irakiens : des dizaines de milliers de personnes sont tuées lors de 211 jours d'attaques chimiques. En 1988, après huit ans de combats et des centaines de milliers de morts, la guerre entre l'Irak et l'Iran se termine avec un accord qui marque le retour aux frontières en vigueur avant la guerre.

La suite est une histoire récente qui nous amène jusqu'à nos jours : en 1990, l'armée irakienne envahit le Koweït, où se trouvent des gisements de pétrole parmi les plus grands au monde. En janvier 1991, une coalition de 31 pays conduite par les États-Unis commence une campagne de bombardements d'une intensité titanesque : durant 46 jours presque autant de bombes sont déversées sur l'Irak et le Koweït que sur l'Allemagne et le Japon pendant la deuxième guerre mondiale. Toutes les infrastructures essentielles du pays sont détruites. Dans ce pays exsangue, des re-

bellions explosent, notamment dans le Sud chiite et dans le Nord kurde. Mais Saddam Hussein reste en place et la répression du régime fait entre 20.000 et 100.000 morts. À cela s'ajoute un long embargo sur les exportations irakiennes (principalement de pétrole) imposé par les Nations-Unies qui empêche la reconstruction du pays : la population est plongée dans la misère, la faim fait des ravages sur les terres qui ont vu naître l'agriculture, le choléra et la fièvre typhoïde deviennent endémiques dans les villes irakiennes. En 1996, par le biais d'un programme mis en place par les Nations-Unies — cyniquement appelé « Pétrole contre nourriture » —, l'État irakien recommence à mettre sur le marché des contrats pétroliers à des compagnies et des individus russes, français et chinois, ainsi qu'aux principales *majors*. En 2003, sous le faux prétexte d'un soutien apporté par Saddam Hussein à Al-Qaïda et de sa supposée possession d'armes de destruction massive (jamais retrouvées), une nouvelle coalition menée par les États-Unis attaque et envahit l'Irak, où se trouvent les plus grandes réserves inexploitées de la planète. En 2004, c'est le gouvernement de Washington qui attribue directement les pre-

miers contrats de reconstruction du pays, sans appel d'offre. C'est ainsi qu'une entreprise comme Bechtel, la même qui avait posé le premier pipeline en Irak en 1950, obtient un contrat pour la réparation ou la construction de nombreuses infrastructures du pays. L'insurrection armée éclate dans le pays, des centaines d'attaques ciblent les forces d'occupation, le nouveau gouvernement irakien et l'infrastructure pétrolière. Des factions soutenues par une multiplicité d'acteurs étrangers s'entre-déchirent pour le pouvoir. Dans ce contexte, un nombre incalculable de personnes perdront la vie dans des affrontements, des bombardements ou des attentats terroristes. Une guerre civile qui se répandra quelques années après dans la Syrie voisine.

Aucun mot ne suffirait à exprimer l'horreur de la réalité, rien ne pourrait décrire l'énormité du désastre. Combien de centaines de milliers de morts sur l'autel de Dieu, de l'argent et du pétrole ? Combien de millions de vies détruites et combien de richesses accumulées par les marchands, les chefs d'États et autres assassins de tout genre ? S'il serait sans doute réducteur d'attribuer toute la responsabilité de ces

ravages à l'industrie pétrolière — en oubliant par exemple celle de la religion, du nationalisme et d'autres idéologies qui soutiennent la domination —, on peut supposer que sans les enjeux liés au secteur énergétique, l'histoire de cette région aurait été très différente.

Le cas du Moyen-Orient, ne constitue pas une exception. Partout où se trouvent des gisements de pétrole d'une certaine importance, les États et les entreprises se sont enrichis sur le sang et la misère de leurs sujets. Dans de nombreux cas, les pays exportateurs de pétrole ont été déchirés par des guerres civiles. Au Nigeria, la concurrence pour le pétrole de la région du Biafra entre la Shell et la British Petroleum d'un côté, et la française Elf (ancêtre de Total) de l'autre, a attisé en 1967 une guerre civile qui a fait entre un et trois millions de morts en trois ans. Encore une fois, bien qu'on ne puisse pas nier la réalité des haines identitaires qui ont déclenché cette guerre, une lourde responsabilité pèse sur les entreprises citées, ainsi que sur les gouvernements français et anglais qui ont respectivement soutenu et armé la faction indépendantiste et le gouvernement natio-

nal. La dite « patrie des droits de l'homme » a également gardé pendant plusieurs décennies la mainmise sur l'or noir de ses ex-colonies, notamment en Algérie, au Gabon et au Cameroun, à travers le dispositif secret connu comme Françafrique, un réseau constitué de membres des services de renseignements, de conseillers français auprès des chefs d'État, des entreprises, etc., responsable de soutien aux dictatures, de coups d'État et d'assassinats politiques.

Seule l'idiotie complice d'une certaine gauche anti-impérialiste pourrait regarder avec sympathie ou, pire encore, soutenir des régimes comme l'ex Libye de Kadhafi, le Venezuela de Chavez et de Maduro, ou l'Iran des ayatollahs pour leur position officielle vis-à-vis des États-Unis et des puissances occidentales. Pour ceux et celles qui s'opposent à toute autorité, il devrait être évident que le problème n'est pas qui contrôle le pétrole, mais bien que l'extraction de cette matière première — une activité toxique et aux effets dévastateurs — permet une énorme concentration de pouvoir et le fonctionnement d'un système industriel qui nous dépossède et nous empoisonne. Ceux qui détiennent le contrôle

de l'or noir — que ce soient des multinationales nord-américaines et européennes, des états islamistes ou des partis socialistes et nationalistes — accumulent une richesse qui leur permet d'écraser tout mouvement de libération ainsi que de construire un réseau de clientélisme en redistribuant une partie de leurs profits à leurs serfs, ainsi que des miettes aux exploités. Voilà pourquoi partout dans le monde, des factions qui aspirent à gagner leur place dans la domination se battent autour des gisements de pétrole.

Du reste, l'extraction du pétrole n'est plus contrôlée de manière presque exclusive par des compagnies états-uniennes, anglaises et françaises. Bien qu'Exxon Mobil, Chevron, Total, BP et Shell figurent toujours parmi les premières dix entreprises du secteur au monde, nous trouvons aussi dans ce classement trois entreprises chinoises et une entreprise russe, en plus des entreprises nationales d'Arabie Saoudite et du Koweït. Quand, en 2009, le gouvernement irakien a lancé un appel d'offre pour exploiter ses réserves pétrolières et gazières — parmi les plus importantes et les moins exploitées au monde —, c'est l'entreprise chinoise CNPC

qui en a emporté la plus grosse partie. Par ailleurs, 50 % du pétrole et du gaz consommé en Europe sont actuellement fournis par la Russie, qui est — avec les États-Unis et l'Arabie Saoudite — le troisième plus grand producteur au monde.

Extraire toujours plus, toujours plus loin

Avec la crise de 1973, pour la première fois depuis le début de l'industrialisation, la question des limites physiques de la croissance économique se pose dans le débat public et dans les palais du pouvoir. Des rapports scientifiques montrent que le système économique est en train de provoquer une irrémédiable dégradation de l'énergie utilisable. Selon ces études, le système économique actuel s'effondrera nécessairement quelque part au milieu du XXIème siècle en conséquence de l'épuisement des réserves de pétrole, ainsi qu'à cause des émissions de gaz carbonique et de leur impact sur le climat. Le début du déclin de la production pétrolière états-unienne et les prévisions d'un épuisement de l'or noir ont poussé entreprises et gouvernements à

chercher de nouvelles réserves de pétrole et à diversifier leurs sources énergétiques.

Pour l'industrie pétrolière, chaque période de « crise » a impliqué une forte et rapide hausse des prix face à une demande qui a continué à croître de manière constante. Cela a été le cas en 1973, puis avec la révolution iranienne en 1979 et avec l'invasion et la guerre civile en Irak entre 2003 et 2011. L'augmentation du prix du pétrole a ainsi permis à l'industrie d'investir dans des projets auparavant considérés comme peu rentables : des gisements situés en Alaska, où l'extraction et le transport présentent de grandes difficultés logistiques et des prix très hauts, ainsi que des gisement *offshore* situés au large, toujours plus loin des rivages et de plus en plus profonds, par exemple dans l'Océan Arctique, dans la mer Baltique, en mer du Nord ou au large des côtes mexicaines et brésiliennes. L'autre développement important de l'industrie pétrolière concerne divers types de « pétrole non conventionnel » : l'huile de schiste — principalement aux États-Unis — extraite d'une roche qui contient du kérogène, transformée en pétrole par un processus appelé craquage ou

pyrolyse à mener *in situ* et très difficile à réaliser ; les sables bitumineux — notamment au Canada et au Venezuela — constitués par la fraction la plus argileuse du pétrole, extraits à ciel ouvert à travers une série de procédés qui exigent des substances hautement toxiques et d'énormes quantités d'eau ; le gaz naturel obtenu à partir de formations de schiste argileux extraites par fracturation hydraulique, ou *fracking*, c'est-à-dire en déclenchant des micro-explosions au fond des puits et en y pompant sous haute pression des millions de litres d'eau contenant des acides et des produits chimiques toxiques, souvent à proximité de sources d'eau utilisées par les humains. C'est notamment du fait de ces activités hautement dévastatrices que les États-Unis et le Canada figurent toujours parmi les premiers pays producteurs et exportateurs d'hydrocarbures au monde.

Si à l'heure actuelle les carburants fossiles répondent à environ 82 % de la demande énergétique mondiale (42 % pour le pétrole, 21 % pour le gaz naturel, 19 % pour le charbon) et la demande de ces matières premières n'a pas cessé de croître (+ 54 % dans la période 1990-2016), la menace de

leur épuisement apparaît comme toujours plus réelle. Alors, comment continuer à faire tourner des machines toujours plus puissantes et omniprésentes si les réserves de carburants s'amoindrissent et si leur prix est destiné à augmenter inexorablement ? Voilà la question qu'États et industries se posent depuis cinquante ans, sans avoir encore trouvé une véritable réponse. L'industrie énergétique et le secteur extractif, quant à eux, ont saisi l'occasion pour multiplier leurs profits en diversifiant leur offre, tout en affichant une sensibilité de façade aux thématiques de l'environnement. Évidemment, derrière des mots-clés du vingt-et-unième siècle comme « transition énergétique », « économie verte » ou « énergie propre » se cachent encore une fois de nouveaux fronts de pillage et de dévastation.

Le nucléaire civil comme alternative au pétrole

Le développement de l'industrie nucléaire civile a constitué l'une des premières réponses à la question de la diversification des sources énergétiques, notamment suite

à la crise de 1973. La France par exemple — aujourd'hui deuxième producteur mondial d'énergie nucléaire après les États-Unis et avant la Chine — décrète en 1974 une accélération de son programme électronucléaire, avec la construction de treize nouvelles centrales atomiques. Cela se heurte à une opposition obstinée d'une partie de la population, qui s'exprime lors d'énormes manifestations, ainsi que par des centaines de sabotages et d'attaques diverses contre l'État, la filière énergétique, ses représentants et ses infrastructures. Au-delà des accidents catastrophiques générés par l'industrie nucléaire (Tchernobyl et Fukushima sont seulement les plus graves parmi les milliers d'accidents qui se sont produits depuis sa naissance), du potentiel exterminateur des armes qu'elle produit, des déchets radioactifs qui s'accumulent sur la planète, des difficultés et des dangers qu'impliquent la gestion des réacteurs et leur démantèlement, l'énergie atomique demande aussi de grandes quantités de matières premières dont l'extraction se fait, une fois encore, au prix de l'exploitation et de l'empoisonnement de l'humanité et de la nature. La France a besoin de 8.000 à 9.000 tonnes d'uranium naturel par an pour fabriquer

le combustible alimentant son parc de 58 réacteurs nucléaires. La totalité de cet uranium est importée : l'exploitant EDF achète le combustible final auprès de l'entreprise Orano (ex Areva), qui extrait le minéral dans une trentaine de pays, mais principalement au Niger, au Canada, en Australie et au Kazakhstan. Initiée sous la bannière de la Compagnie Générale des Matières Nucléaires (COGEMA) en 1976, l'histoire de l'extraction française de l'uranium est un énième exemple des pratiques qui caractérisent l'industrie énergétique.

Le cas du Niger est emblématique. Premier producteur de l'uranium utilisé en France, depuis son indépendance le pays n'a jamais cessé d'être sous l'influence néocoloniale de l'Hexagone : coups d'État, soutien à des régimes militaires, corruption de dirigeants, relations secrètes avec des groupes armés et, depuis 2014, déploiement de l'armée française dans le cadre de l'opération Barkhane. Les ouvriers nigériens des mines d'Orano, ainsi que la population qui habite les territoires environnants, subissent les conséquences de cette industrie mortifère. Pour obtenir l'oxyde d'uranium, le *yellowcake* — ensuite enrichi

pour les centrales nucléaires — , des millions de tonnes de roche sont concassées et traitées chimiquement. Les roches dites « stériles » de même que les boues résultant du traitement chimique sont entreposées à l'air libre, ou déversées dans les cours d'eau. Ces déchets contenant la majorité de la radioactivité d'origine du minerai, restent soumis à l'érosion et sont dispersés par les vents. Comme en France, les stériles ont aussi été réutilisées en remblai, pour la construction de routes ou même de bâtiments. L'extraction entraîne une pollution irrémédiable des sols, de l'eau et de l'air. La contamination radioactive contribue par ailleurs à la désertification et à l'assèchement des nappes phréatiques. Pendant ses premiers vingt ans d'activité, aucune mesure de protection de la santé des travailleurs et de l'environnement n'a été prise par Areva (aujourd'hui Orano). Mais en cinquante ans d'exploitation, l'industrie française n'a reconnu aucun cas de contamination, de cancer, ou d'autre pathologie d'origine professionnelle.

Au cours des dernières années, les prix de l'uranium se sont effondrés, notamment suite à l'arrêt des 54 réacteurs japo-

nais après la catastrophe de Fukushima en 2011 et à la décision de l'Allemagne de mettre un terme à son activité nucléaire. En France, l'âge limite de fonctionnement des centrales avait été fixé à 25 ans et 44 des 58 réacteurs ont déjà dépassé ce seuil. On constate une usure des matériaux et une augmentation du nombre d'incidents et de défaillances sur de nombreux sites. Les deux mines d'uranium nigériennes d'Orano sont en fin de vie et un nouveau méga-projet de mine à ciel ouvert au Niger annoncé en 2009 attend que les cours mondiaux reprennent pour pouvoir démarrer. Malgré tout, rien n'indique que les États aient l'intention abandonner cette industrie mortifère. Au contraire, dans certains pays comme la Chine et l'Inde, ce secteur est en pleine expansion.

L'imposture des énergies renouvelables et de l'économie dématérialisée

Pour finir ce tour des horreurs produites par l'industrie énergétique, il convient de se pencher sur les solutions alternatives que le capitalisme est en train de développer depuis quelques décennies face à

la catastrophe écologique et sociale qu'il a lui-même générée. Certains apôtres du progrès — des conseillers illuminés des souverains (organisations non gouvernementales, membres de partis verts, scientifiques, techniciens) — affirment que c'est l'innovation technologique qui nous sortira de l'abîme vers lequel nous sommes en train de nous précipiter à toute vitesse. Transition énergétique, économie verte, collaborative et décentralisée, voilà les mots-clés de ce qui a été nommé le New Green Deal. Il s'agirait d'une « métamorphose du capitalisme », qui passerait d'une infrastructure lourde et centralisée fonctionnant principalement aux énergies fossiles à un système où les fournisseurs-utilisateurs produiraient et partageraient l'énergie électrique à l'échelle locale avec des technologies exploitant des sources renouvelables, principalement l'énergie solaire et éolienne. « Le futur est électrique », selon l'Agence Internationale de l'Énergie, la demande d'électricité augmenterait donc de 60 % à 90% d'ici à 2040. Dans ce beau monde, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'internet des objets, l'interconnexion de tout et tous, devrait permettre une gestion collective transparente, efficace et rationnelle

de la production, de la consommation, des transports, ainsi que des comportements individuels et collectifs...

Même si cette possibilité — si la méga-machine industrielle globale pouvait continuer à marcher sans les énergies fossiles qui ont permis sa naissance et son existence — était réelle, ce qui est fortement douteux, elle constituerait une solution de continuité qui permettrait à la domination de se reproduire, de se perfectionner et de perfectionner son travail de contrôle sur les humains et sur le vivant. Nous voyons d'ors et déjà tout un tas de nouvelles machines et technologies apparaître et s'ajouter aux anciennes : des champs d'éoliennes et de panneaux solaires, des voitures électriques, des datas center, des antennes 5G et j'en passe. Au lieu de créer une possibilité de sortie du régime de pillage auquel est soumise la terre, ces technologies ne font que créer de nouveaux fronts d'expansion de l'industrie extractive, avec tout le lot de guerres, d'esclavage et de désastres environnementaux qui les accompagne.

Nous nous limiterons à donner quelques exemples afin de démentir l'écologisme

supposé de ces imposteurs au service du pouvoir. L'élément de base des cellules photovoltaïques qui composent les panneaux solaires est une qualité de silicium très pur, la « qualité électronique » dont la production réclame d'énormes quantités d'énergie et de produits toxiques. Pour avoir une idée du traitement qu'exige ce métal avant de pouvoir être utilisable dans les cellules photovoltaïques, pas moins de 280 kg de produits chimiques (chlore, acides et solvants divers) sont nécessaires pour obtenir un seul kilo de silicium pur. Ce processus de purification est hautement énergivore et consomme d'énormes quantités d'eau. En Chine — de loin le plus important producteur de silicium électronique — les énormes fours de silicium et les usines de production de cellules solaires sont alimentés par des centrales électriques au charbon. Dans la province de Sichuan, l'un des centres mondiaux de cette industrie, les effluents toxiques utilisés pour purifier le silicium sont rejetés dans les rivières ou abandonnés dans des décharges sauvages. La population se plaint également de la contamination de l'air provoquée par l'émission de tonnes de poussière de silicium rejetées dans l'atmosphère.

Par ailleurs, une partie des panneaux solaires, tout comme la plupart des éoliennes (notamment les éoliennes offshore situées dans la mer), sont fabriqués avec des « terres rares », des matériaux qui revêtent aujourd'hui une grande importance stratégique pour l'économie mondiale. Il s'agit d'un sous-ensemble de 17 éléments qui, contrairement à ce que leur nom laisse imaginer, sont très présents dans l'écorce terrestre, mais dans des proportions infimes. Du fait de leurs propriétés semi-conductrices, ces métaux permettent par exemple de moduler les flux d'électricité transitant dans les appareils numériques ou servent à la fabrication d'aimants permanents contenus dans les générateurs des éoliennes et des voitures électriques. Avec le boom des nouvelles technologies, la demande de ces éléments a explosé et, une fois de plus, c'est la Chine qui est devenu le premier producteur mondial depuis le début des années 2000, devançant les mines indiennes et brésiliennes. La ville de Baotou, en Mongolie, l'un des plus importants centres d'exploitation et de transformation des terres rares, a été renommée la « ville du cancer » : le taux de mortalité par cancer y est de 70% et

la radioactivité mesurée dans les villages proches des centres de traitement est de 32 fois la normale (à Tchernobyl elle est de 14 fois la normale). La concentration de terres rares dans la roche est en effet très faible, et il faut les séparer et les purifier par des procédés qui demandent de grandes quantités d'acides et de solvants. Dans les eaux troubles du bassin d'effluents, on trouve donc toutes sortes de substances chimiques toxiques, mais aussi des éléments radioactifs, comme du thorium, dont l'ingestion provoque des cancers du pancréas, du poumon et du sang.

Le développement industriel des énergies renouvelables implique d'ailleurs que les milliers d'éoliennes, les fermes photovoltaïques et les dispositifs de stockage soient reliés par des « réseaux intelligents » qui doivent permettre l'équilibre entre une offre intermittente et une demande variable. Un tel macro-système technique est basé sur de nombreux équipements hi-tech, fabriqués avec un grand nombre de minerais et de métaux rares. On peut mentionner par exemple le coltan et le cobalt, indispensables à la fabrication de composants électroniques. Ces minerais,

dont les prix ont connu une hausse spectaculaire au début des années 2000 du fait de la demande des fabricants de téléphones portables, sont au cœur de la guerre civile qui ravage la République Démocratique du Congo depuis maintenant plusieurs décennies, l'un des conflits les plus meurtriers depuis la Seconde Guerre Mondiale. Quarante-milles enfants travaillent chaque jour dans des mines gérées par des groupes militaires et des mafias locales, avant que les minerais soient vendus à des négociants chinois, transformés sur place par des entreprises minières comme la canadienne Glencore ou transportés vers l'un des ports voisins (en Tanzanie, au Mozambique et en Afrique du Sud) pour approvisionner l'industrie électronique chinoise qui fournit des clients comme Apple, Daimler, Lenovo, Microsoft, Sony, Samsung.

D'autres minerais comme le lithium, le nickel et la graphite (utilisés entre autres dans les batteries des voitures électriques) ou le germanium (pour la fibre optique, la technologie des images et l'internet sans fil) ont connu un véritable boom avec internet et l'industrie électronique. Ces « nouveaux métaux » liés à l'industrie hi-tech n'ont pas

remplacé les matériaux de base de l'industrie (le fer, le cuivre, l'aluminium, le plomb, l'or, le zinc, l'étain, l'argent, etc.) eux aussi indispensables aux nouvelles technologies. Dans les années 2000, l'augmentation de la demande liée à l'industrie *hi-tech*, le développement économique rapide de pays manufacturiers comme la Chine et l'Inde, ainsi que la hausse du prix de l'énergie, ont provoqué une flambée des prix des métaux (+86% pour le zinc, +456% pour l'or, +829% pour l'argent, +409% pour le cuivre, +220% pour le nickel en dix ans). Cela a permis à l'industrie minière d'investir dans des gisements autrefois considérés comme trop pauvres (mais pouvant être valorisés avec des technologies plus chères et des procédés de séparation-purification très polluants) et dans des territoires de moins en moins accessibles. Cette expansion du front minier crée des ravages sur les cinq continents : en Amérique Latine, des centaines de projets de mines à ciel ouvert en haute montagne (principalement de cuivre, d'or, d'argent, de lithium) empoisonnent les sources d'eau et se heurtent à une opposition déterminée de la population, en Afrique la hausse des cours mondiaux des minerais a provoqué

dans les derniers vingt ans une escalade de violences politiques, inter-ethniques et religieuses, ainsi qu'une présence accrue des armées européennes, japonaise, chinoise et états-unienne; au Canada et aux États-Unis les survivants des dernières populations indigènes se battent pour empêcher la dévastation de ce qui reste de leurs territoires; en Europe d'anciens sites miniers ré-ouvrent ou s'agrandissent et des nouvelles mines à ciel ouvert - comme celle de lithium au Portugal- voient le jour; en Russie, en Chine, en Australie et en Indonésie des tonnes de minerais sont extraits au prix d'une dévastation accrue de la terre. Voilà ce qui se cache derrière le nouveau monde vert et dématérialisé prêché par les apôtres de l'innovation technologique. Sans parler des plus de 50 millions de tonnes de déchets électroniques produits chaque année sur la planète qui finissent pour la plupart dans des villes-décharges en Chine, en Inde, au Pakistan et au Nigeria...

Pour clore le panorama, sous l'étiquette d'énergie verte on trouve aussi les biocarburants ou agro- carburants, une série de produits sous forme d'huile, d'alcool ou de gaz obtenus par la transformation d'une

grande variétés d'espèces végétales comme le palmier à huile, le tournesol, le soja, le colza, le ricin ou la canne à sucre, et y compris des algues. Selon les prévisions, le secteur de l'aviation deviendrait le premier consommateur de biocarburants à l'horizon 2030. À l'heure actuelle, des millions d'hectares de forêts tropicales, notamment en Indonésie et en Amazonie, ont déjà été détruits pour faire place aux monocultures de cette nouvelle industrie, aggravant l'acaparement des terres par l'agro-industrie et contribuant à la hausse du prix des denrées alimentaires. Parmi les producteurs de biocarburants, on trouve notamment les États-Unis et le Brésil, mais aussi la France, où les géants du secteur sont la pétrolière Total et le groupe agro-industriel Avril.

Si la méga-machine étatique et capitaliste est aujourd'hui en train de chercher des alternatives aux énergies fossiles pour survivre à leur épuisement, cela ne peut se faire qu'au prix d'un pillage accru de ressources auparavant pas ou peu utilisées. Focaliser l'attention sur le réchauffement climatique et sur le problème des émissions de carbone est l'un des moyens discursifs que la domination utilise pour rendre plus

acceptable, voire souhaitable, la transition du pétrole à d'autres matières comme le lithium, les terres rares, le nickel et le cobalt, ou l'accaparement de terres agricoles pour la biomasse. La terre entière est devenue un immense gisement à piller pour fabriquer et alimenter des machines. Aucune solution de continuité ne nous permettra de sortir de l'abîme, aucune « résilience » n'est possible sur une planète ravagée par les pillages, empoisonnée par les déchets et traversée par des guerres pour le contrôle des matières premières. Seul un bouleversement profond de l'existant pourrait ouvrir une perspective *autre*.

Agir pour la fin du système industriel

Dire aujourd'hui qu'on aspire à détruire l'industrie énergétique, non pas à l'arrêt de tel ou tel projet extractif, mais plutôt à la fin du système industriel dans son ensemble... cela peut paraître quelque chose d'absurde, de fou, d'irrationnel aux yeux de la majorité des citoyens responsables. Consommer moins, de manière plus judicieuse, choisir le bio et le local, faire chacun un petit geste pour l'environnement...

ce n'est que du foutage de gueule quand on pense aux ravages que l'industrie génère à chaque seconde, avec ses pompes, ses pelleuses, ses tonnes de substances chimiques rejetées dans l'eau, ses déchets radioactifs, ses nuages toxiques... Face à l'avancée de machines toujours plus puissantes, chaque être vivant devient toujours plus insignifiant, sacrificable pour les besoins de la production. La guerre pour le contrôle des ressources a déjà marqué l'existence d'une grosse partie des habitants de la planète et peu de doutes subsistent sur le fait qu'un tel scénario est destiné à devenir l'horizon commun de l'humanité.

Face à cette guerre, une autre guerre est déjà en cours : en Amérique du Sud, mais aussi au Nigeria, en Indonésie ou en Nouvelle Calédonie, des populations s'insurgent contre l'extraction minière et pétrolière affrontant souvent une répression sanguinaire, au Canada et aux États-Unis des projets de pipelines et de gazoducs font face à des résistances acharnées, en France depuis quelques années la compagnie énergétique nationale EDF subit de nombreux sabotages et une lutte s'oppose à l'ouverture d'un grand centre de stockage de dé-

chets nucléaires à Bure, en Allemagne le projet d'extension d'une mine à ciel ouvert de lignite du groupe énergétique RWE doit également faire face à une opposition intransigeante et sans médiations... De telles expériences de luttes émerge la conscience du désastre en cours et de l'interconnexion des différentes facettes de la domination. La question n'est pas tant de discuter autour des avantages et des inconvénients de la machinerie industrielle et sur une possible réappropriation de celle-ci pour les besoins de la population. Il s'agit désormais d'arrêter la méga-machine avant qu'elle ne termine d'asservir l'entièreté du vivant à ses besoins. L'humanité a vécu pendant des millénaires sans l'industrie : pas d'électricité, pas de moyens de transport rapides, pas de téléphone, pas d'avions, ni de tracteurs. En moins de deux siècles, la quête de puissance et de profit a creusé notre tombeau. Alors est-il si irrationnel et si fou d'agir pour la mort du système industriel ?

≡

DANS LES COULISSES

DU NÉGOCE

INTERNATIONAL ≡

« *Post tenebras lux* », la phrase du Livre de Job de la Bible fut adopté par les partisans protestants de Calvin pour ensuite être repris comme devise par sa ville adoptive : Genève. Pourtant, au bord du lac Lemman, la lumière n'a certes pas chassé les ténèbres. Bien au contraire. Une communauté très fermée, discrète et fuyant toute publicité s'y est établie depuis quelques décennies. S'il y en a d'autres similaires dans le monde, c'est peut-être au bord du lac que cette communauté est la plus nombreuse, toujours abritée d'un trop de lumière par l'opacité financière et la discrétion affai-

riste offertes par la Suisse. Et à plus forte raison, vu que Genève est une des plaques tournantes les plus importantes du négoce international des matières premières.

Notre œil révolté par la misère et l'oppression, par la brutalité de l'ordre et l'insipide d'une normalité écrasante, est toujours amené, quelque part, à se figer sur la première incarnation de la domination qui se présente. Ainsi, notre regard identifie l'uniforme que porte le flic, l'enseigne qui indique une filiale bancaire, le drapeau national qu'arbore une institution, les panneaux « défense d'entrée » attachés aux grillages qui sécurisent une usine chimique ou une base militaire. Si l'« État » n'est pas une chimère, une idée abstraite, mais une logique et des rapports qui se matérialisent dans des personnes et des structures, bien sûr que notre regard rebelle tombe tout d'abord sur le gardien de son ordre qui se pavane sur le trottoir en face, sur le politicien qui apparaît sur les écrans, sur le juge qui se dresse devant nous. Si le « capitalisme » est un ensemble de rapports d'exploitation et de propriété privée qui sont à la base de l'économie, à la production de biens et de gains, bien évidemment nous

identifions l'agence immobilière de l'appartement où nous logeons, la filiale bancaire d'à côté, le supermarché au carrefour plus loin comme des émanations de ces rapports capitalistes. Enfin, si on essaye de voir un peu plus loin, car depuis les villes européennes ces structures sont moins visibles qu'ailleurs dans le monde, et on cherche à identifier les rouages de l'extraction des matières premières, ces ressources fondamentales pour toute production, on voit s'illuminer les enseignes des grandes compagnies pétrolières sur la station d'essence au bord de l'autoroute, voir les colonnes blanches qui montent au ciel depuis les quelques hauts-fourneaux encore en activité, ou peut-être les logos des entreprises d'énergie qui, depuis les factures que nous recevons à la maison, se dupliquent dans la réalité dans d'utilitaires estampillés de ce même logo. Et tout cela, ce regard de révolté qui sait identifier, dans la réalité qui nous entoure, les différentes incarnations de la domination, est fondamental afin de se mettre dans la possibilité de pouvoir agir directement. Mais l'habitude et la répétition peuvent aussi nous rendre quelque part, aveugles. Pris dans les ténèbres, capables de n'identifier ce qui se présente de-

vant nous — ou peut-être, ce que la domination concède bien de se présenter devant nous. Dégager quelques écrans de fumée peut, au moins, aider à avoir une meilleure compréhension de ce que c'est l'État, l'économie ou l'extractivisme, comment ces structures et logiques fonctionnent. Et la compréhension est l'antichambre de l'agir.

Quand au Katanga (Congo) un creuseur descend dans des trous de fortune d'une mine de coltan abandonnée ou d'une concession pas encore exploitée par l'industrie minière et remonte, à force de peines et de fatigues indicibles, laissant derrière lui maints cadavres de ses compagnons d'infortune ensevelis sous la terre, un kilo de coltan, il le passe ensuite à une autre personne qui l'achemine vers les comptoirs, à des dizaines de kilomètres plus loin, à travers la brousse. Là, assis sur des sièges en plastique, devant des balances et le portable à la main, des acheteurs qui travaillent pour le compte d'entreprises chinoises, européennes, américaines, canadiennes, attendent l'arrivée du précieux minéral, préalablement séparé du résidu par des mains d'hommes, de femmes et d'enfants. La paie est maigre. « *Je n'y peux*

rien, c'est Londres », répond l'acheteur. Le transporteur retourne pour retrouver le creuseur. D'une semaine à l'autre, le prix payé par les acheteurs s'est divisé en deux. Comment ça ? « *C'est Londres* ». Le regard révolté voit les contremaîtres, les accapareurs, les acheteurs... toutes des rouages dans l'engrenage infernale. Et il va, plus ou moins, de même pour les mineurs qui travaillent sur des sites exploités par une quelconque entreprise canadienne ou française.

« *C'est Londres* ». Mais qu'est-ce qu'il y a à Londres qui peut déterminer la vie et la mort de dizaines de milliers de creuseurs au Katanga, à 10 000 kilomètres ? Pourquoi est-ce que du jour au lendemain, une gigantesque exploitation minière qui promettait des gains fabuleux est fermé parce qu'« *elle n'est plus rentable* » ? Les fluctuations des prix sur le marché international. Bien, mais qu'est-ce que ça veut bien vouloir dire ? Pour commencer à comprendre cela, et donc *le moteur derrière l'extractivisme*, il faut pénétrer là où la lumière s'arrête et les ténèbres deviennent peut-être plus épaisses qu'au fond des puits d'une mine de cuivre au Chili : *le négoce des matières premières*.

Le poids du négoce

De la Deuxième Guerre Mondiale à aujourd'hui, l'économie mondiale a consommé plus de matières premières que depuis les débuts de l'histoire de l'humanité. Les matières premières sont à la base du modèle de production et l'offre et la demande solvable de pétrole, de cuivre ou de blé jouent donc un rôle déterminant pour expliquer les soubresauts de l'économie capitaliste. Les matières premières sont généralement réparties en trois catégories : les agents énergétiques, les matières premières minérales (minerais et métaux) et les produits agricoles (ou *soft commodities*). Le secteur des agents énergétiques, bien délimité, regroupe pour l'essentiel les produits pétroliers, le gaz naturel et le charbon. Le secteur des matières minérales, un peu plus diversifié, est constitué du fer, des métaux non ferreux comme le zinc, des métaux précieux et des dits « terres rares ». Le secteur agricole regroupe quant à lui une multitude de denrées alimentaires telles que les céréales et les oléagineux, les denrées dites de luxe (le café et le cacao, principalement), tous les produits de base (sucre, huiles, etc.) ainsi que les fibres des-

tinées à l'industrie textile (en premier lieu le coton). Le concept de « matières premières » est donc relativement flou, et des produits intermédiaires s'échangent également sur les marchés. Concernant les métaux, on négocie aussi bien les agrégats de roche (par exemple, les minerais comme la bauxite) que les produits intermédiaires dérivés (comme l'alumine) ou les produits finis (l'aluminium).

Du coton au plomb, ces matières premières très différentes les unes des autres ont pourtant toutes un point en commun : leur prix ont flambé depuis le début du nouveau millénaire. Certes, la débâcle financière de 2008 a causé une profonde cassure, mais les prix des métaux et des denrées agricoles sont ensuite repartis à la hausse, pour atteindre des niveaux encore plus élevés qu'auparavant. Le négoce des matières premières s'insère au niveau mondial dans la disparité qui existe entre les régions qui sont dotées d'abondantes richesses naturelles et d'autres qui sont presque complètement dépendants d'importation. Comme l'a pu le dire le vice-président de la compagnie de négoce pétrolier Mercuria, Daniel Jaeggi, dans un droit de

réponse en 2011 à des articles qui dénonçaient certaines pratiques des *commodity traders* : « *mon métier consiste à acheminer des marchandises physiques des régions où la population n'en a pas besoin vers des régions où elles sont nécessaires* ». Bien sûr c'est une affirmation assez laconique, où ce vice-président se présente, au maximum, comme un simple *transporteur* qui de plus, comble une fonction quasi humanitaire en répondant aux « besoins » des uns et des autres.

Si une part des ressources naturelles est consommée dans leur pays d'origine, un pourcentage important de la production est systématiquement destiné au commerce mondial, dominé par le négoce des matières premières (*commodity trading*). En valeur, celui-ci représente un tiers du volume total des échanges mondiaux. En volume, l'importance du commerce des matières premières dans le commerce mondial total serait bien plus grande encore, puisque la valeur des matières premières par tonne est nettement plus faible que celle des produits finis. Les statistiques relatives au transport maritime international fournissent des informations permettant de mesurer l'ampleur du commerce des matières pre-

mières en tenant compte de leur poids (et non de leur valeur). En volume, 80 à 90 % du commerce mondial s'effectue par voie maritime. De fait, environ 70 % des navires transportent des matières premières. Il s'agit notamment de pétroliers ou de vraquiers chargés de métaux, de charbon ou de blé. Les containers à bateaux — ces briques multicolores devenues en quelques années le symbole universel du commerce global — sont principalement utilisés pour le transport de produits finis. Ils ne transportent que 14 % du commerce mondial en tonnes. Du point de vue du volume total acheminé, presque deux tiers des échanges commerciaux mondiaux concernent donc des matières premières.

Les grandes plaques tournantes du négoce de matières premières se trouvent en Asie, en Europe et en Amérique du Nord, et chacune a ses spécificités. Avec Rotterdam, la place financière d'Amsterdam dispose d'un des ports de commerce les plus importants du monde, comme les plaques tournantes asiatiques de Singapour et Shanghai. Houston est équipée d'immenses raffineries et d'entrepôts pétroliers. Chicago et Hong-Kong sont des places bour-

sières importantes. La Suisse, et Genève en particulier, tient le haut du pavé, elle aurait même détrôné récemment Londres, où se trouve la *London Metal Exchange*. C'est dans le *Ring* du LME, à laquelle ne peuvent participer les représentants de neuf maisons de négoce, représentant une centaine d'entreprises qui sont les seuls à pouvoir conclure des deals au LME, que chaque jour, entre 11h40 et 16h15, les indices du prix d'un grand nombre de minéraux sont fixés à la criée. Aussi ailleurs des échanges de matières premières sont réalisés, comme par exemple à Paris (sucre) et à Hambourg (café), mais leurs chiffres d'affaires fondent en comparaison avec les sept grandes plaques tournantes.

Les rouages du négoce

Le commerce des matières premières est une réalité complexe, caractérisée par un enchevêtrement de processus associant plusieurs types d'acteurs et intégrant des phénomènes divers. On distingue tout d'abord le *commerce intérieur* du commerce mondial. Pour le pétrole, par exemple, le volume total du commerce mondial correspond à

la moitié de la quantité d'or noir extraite, l'autre moitié étant directement consommée dans les pays d'extraction. La proportion de charbon commercialisée dans les circuits du négoce mondial par rapport à la quantité extraite est encore plus faible, de l'ordre d'un huitième. Gros producteur, la Chine consomme à elle seule la moitié de la production mondiale de charbon, autant de matières premières qui n'arrivent donc jamais sur les marchés globaux.

On parle de commerce au sein d'un même groupe, ou de *commerce* « *intragroupe* », lorsque Shell Nigeria, par exemple, livre des produits à Shell Pays-Bas. Si ces « échanges » sont opaques, car permettant des opérations d'optimisation fiscale, on estime qu'ils occupent une place prépondérante dans le volume total des échanges mondiaux.

Une part importante du commerce des matières premières se passe aussi directement entre les États, en intégrant éventuellement une entreprise en tant qu'intermédiaire. Ce commerce interétatique peut prendre parfois la forme d'opérations de troc, dites *barter-trades*. Celles-ci reposent sur une contrepartie ou un échange entre deux produits,

par exemple du pétrole contre des noix de cajou ou du matériel d'armement.

Le « *marché libre des matières premières* » est encore une autre affaire. Sur ce marché, deux voies permettent d'acheminer les matières premières de leur lieu d'extraction à leur lieu d'utilisation dans l'industrie. La première passe par *les bourses d'échange* comme celle de Londres¹, la seconde, via *la vente directe par une société de négoce*.

1 Pour le pétrole brut dont, depuis le second choc pétrolier en 1982, plus que la moitié est échangé *au spot price*, les bourses principales sont celles de New York (*NYMEX*), Londres (*Intercontinental Exchange* ou *ICE*), et Singapour. Les principaux acteurs sur ces marchés sont les compagnies pétrolières, qui interviennent via leurs sociétés de trading ou leurs filiales, même si aujourd'hui toujours plus de fonds de spéculations ou des banques y commercent aussi. Pour les métaux précieux (or, platine, argent,...), c'est la *London Bullion Market* qui tient le haut du pavé. Pour les produits agricoles, c'est la bourse de Chicago qui domine le négoce mondial, suivi par le marché *EURONEXT* qui leur est consacrée auprès des bourses européennes. Notons encore que depuis 2002, c'est à Leipzig qu'a été créé le *European Energy Exchange (EEX)*, dédié au négoce de gaz naturel, mais aussi à l'électricité ou les quotas d'émission de CO², à l'instar du *APX-Endex* à Amsterdam.

Indépendamment du chemin emprunté pour parvenir aux acheteurs et quelle que soit la matière en question, le commerce physique des matières premières implique toujours le transport d'une cargaison, généralement par bateau. Les maisons de négoce sont donc aussi des entreprises de logistique. Le cœur de leur business consiste à acheter une matière première, à l'acheminer d'un point A à un point B et à la revendre plus cher afin de couvrir les coûts et de dégager un bénéfice.

Le commerce direct entre un négociant en matières premières et un client industriel peut s'effectuer de deux façons. Soit les deux partenaires sont liés par des contrats de livraison à long terme (*contrats à terme*), soit ils effectuent des transactions *on the spot* (*transactions au comptant*) conclues sans délai, ou plutôt dans des délais aussi brefs que possible au niveau logistique. Le commerce basé sur les contrats à terme est bien plus important que celui basé sur le *spot price*, même si ce dernier sert toujours de référence pour la conclusion de contrats à terme. Pour revenir au creuseur au Kataranga : c'est en grande partie dans le *Ring du London Metal Exchange* que le *spot price*

du coltan qu'il a remonté est déterminé, au jour le jour, et qui déterminera la part que l'acheteur est prêt à lui payer (en général, autour de 10% du *spot price*).

Si auprès des Bourses d'échange sont déterminés les *spot price* des matières premières, c'est le commerce de titres financiers adossés à des matières premières (les dérivés) qui a pris depuis longtemps le pas, en termes d'importance, sur les échanges de matières premières physiques. On estime par exemple que le commerce boursier de contrats à terme basés sur le pétrole, ou « barils papier » (*paper barrel*) est dix à quinze fois plus important que le commerce physique d'or noir (*wet barrel*) effectué en bourse. En 2006, le volume des opérations financières réalisées sur le nickel au London Metal Exchange était trente fois supérieur à la valeur des échanges physiques. Pour comprendre les instruments dont se servent les traders, on ne peut faire à moins que de jeter un coup d'œil sur ces produits financiers indispensables au « commerce papier » :

- *Les dérivés* : Les dérivés sont des papiers-valeur « dérivés » ou adossés à d'autres titres financiers. Le prix ou

la valeur des dérivés est déterminé par une valeur de base (un « sous-jacent »), par exemple le cours d'une action, un taux d'intérêt ou le prix d'une matière première. Les dérivés permettent également de parier sur la probabilité de faillite d'un État ou d'une entreprise. Certains dérivés sont standardisés et s'échangent en Bourse. Une autre partie sont échangés OTC (*Over the Counter*, sur le comptoir), c'est-à-dire de gré à gré directement entre deux partenaires.

- *Opérations à terme* : Usuellement, le commerce papier dans le secteur des matières premières revêt la forme d'opérations à terme, une sous-catégorie du terme générique « dérivé ». Un contrat à terme est un papier-valeur obligeant son détenteur à vendre une quantité et une qualité définie de marchandises à une date convenue, à un acheteur qui s'engage quant à lui à payer un montant fixé à l'avance.

- *Futures* : Il s'agit de contrats à terme contraignants échangés en bourse. Ce type de contrat est standardisé, c'est-à-dire qu'il repose sur une valeur de base concrète (par exemple

du concentré de jus d'orange), comprend une certaine quantité et qualité (concentré congelé d'oranges de Floride), une date fixe et un prix. Sur les marchés *futures* cependant, moins de 3 % des contrats donnent effectivement lieu à une livraison. Les positions sur les contrats sont la plupart du temps « débloquées » ou « roulées » avant l'échéance en payant ou en recevant la différence entre le prix fixé à l'avance et celui du jour d'échéance du contrat.

- *Forwards* : Ressemble en tout point à un contrat *future* mais est échangé *Over the Counter* et non sur les marchés organisés (Bourses).

- *Options* : Il s'agit de contrats à terme facultatifs échangés en Bourse. Une option donne par exemple le droit d'acheter à l'échéance du concentré de jus d'orange au prix convenu. Le détenteur d'une option a le choix de l'utiliser ou pas. Ici aussi, ce type de contrat à terme donne lieu, la plupart du temps, à des paiements en espèces plutôt qu'en nature.

- *Options Over the Counter* : Elle ressemble en tout point à une option

échangée en Bourse, sauf qu'elle l'est de gré à gré.

Ces instruments permettent aux négociants de se couvrir contre les fluctuations des prix des matières premières, mais surtout de spéculer sur ces mêmes fluctuations. Quand un vraquier chargé de cuivre part du Chili et qu'à son arrivée au port d'Anvers, le prix du cuivre a chuté, cela représente une perte dont le négociant pourrait bien ne pas pouvoir se remettre. Les courtiers se protègent donc des chutes de cours *en hedgeant*. Le concept vient de l'anglais *to hedge*, qui signifie « se couvrir » (du point de vue linguistique, les *hedge funds* ont la même racine, mais celle-ci n'a pas le même sens. Il s'agit de fonds d'investissement déréglés). Pour se couvrir contre le risque engendré par une modification des prix, le négociant effectue une opération papier *inverse* à son opération physique. De cette manière, il gagne soit dans le commerce physique (lorsque les prix augmentent) soit dans les opérations à terme (lorsque les prix baissent), avec pour objectif de limiter l'ampleur des pertes pouvant résulter de chacune des deux opérations et, si possible, de dégager un bénéfice de leur cumul.

Si d'un premier regard, deux types d'acteurs relativement différents cohabitent donc sur les marchés des dérivés liés à des matières premières, on comprend tout de suite que cette différence n'est que conceptuel. Généralement, on va distinguer d'un côté les vendeurs et acheteurs de matières premières physiques (les *commercial actors*), cherchant à se protéger contre des variations de prix par les procédés décrits ci-dessus. De l'autre, des intermédiaires financiers (banques, fonds spéculatifs, etc.) voulant avant tout maximiser leurs profits en spéculant sur les dérivés sur les matières premières (les *non-commercial actors*). Ces derniers ne souhaitent généralement pas prendre possession finale d'une cargaison. Ils en sont d'ailleurs le plus souvent incapables.

Pour financer leurs transactions les négociants ont besoin de beaucoup de capitaux. L'argent est en effet la « matière première » la plus importante. Pour un tanker chargé de pétrole, par exemple, l'investissement s'élève à plusieurs dizaines, voire centaines, de millions de dollars. Lorsque les entreprises de trading réalisent ces opérations pour leur propre compte, elles

doivent avoir les fonds propres ou les liquidités nécessaires. Pour les plus importantes d'entre elles, qui disposent d'actifs suffisants à mettre en gage, il existe toute une série de moyens d'obtenir de telles liquidités, sur le marché des capitaux (prêts obligataires), le marché de l'argent (prêts commerciaux), en obtenant directement des lignes de crédit bancaires ou en émettant des actions. Les entreprises de trading font également des opérations commerciales pour le compte de tiers. Si l'opération est effectuée pour un acheteur disposant d'importants fonds propres — dans le cas par exemple d'un achat de pétrole par l'une des six *majors* pétrolières à une société productrice —, le client finance parfois l'opération après la signature du contrat de vente en allouant une ligne de crédit au trader, qui joue le rôle d'intermédiaire.

En règle générale, les opérations de négoce impliquent un financement bancaire. S'il existe différentes modalités de financement des opérations de négoce, il s'agit en principe d'un accreditif ou lettre de crédit. Un accreditif est un crédit octroyé à l'intermédiaire en échange d'un gage sur l'existence physique de la marchandise, en

principe des documents de transport ou de chargement de la cargaison délivrés par une société de certification (le leader mondiale dans le domaine de la certification est la firme suisse *Société Générale de Surveillance*, SGS). La cargaison peut servir de contrepartie, ce qui fait de la banque émettrice du crédit la propriétaire virtuelle de la marchandise. À l'échéance de l'opération, la firme de négoce rembourse le crédit avec intérêt. « *Grâce au système d'accréditif, les entreprises disposant d'un capital ridiculement faible peuvent se permettre de réaliser des opérations de plusieurs millions de dollars* », explique Éric de Turckheim, cofondateur de la firme de négoce Trafigura.

Outre les firmes de négoce mêmes, les échanges mondiaux de matières premières reposent sur l'activité de toute une série d'entreprises : des banques, des compagnies d'assurance, des sociétés de conseils, des spécialistes de la sécurité, de la logistique et des transports ainsi que les sociétés de certification et de contrôle des marchandises. Au bord du lac Lemman, où la transparence de l'eau claire contraste avec les ténèbres qui couvrent le négoce international, toutes ces entreprises ont installés des

sièges ou des bureaux. D'autant plus qu'au pays helvétique, l'État fédéral se garde bien d'entraver les affaires, son territoire n'a pas adhéré à l'ONU et propose des régimes fiscaux particulièrement attrayants (dans certains cantons, les bénéfices des firmes de négoce ne subissent qu'une fiscalité ne dépassant le 1%).

Les grands inconnus

« De par sa nature même, le business des matières premières n'a pas besoin d'être connu du grand public. »

(Geert Descheemaeker, secrétaire général de la *Geneva Trading and Shipping Association*)

Dès qu'on repousse un peu les ténèbres, le peu de lumière illumine quelques gros noms. Car si des « petites » firmes de traders, souvent consistant de juste quelques personnes, sont actifs sur les marchés, se concentrant sur la spéculation avec des dérivés financiers du négoce des matières premières, ce ne sont qu'au final qu'une poignée de firmes qui dominent le né-

goce (c'est-à-dire, l'échange libre de gré en gré ou auprès des bourses). Les acteurs étatiques agissent généralement en dehors du marché, à travers des contrats à terme conclus entre États. En France par exemple, à part les entreprises pétrolières qui sont obligés par la loi de maintenir des stocks permettant de ravitailler le marché pendant deux semaines, c'est l'État, via la *Société anonyme de gestions des stocks de sécurité* (SAGESS), qui dispose de réserves stratégiques pour 77 jours environs, éparpillés sur 81 sites de stockage. Aussi l'Allemagne dispose de réserves de carburant pour 90 jours. Les États-Unis disposent des plus larges réserves stratégiques du monde, stockées sur 4 sites. En cas de révolte, de mouvement social, de catastrophe ou quand les prix mondiaux flambent, les États peuvent « libérer » une partie des réserves sur le marché afin de stabiliser les prix et d'assurer l'approvisionnement, comme cela a été le cas lors de la chute de Kadhafi en 2011 (et l'arrêt de la production pétrolière libyenne) ou la contestation contre la *Loi Travail* en France en 2016. Pour d'autres matières, comme l'uranium par exemple, l'État français compte sur Areva pour conclure des contrats à terme

avec le Kazakhstan ou avec son sous-fief, le Niger (dans le dernier cas, quand le pillage pure et simple n'était plus possible, Areva s'est toujours assuré de prix ridiculement bas, fixés sur la longue durée, au moyen de contrats à terme, ce qui permet « d'échapper » aux prix du marché).

Si les grandes firmes de négoce sont généralement actives dans les trois catégories de matières premières, chaque catégorie a son peloton de tête. Pour les agents énergiques, ce sont Vittol, Gunvor, Trafigura, Mercuria et Koch. Pour les minéraux, ce sont Glencore/Xstrata, Trafigura, Noble, Pour les produits agricoles, c'est Archer Daniels Midland, Bunge, Cargill et Louis Dreyfus. En 2010, les cinq plus grandes firmes de négoce ont fait un chiffre d'affaires de 629 milliards de dollars, plus que tous les entreprises de technologies et de télécommunications ensemble. Les dix noms ci-dessus sont à l'origine de souvent plus de 60% de tous les échanges mondiaux. Deux-tiers de tout le zinc acheté et vendu sur le marché libre mondial en 2010 est passé par Glencore. Les quatre grandes firmes du négoce de produits agricoles (les « ABCD ») sont es-

timés d'avoir le contrôle sur 90% de tout commerce de blé en 2018.

La plupart de ces firmes de négoce ne sont pas cotées en Bourse. Les parts de la société sont détenus par la famille (comme chez Louis Dreyfus ou Koch) ou par les traders mêmes. Comme il s'agit d'entreprises entièrement privées, elles ne sont pas tenus à publier des bilans annuels, ni à rendre public leurs bénéfices nets. Pour avoir une idée des bénéfices que les firmes de négoce réalisent, on peut citer l'exemple de Glencore, coté en Bourse depuis 2011. La firme affirmait dans son rapport annuel d'avoir réalisé des bénéfices nets de plus de 5 milliards de dollars en 2017 (pour un chiffre d'affaires de 205 milliards). Le décalage assez grand entre le chiffre d'affaires et les bénéfices nets s'explique par les faibles marges que permet le négoce, ce qui, à son tour, explique pourquoi le négoce est contrôlé par une bonne dizaine de firmes, d'ailleurs assez petites en vue du nombre de leurs employés (2700 collaborateurs chez Glencore dans les départements du négoce) : seules les grands, disposant de capitaux et de accreditifs importants, peuvent se permettre la circulation de

sommes tellement énormes. On ne peut dès lors difficilement comparer les chiffres d'affaire des traders avec celles d'autres entreprises, mais elles témoignent du poids colossal que les firmes de négoce ont au niveau économique, politique et social.

Mais les firmes de négoce ont changé de modèle depuis bien plus d'une décennie. Si avant, et historiquement avec les *maisons de négoce* (« trading houses »), les firmes de négoce cantonnaient leurs activités à l'achat et la revente des matières premières, elles se sont aussi lancés sur le marché des dérivés financiers. D'ailleurs, la plupart des vieilles maisons de négoce n'existent plus. Avec la chute du Mur, ces firmes de négoce vont commencer à investir dans l'infrastructure industrielle, la logistique et le transport, comme l'achat de vraquier et de supertankers, la construction de davantage d'entrepôts aux quatre coins du monde, l'achat de mines etc. Après la chute des prix des matières premières à l'instar de la débâcle financière de 2008, les firmes de négoce accélèrent et misent d'avantage sur leur intégration verticale dans l'économie : elles misent désormais sur le contrôle complet, de A à Z, du secteur des matières

premières. Glencore par exemple est aujourd'hui propriétaire de mines et de fonderies en Zambie, au Congo, en Australie, au Chili, au Pérou, au Kazakhstan,... Après la fusion avec Xstrata, Glencore est la quatrième plus grande entreprise minière du monde (et pourtant, son nom demeure généralement inconnu, comme c'est le cas pour les autres grandes firmes de négoce). Louis Dreyfus achète et construit des silos aux quatre coins du monde, possède de nombreuses plantations d'orangers au Brésil, gère des installations portuaires.

Et en effet, car les marges de bénéfices de l'extraction, la production et la transformation de matières premières sont bien plus grandes que celle du négoce. Les firmes de négoce intégrés verticalement profitent alors toujours : en cas de « crise », la production subit la baisse des prix des matières premières tandis que le négoce profite de la volatilité des prix. En cas de forte demande et d'augmentation des prix, c'est la production qui génère les marges de bénéfices, tandis que le négoce doit se contenter de faibles marges. Cette agilité en termes de liquidités permet aux firmes comme Trafigura, Mercuria, Vittol ou Glencore d'inter-

venir rapidement dans des situations instables pour en tirer des profits, notamment dans les territoires en proie de guerre, de catastrophes ou d'effondrement politique. Tandis que les *majors* pétrolières se voyaient bien obligés d'arrêter leurs activités et de se retirer de la Syrie lors du soulèvement et la mise à mal initiale du régime de Bashar, Vittol n'a cessé d'acheter le pétrole du régime (à des prix, bien entendus, bien inférieures à celle du marché). Les firmes de négoce cherchent toujours à sauter sur les « opportunités historiques » qui impliquent une forte volatilité des prix des matières premières, comme lors de la catastrophe nucléaire à Fukushima en 2011. Ou l'opération particulièrement lucrative de Glencore pour spéculer sur la faim en 2010 : Confronté à une terrible sécheresse et craignant une très mauvaise récolte, le gouvernement russe a interdit les exportations de blé à l'été 2010. Or, ce sont les dirigeants de la filiale russe de Glencore qui ont poussé le gouvernement à édicter cette interdiction d'exportation. Et pour cause : Glencore spéculait sur une augmentation des prix du blé (à travers les dérivés financiers) et profitait doublement en vendant ses stocks de blé à un prix très favorable,

qui grimpe, au lendemain de l'embargo russe, de 15%. Au début du mois de juillet 2010, l'Égypte — le plus grand importateur mondial de blé — payait 184 dollars pour une tonne. Un mois plus tard, après l'embargo russe, le prix avait augmenté de plus de 100 dollars.

De toute façon, aussi en dehors des situations instables, le négoce tire ses profits majoritairement de ce qu'on appelle *l'arbitrage des prix* : les différences géographiques, les fluctuations du prix entre le moment de l'achat et de la revente, les fluctuations dans le temps. D'où le rôle fondamental des entrepôts de stockage. Cargill peut par exemple se permettre de stocker du blé pour une durée déterminée en attendant une hausse des prix. Lors de la « crise alimentaire » de 2007-2008, passée largement inaperçu dans le monde occidental, provoquant une hausse du nombre d'affamés dans le monde avec 75 millions de personnes en plus, des famines et des émeutes de la faim dans 38 pays d'Afrique et d'Amérique Centrale, Cargill n'a pas renfloué les marchés du blé et du riz stockés dans ses entrepôts, mais a fait des milliards en profitant des

spot price parfois doublé (comme pour le riz en Asie). Trafigura et Vittol emploient un procédé similaire en transformant les supertankers en « dépôts pétrolières et gazières flottantes ». Les bateaux attendent tout simplement en haut mer une fluctuation des prix avant d'amarrer.

Toutes ces firmes de négoce tissent des véritables toiles d'araignées de filiales, sous-filiales, holdings etc. pour « optimiser leur fiscalisation » (en gros, minimiser les taxes à payer sur les revenus) et couvrir leurs manœuvres et opérations qui pourraient donner lieu des scandales (comme les conditions de travail dans leurs mines, paiements de pots-devin, leur spéculation sur les denrées, la pollution causée par leurs supertankers ou leurs procédés en haute mer de « lavage » caustique de la basse gamme de pétrole, trop sulfureux pour être utilisé comme carburant, après quoi les résidus sont jetés en mer ou stocké dans une quelconque déchetterie à ciel ouvert en Afrique). Elles ont toutes des « sociétés mère » (le destinataire final) domiciliées dans les paradis fiscaux, des compagnies offshore. Elles pratiquent toutes à échelle massive la vente « inter-

groupe », ce qui permet d'évader toutes les taxations. Le procédé est simple (et légal, d'ailleurs). Une mine en Zambie détenu par une filiale de Glencore produit du cobalt. Ce cobalt est vendu, « intergroupe », à un prix bien en-dessous de celui du marché (« prix de transfert »), à une filiale offshore de Glencore. A son tour, la filiale offshore le revend à une filiale de Glencore qui l'achemine finalement jusqu'à l'acheteur. En Zambie, la filiale déclare donc des revenus bien maigres (peu de taxes) ; la filiale du paradis fiscal ne paie peu (pas de taxes sur l'importation) et la revend au prix du marché (sans payer des taxes) à la dernière filiale qui ne reçoit pas le cuivre (et ne paie donc pas de taxes), mais la livre directement à l'acheteur. Un procédé similaire peut être employé pour des prêts au sein d'un même groupe.

D'autres exemples peuvent illustrer la puissance de ces firmes. Pour parer l'intensification de la piraterie au large de la Somalie, le président de Glencore, Simon Murray (ancien légionnaire ayant servi notamment en Algérie), crée en 2013 une filiale de sécurité, *Typhon*. Dotée d'hélicoptères, de drones, de bateaux rapides,

d'un demi-millier de soldats et d'un bateau-mère de 10 000 tonnes, cette « force navale privée » est déployé dans les mers somaliens pour protéger le transport maritime — contre paiement, bien sûr.

Les matières premières deviennent du papier

Comme nous l'avons vu plus haut, les producteurs et les acheteurs de matières premières cherchent à se protéger des variations de prix en concluant des contrats à terme (*futures*). Ces contrats peuvent eux-mêmes être vendus. Dans les faits, l'essentiel des transactions effectuées sur les marchés des matières premières est d'ailleurs fait sous cette forme « papier » virtuelle, plutôt que sous une forme physique. Les marchés dérivés des matières premières se sont transformés en profondeur ces vingt dernières années. Sous l'impulsion de la dérégulation et de la libéralisation financière, les marchés à terme des matières premières ont été progressivement ouverts à un nombre croissant d'investisseurs extérieurs, fonds de pension, *hedge funds*, banques d'investissement et compagnies d'assurance-vie.

Les avis sont partagés quant à l'impact de ces investisseurs sur les prix. Pour les uns, il existe une forte dépendance entre l'augmentation du prix d'un produit dérivé (un contrat à terme sur le blé) et celle de son « sous-jacent » (le prix du blé). Dans cette optique, la hausse des prix des matières premières enregistrée entre 2003 et 2008 résulterait donc de la financiarisation des marchés des dérivés sur les matières premières. Pour les autres, leurs prix continuent d'être déterminés en premier lieu par les « fondamentaux », c'est-à-dire les facteurs réels qui influencent l'offre et la demande. Selon cette vision, la hausse des prix des matières premières découlerait d'abord de l'excellente conjoncture mondiale et, dans le cas des produits alimentaires, de la croissance rapide de la consommation des matières premières par les marchés émergents (en premier lieu la Chine), de l'augmentation de la part de céréales transformées en carburant (biofuels) et des aléas de la production (sécheresses, qualité des récoltes, intempéries, etc.).

À écouter les courtiers en matières premières, il n'y aurait au fond aucune relation entre leur rentabilité et le niveau des

prix des matières premières. Pierre Lorinet, directeur financier de Trafigura, relève à cet égard : « Que le prix du pétrole monte ou descende n'a pas d'impact sur notre performance, puisque nous sommes dans le négoce de marchandises tangibles, pas dans l'ingénierie financière. Nous sommes des industriels tirant profits des arbitrages géographiques, techniques, dans le temps, qui existent naturellement sur les marchés physiques. » Il est vrai que les acteurs financiers ont joué, ces dernières années, un rôle de plus en plus actif dans le commerce physique. Les grandes banques d'affaires américaines comme Goldman Sachs et Morgan Stanley, ou anglaises comme Barclays Capital, disposent depuis longtemps de départements actifs dans le *trading* physique. Pour exemple : la banque JP Morgan a acheté, fin 2010, pas moins de 122 222 tonnes de cuivre, soit plus de la moitié des stocks de cuivre du *London Metal exchange*. Les banques ont également développé leurs investissements dans le domaine physique, comme UBS par exemple. À la fin de 2009, la première banque suisse aurait ainsi détenu pour 16,2 milliards de dollars d'actifs sous forme de dépôts physiques de matières premières. Aussi d'autres acteurs

traditionnellement actifs dans le domaine « papier » se sont récemment tournés vers le commerce physique de matières premières. Anthony Ward, gestionnaire du fonds spéculatif Armajaro, a ainsi défrayé la chronique en 2010 en prenant livraison de 241 000 tonnes de cacao, soit environ 15 % des dépôts mondiaux. Il les a stockés dans des entrepôts loués à cette fin en attendant que les prix montent. Les fonds spéculatifs ont spectaculairement augmenté leurs investissements dans la spéculation sur les matières premières : ils sont passés de 35 milliards de dollars en 2005 à 70 milliards en 2008, puis à 195 milliards à la fin de 2010. De leurs côtés, les firmes de négoce multiplient les « hedge funds » maison, disposant souvent de capitaux de plusieurs milliards de dollars, pour participer pleinement à la spéculation financière et décrocher des gains importants, notamment grâce à leur « *insider knowledge* », car qui connaît mieux les marchés des matières premières que les traders des firmes de négoce ? En bref, la tendance est vers une financiarisation des matières premières : elles deviennent avant tout des instruments financiers et génèrent de plus en plus de profits grâce à cette modification en cours.

Fiat lux ?

Parmi les chaînes qui relie le creuseur au Katanga, le planteur de riz en Inde, le mineur au Pérou, l'ouvrier sur un gisement de pétrole de Kazakhstan, il y en a une qui reste généralement à l'ombre : c'est celle du négoce des matières premières et plus précisément, ses firmes et leurs procédés. En avançant à tâtons dans les coulisses de ce business, on se rend compte que le monstre n'est pas seulement là où nous l'attendons, voir l'attaquons. Comme derrière tout État et ses incarnations visibles (flics, politiciens, bureaucrates) se trouve une autre squelette, bien moins connue et pourtant très puissant, constitués des services de renseignements, des hommes à l'ombre, des « gris planificateurs », les profondeurs de l'économie capitaliste se soustraient habilement à l'œil de l'observateur hostile. Dans ces profondeurs des ténèbres, tout est pouvoir, tout est argent, tout est commercable. C'est d'autant plus déconcertant quand on observe les personnages qu'animent ces firmes inconnues. Dans la majorité des cas, ces firmes sont la propriété d'une seule famille, de véritables dynasties. Le recrutement de nouveaux employés

se fait à l'intérieur d'un cercle restreint. Les « dévoilements » sur leurs activités ne sont pas sans risque.

Certes, le capitalisme est un rapport social, et non pas une conspiration de quelques élites qui, tout en fuyant la lumière, tirent les ficelles. Certes, le capitalisme n'est pas une machine à direction unique, il est aussi le résultat d'innombrables contradictions au sein même des couches qui commandent, et où jouent tous les facteurs de l'existence humaine — non seulement l'appât du gain et la volonté de puissance, mais aussi la conviction religieuse, la frustration, la philanthropie, le caractère, la jalousie,... Si nous approchons le monstre, ce n'est pas pour rebrousser chemin dès que nous nous rendons compte qu'il n'est pas *forcément* le diable. Diaboliser l'ennemi n'est que signe de faiblesse. Le monstre que sont les firmes de négoce et tous ceux qui y travaillent, est humain, fait d'os et de chair, avec toutes ces complexités et contradictions. Si leurs dirigeants, leurs traders inventifs, leurs hommes d'affaires aventureux semblent sans scrupules, c'est parce qu'au fond, les scrupules n'ont jamais rimé avec le commerce. Ni hier, quand son

incidence sur la vie des humbles était relativement faible, ni aujourd'hui, quand son incidence sur nos vies va au-delà de ce qu'on réussit à s'imaginer. Tout commerce est assis sur un lac de sang, qui ne cesse de grandir. Si toute chose exprimait sa propre réalité (son origine, son histoire, son parcours, son but), le lac Lemman serait rouge de sang.

« *Que la lumière soit* », mais que ce soit le foudre à frapper.



LE PLAN IIRSA

INFRASTRUCTURE ET DÉVASTATION
EN AMÉRIQUE-LATINE



Pillage

Comment accélérer la dévastation, comment la rentabiliser ? Comment assurer sa position sur le macabre marché mondial et tirer un maximum de profit de l'enterrement de ce même monde ? Augmenter l'offre de la dévastation et en même temps en réduire les coûts de production ?

Voilà les questions que se pose tout business avec ses calculs mortifères, celui de l'extractivisme aussi. Ce terme est employé pour désigner l'idéologie et les pratiques de l'industrie qui extrait des quantités exorbitantes de ressources sans laisser aucune possibilité à la régénération de la terre. Ces

ressources sont non renouvelables (mines, gisements de pétrole,...) ou soi-disant renouvelables (agriculture, élevage) et leur extraction et exploitation sont menées à bien par toute une armée d'ingénieurs, de chimistes et d'autres techniciens qui considèrent l'environnement comme de la matière à exploiter. Cet article fait un zoom sur le continent de l'Amérique du Sud et son économie de matières premières. Il s'agit d'un modèle économique néolibéral reposant sur l'exploitation et l'exportation d'un certain nombre de matières premières, modèle mis en pratique par exemple au Chili lors de la dictature. Pour comprendre l'expansion de l'industrie extractiviste, il faut prendre en compte le « *boom des matières premières* » à partir de 2003, causé d'un côté par l'éclatement de la « bulle financière » suite auquel de nombreux investisseurs se tournent vers les matières premières, considérées comme un marché plus sûr, et de l'autre par une demande croissante de certains pays émergents comme la Chine et l'Inde, couplée à une demande exponentielle de l'industrie technologique (située en grande partie dans ces mêmes pays) et militaire.

A travers les lunettes du négoce, l'Amérique du Sud est perçue comme une énorme réserve de matières premières. Des métaux comme le cuivre (Chili, Pérou), le zinc (Pérou, Bolivie), l'aluminium et le fer (Brésil), des métaux rares comme le niobium et le tantale (Brésil) ou le lithium (Argentine, Bolivie, Chili), les métaux précieux (l'or au Pérou et l'argent au Pérou, au Chili et en Bolivie), les ressources énergétiques comme les hydrocarbures conventionnels (Venezuela, Brésil), le charbon (Colombie) et autres comme le bioéthanol, le biodiesel (Brésil) ou le gaz de schiste (Argentine, Brésil), les matières forestières comme le bois (Chili, Brésil) et agraires comme les céréales et le soja (Argentine, Brésil), la pisciculture (Équateur, Pérou, Chili) et l'élevage de bétail (Uruguay, Argentine), dessinent toute une géographie de l'exploitation morbide.

Pour augmenter la compétitivité économique de ces 12 pays (réunis dans le bloc de l'*Union de Naciones Suramericanas*) et attirer davantage d'investisseurs étrangers, en 2000 la dite IIRSA (*Initiative d'Intégration de l'Infrastructure de la Région sud-américaine*) a vu le jour et ensuite se concrét-

tisera dans le projet COSIPLAN en 2009, organisme réunissant principalement les ministères d'infrastructure ou de planification des différents pays et qui promeut un discours politique et stratégique pour l'intégration de l'infrastructure sud-américaine. Il s'agit d'un énorme projet d'infrastructures traversant les frontières d'un continent entier, impulsé par les différents gouvernements (de droite ou de gauche) et réalisé par le biais de différents placements bancaires comme le *Fondo Financiero de la Cuenca del Plata* (les membres sont cinq pays sud-américains), *Banco Interamericano de Desarrollo* (parmi ses membres et actionnaires figurent des pays européens, nord-américains, la Chine, le Japon et la Corée du Sud), *Banco de Desarrollo de América Latina* (constitué par des pays de l'Amérique Latine, l'Espagne et le Portugal).

L'IIRSA est un projet intégré qui prévoit la construction de vastes infrastructures afin de permettre l'accélération et l'intensification de l'extraction, en réduisant les coûts de production et de transport de quantités faramineuses de matières premières. Il s'agit par exemple de transporter des milliers de tonnes de soja produit

au Brésil (côté atlantique), en traversant le continent (l'Amazonie et les Andes) par un dénommé *corridor* jusqu'au port de sortie sur la côte pacifique. Il s'agit d'*augmenter la fluidité* du transport pour ainsi intensifier l'exploitation des ressources. Soulignons que, contrairement par exemple à l'Europe, de vastes zones du continent sud-américain sont encore aujourd'hui difficiles d'accès. Il n'y a, par exemple, aucune route carrossable qui traverse l'Amazonie, ni un chemin de fer. Les Andes, un « obstacle » naturel gigantesque pour les flux économiques, ne peuvent être traversées que sur des routes pénibles. Des zones entières ne disposent pas d'infrastructures électriques suffisantes pour faire fonctionner des industries (pour donner un exemple, l'exploitation d'une nouvelle mine va généralement impliquer la construction d'une toute nouvelle ligne de haute tension (et parfois la construction d'une centrale hydroélectrique).

Le plan IIRSA couvre un continent divisé en 10 « hubs » ou « *ejes* », axes de développement et d'intégration, qui ne sont pas délimités par les frontières nationales et auxquels les différents États vont coopérer pour réaliser leurs objectifs en terme

d'infrastructures. Il s'agit de mettre en place une vaste infrastructure qui couvre la totalité du continent, accompagnée et soutenue par des adaptations au plan législatif, comme notamment une harmonisation transfrontalière de la réglementation. L'IIRSA compte plus de 500 projets (en partie déjà réalisés), qui provoquent une profonde modification géographique — et pas que. Télécommunications (antennes et liaisons à fibre optique), voies d'accès et de transport (entre autres ferrées et fluviales, plus des aéroports et de nouveaux ports maritimes), infrastructures énergétiques d'une part pour alimenter le tout et plus spécifiquement l'industrie minière (centrales hydroélectriques et thermoélectriques à base de gaz ou de charbon) et d'autre part servant à l'exportation des matières énergétiques (ports de liquéfaction de gaz qui va permettre son transport par des méthaniers). Trente-et-un projets « stratégiques » (pour une valeur totale d'investissements atteignant les 17,3 milliards de dollars) sont considérés par l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) comme prioritaires à l'horizon 2012-2022 : il s'agit entre autres de la construction de 360 km de lignes électriques, de 1500 km de gazo-

ducs, de 3490 km de voies fluviales (avec 379 km de dragages), de 5142 km de routes et de 9739 km de voies ferrées.

L'État

La compréhension du sujet ne s'arrête évidemment pas à la question économique. Ce n'est pas la bourse qui gère un continent. La dévastation massive ne devient possible que par l'existence d'une organisation centralisée comme l'État. Il est tout simplement impossible de concrétiser une telle dévastation sans un appareil de pouvoir. Rien que pour pouvoir envisager l'extraction et la commercialisation des matières premières, il faut dominer, détruire, contrôler, empoisonner, écraser, et tout cela à une échelle massive. L'exploitation de la terre est bien organisée.

Les plans économiques des différents États sud-américains comptent majoritairement sur l'exploitation des matières premières. Ils misent sur ce qu'on appelle le « capitalisme extractif ». Si de nombreuses mines ou ressources pétrolières dans différents pays sont la propriété des États res-

pectives (CODELCO au Chili, PDVSA au Venezuela) ou sont gérées par des holdings public-privé, des politiques économiques des différents pays soutiennent l'essor de l'industrie notamment par la voie de subventions. Au Chili par exemple 50% de l'industrie forestière est subventionnée par l'État, imposant son hégémonie sur des territoires mapuche toujours réfractaires à sa domination. Concernant l'IIRSA les différents projets sont subventionnés par des États (également extérieurs au projet IIRSA, comme des États européens et asiatiques par le biais des fond bancaires), mis en place par des holdings public-privé. Tout comme la politique extractiviste des États implique des projets et des changements de loi, fournissant un cadre légal, un comité au sein du projet IIRSA se dédie à l'élaboration de propositions législatives à insérer aux niveau national des États concernés, comme par exemple une harmonisation de la législation douanière.

Il ne s'agit de s'indigner de ou rester fixé sur ces lois qui, en fin de compte, ne sont que la conséquence de la situation sociale, politique et économique, rien de plus qu'un cadre légal pour que tout continue comme

voulu. Si maintes lois sont accordées pour accompagner la frénésie extractive le problème est plus profond que « la loi ». Si par exemple dans la Province de Buenos Aires une loi permet à l'agro-industrie de répandre des pesticides agrochimiques par voie aérienne (chaque année 300 millions de litres sont déversés sur les champs argentins, dont 22 millions d'hectares de soja sont majoritairement destinés à l'élevage industriel, causant des taux de cancer très élevés dans les environs, ainsi que la stérilisation complète de la terre après un certain « temps d'usage ») jusqu'à 10 mètres des habitations, sources d'eau, écoles (au lieu de quelques centaines de mètres comme auparavant) c'est que (mis à part que la pratique existait sans doute déjà et que l'eau, l'air, la terre et la nourriture sont contaminés indifféremment du nombre de mètres de distance des habitations) les conditions l'exigeaient (la province de Buenos Aires étant très densément peuplée). Les nouvelles lois viennent aider l'État et sa bureaucratie pour avancer son agenda politique, de gestion de la société.

Soyons clairs : la tendance est favorisante à l'extraction. Ainsi différents accords de

libre-échange ont déjà été signés, assouplissant la législation en faveur des entreprises extractives. Les États du Chili et du Pérou font d'ailleurs partie des négociations TPP, le *Partenariat Trans-Pacifique*. La position gauchiste, qui est la plus connue, critique ces accords parce qu'ils donnent trop de pouvoir aux entreprises, comme avec l'instauration de tribunaux de commerce internationaux qui permettront aux entreprises de poursuivre un État, par exemple en cas de non-respect d'un traité ou s'il y a impossibilité de réaliser un projet minier concédé à cause de trop fortes résistances de la population. Les anarchistes ne peuvent pas rejoindre cette critique sous un angle gauchiste qui oppose les méchantes entreprises à l'État bienveillant ou en tout cas à un État correct qui contrôlerait les entreprises. Pour nous l'État reste l'incarnation du pouvoir organisé et on ne peut donc guère souhaiter encore plus d'État. Soyons clairs, l'État et le capital partagent des intérêts, ils ont besoin l'un de l'autre et c'est exactement pour cela qu'ils collaborent et signent de tels accords. La docilité par exemple avec laquelle l'humain se rend au travail n'est pas seulement induite par le capital, mais aussi par l'État et d'autres

structures de pouvoir comme la religion. L'état de choses dans lequel nous vivons n'a pas été inventé par le néolibéralisme et continuera à être à l'ordre du jour tant que l'être humain restera dépendant des structures de pouvoir et ne s'affranchira pas de ses chaînes, y compris mentales.

Ceci dit, le pouvoir n'est pas sans contradictions internes non plus, et parfois différents intérêts de la gestion sociétale provoquent une collision. Si les lois faites pour « protéger la santé et l'environnement » (pour éviter ou du moins ralentir l'effondrement de la société) et les fameuses conventions de protection des peuples originaires (mise en place notamment suite à des années de lutte féroce) font parfois barrage à l'accaparement sans bornes, elles fortifient cependant la croyance dans l'État comme « arbitre ». Cela ne fait que intensifier le processus de dépossession.

Derrière le miroir des intérêts contradictoires, se trouvent ceux qui sont expropriés ou empoisonnés par le pouvoir et ses projets d'accumulation et de croissance. Le droit à la propriété garanti par la loi et l'axiome selon lequel la terre appartient à

celui qui l'occupe en premier, ne sert que bulles d'air quand on se retrouve face au pouvoir qui vient accaparer un lopin supplémentaire. Tout comme la convention des nations et des peuples indigènes originaires n'est pas la garantie qu'elle prétend être quand les intérêts du pouvoir s'opposent à ceux qui n'ont ni les structures, ni d'institutions étatiques pour la faire valoir. Pour contourner cette convention, les États qualifient par exemple certains territoires comme des « déserts », inhabités, ce qui facilite leur accaparement.

Comme dans tous les aspects de la vie, l'État poursuit donc son chemin bâti sur des mensonges, des fausses promesses, tentant parfois d'acheter ceux qu'il écrase. Et si la tactique de « l'État bienveillant » ne fait pas l'affaire, si l'usurpation de la terre se heurte à une résistance, son bras militaire imposera sa volonté. Structure indispensable pour la conquête. La résistance est noyée dans le sang et l'accès aux ressources protégé, à la guerre comme à la guerre. De nombreux investissements dans la militarisation du continent doivent renvoyer l'image d'un État fort aux investisseurs étrangers, d'un État qui peut assurer le contrôle sur son territoire.

Est-ce uniquement le résultat de la tournure néolibérale de ces États ? La croyance gauchiste dans un État juste, représentant les intérêts du peuple, passe à côté de l'essence même de l'État comme l'organisation de la puissance, s'accaparant de tout, se fondant sur l'usurpation, basé sur la conquête, voué à la domination de la terre et à l'asservissement de tout ce qui y habite. L'histoire de l'Amérique du Sud comme l'histoire du monde est construite sur la conquête. La dite conquête du « désert » dans l'Argentine de la fin du dix-neuvième siècle revient à l'esprit. Des populations autochtones dans le sud de la Pampa et la Patagonie orientale ont été massacrées et chassées par l'armée argentine et ses mercenaires. Cette zone étant définie comme un « désert », l'État argentin fera notamment appel aux travailleurs européens pour venir s'y installer et irriguer le sol de leur sueur et leur sang.

Depuis, ce genre de procédé de propagande n'a jamais cessé. Toute entreprise de conquête, d'exploitation, d'extraction est accompagnée d'un discours supposé la justifier. Aujourd'hui, par rapport aux territoires d'Amérique Latine où l'État est encore relativement absent comme c'est le

cas en Amazonie, le discours est assez clair : l'État sauveur amènera ses structures et institutions dans « le désert ». En gros : l'État pénètre par le biais de voies de transport, des écoles, du travail, des hôpitaux. Il faut imposer la seule façon de vivre prétendument acceptable : celle du serf étatique. La seule façon tolérée par le pouvoir est celle qu'il a produit ou celle qui reste sous son contrôle, qu'il s'agisse des êtres humains ou d'autres êtres vivants. Il faudra mercantiliser et exploiter ces terres « vides » pour le bien et la prospérité de tous (ceux qui habitent en ville et ceux de la campagne). Car l'autre volet de la propagande étatique est un discours populiste de travail et de progrès qui a créé une vague d'espérance dans certains secteurs de la population. « *Vamos !* » Pensons aux discours comme celui de l'ex-président péruvien Alan Garcia au moment du conflit de 2009 hardi autour d'un nouvel ensemble de décrets visant à transformer la législation sur les terres amazoniennes pour faciliter les investissements privés : « Il n'est pas possible qu'une minorité réclame toutes les richesses de la forêt pour elle seule, ces richesses appartiennent à tous les Péruviens ! ». Une autre stratégie pour faire avancer l'État et rendre

le pillage acceptable au sein d'importantes franges de la population est celle mise en pratique pendant longtemps par des États « progressistes » comme l'Équateur de Correa (ex-président), la Bolivie de Morales (ex-président) et le Venezuela de Chavez et Maduro où une partie des impôts que paient les entreprises (dans d'autres pays, les entreprises sont attirées par l'exonération de taxes sur leurs bénéfices comme c'est le cas en Chili) est réinvestie dans le secteur « social ». En gros, le discours progressiste-populiste promet des améliorations en échange de la dévastation, ce qui est présenté comme une meilleure option que la dévastation sans contrepartie (à l'image de l'oligarchie qui s'accapare de tout sans concéder la moindre miette).

Domination

Une certaine façon de regarder et de réfléchir induit à concevoir le monde comme une gigantesque *ressource* exploitable à son gré. Une certaine façon de s'organiser rend cela possible et une façon de vivre le normalise. L'idée de l'homme-maître qui règne sur son environnement a été nour-

rie pendant des siècles entre autre par des religions comme le catholicisme et ses structures patriarcales. De nombreux philosophes ont également contribué à ce que certaines idées qui servent de justifications deviennent le ciment de l'édifice social (c'est-à-dire d'une conception du monde et de sa mise en pratique par l'ensemble de la société) et ne sont plus remises en question par la suite. Des sociétés ont été construites et le pouvoir consolidé sur ces « évidences ». Ce processus connaît une longue histoire sanglante de guerres enfonçant cette manière de concevoir le monde dans le quotidien, éradiquant toute forme de vie en dissonance avec cette vision utilitariste et anthropocentriste.

Depuis l'ère de l'industrialisation, cette guerre se sert d'une nouvelle arme : la chimie. Quand on parle d'armes chimiques, on pense rarement aux tonnes et aux tonnes de résidus chimiques versés dans les trous de la terre, dans la flore, dans les fleuves et les océans, et pourtant ces actes provoquent une extermination de masse (d'humains et d'animaux) et une dévastation massive (de l'environnement). Accident de parcours ? Simple fait de négligence ? En observant

les conséquences de l'industrie extractive en Amérique du Sud (et ailleurs) dans ces zones dites « désertiques », il est difficile de croire que la destruction de toute possibilité de vie autonome — suite par exemple à la contamination de l'eau — serait un simple « effet secondaire ».

Il s'agit d'imposer la rentabilisation, de construire le « désert », d'éradiquer toute possibilité de vivre en dehors de l'État. L'empire ne se bâtit pas que sur la sueur et le sang de ses esclaves, mais également par la destruction de toute autre possibilité de vivre. Partout dans le monde, l'empoisonnement de l'eau nous tient en laisse, nous rend dépendant de l'État pour les besoins les plus vitaux. C'est un important levier pour nous garder sous contrôle étatique. À côté des mines polluantes se trouvent les routes, qui mènent toutes à Rome, centre de l'empire. Mis à part l'aspect mortifère des autoroutes, elles nous conduisent toutes là où le pouvoir veut qu'on aille. La créativité et l'aventure du voyage sont bétonnées par l'efficacité et la certitude, fossoyeuses de la liberté. Dans l'agriculture aussi le règne du pouvoir absorbe tout. Au Brésil par exemple, l'expropriation des terres de

petits paysans — donnant lieu à un vaste mouvement de paysans sans terre — s'est en plus accompagnée de la privatisation des semences, de l'obligation d'utiliser les semences certifiées (à défaut de la logistique et des ressources financières pour breveter ses propres semences) comme celles de l'entreprise Monsanto (qui nécessitent des produits chimiques, sont standardisées et stériles et donc ne s'adaptent pas aux conditions de leur environnement). Ainsi partout dans le monde, ceux qui ne sont pas encore complètement mis sous tutelle par l'État et le capital sont mis le dos au mur, tout comme la possibilité même d'une vie libre et autonome. Les quelques territoires dans le monde où une certaine autonomie est encore présente ou possible se réduisent à marche forcée. Bientôt tout sera empire, tout sera dévoré par lui (y compris l'imagination même d'autres chemins), car il veut tout pour lui : toute la terre, toute l'eau, tout l'air deviennent des objets qui peuvent être possédés et organisés de façon fonctionnelle, et on ne parle même pas de l'arrivée des nanotechnologies et autres.

La marche rencontre des obstacles

Avec l'IIRSA — l'infrastructure du progrès — la conquête des matières premières cherche à se débarrasser des obstacles géographiques qui la freinent. Construire des voies qui traversent l'immense forêt amazonienne, creuser un tunnel sous les Andes (reliant l'Argentine et le Chili), fournir de l'électricité pour les mines, recouvrir l'Amérique du Sud avec la toile d'Internet. La géographie de tout un continent se modifie à l'aide de la technologie et de la technique industrielle. Cette dévastation vouée à vaincre certains obstacles géographiques, en érige immanquablement d'autres. L'exploitation des terres et des eaux entraîne la pollution, qui entraîne l'impossibilité de continuer à les exploiter, qui entraîne la mise en place de nouvelles techniques, qui entraîneront à leurs tours de nouvelles pollutions et ainsi de suite. Partout, des signes de « résistance » de la soi-disant matière morte se multiplient : catastrophes, cataclysmes, tempêtes ravageuses, éboulements, incendies, forts changements climatiques. Mais la marche continue : les scientifiques et chercheurs de tout genre s'affairent à proposer de nouveaux amé-

nagements, de nouvelles mesures, de nouvelles techniques.

Le déplacement des limites extractives impulsé par les avides de gain et de pouvoir se heurte aussi à d'autres limites que celle de la géographie : celles de la lutte. Là où le progrès est accepté, il trouvera ses façons techniques d'avancer, mais sa marche est freinée là où la logique de ce qu'on voudrait imposer n'est pas forcément la bienvenue, là où se trouve une population qui lui est réfractaire et prête à se battre contre son arrivée, sa continuation ou son extension. Parfois, ce sont des délimitations entre des mondes complètement autres, des visions incomparables comme dans la forêt de l'Amazonie ou en Patagonie, parfois c'est une population enfermée par le béton depuis longtemps qui se révolte contre une nuisance particulière produite par l'extractivisme. La lutte, quand elle est auto-organisée et prône l'attaque directe contre les responsables et les (infra) structures, se fonde elle aussi sur des logiques étrangères à celles de l'État. A nous les anarchistes de propager des discours non-ambivalents et sans concession. Malheureusement, les méthodes de lutte compatibles avec le pouvoir

(pétitions, négociations, dynamiques politiques, collaboration avec des ONG — souvent des organismes mis en place par ceux qui tirent des avantages de la dévastation de la terre,...), en gros, la reproduction de l'État et de l'autorité, ne sont jamais loin. Et portent déjà l'enterrement de la lutte en germe.

Le progrès de la géographie modifiée (l'IIRSA) n'avance donc pas sans conséquences désastreuses ni sans résistances. En 2012, la ville de La Plata (Argentine) est inondée suite à la destruction de la zone boisée (inondable) le long de la rivière la Plata pour permettre la construction d'un terminal de conteneurs. Un projet de barrage hydro-électrique à Belo Monte sur la rivière Rio Xingu au Brésil inondera une zone d'une superficie plus grande que le canal de Panama et où habitent des peuples originaires. Le cynisme du pouvoir appelle ces zones dédiées à la catastrophe de par ses politiques extractives des « zones de sacrifice ». En 2017, des bidonvilles à Valparaiso (Chili) situées sur le tracé d'une nouvelle route vers le port de la ville ont été ravagés par les flammes. Dans cette même ville, des personnes sont d'ailleurs en lutte

contre le projet d'extension du port. En 2015 une fuite d'un million de litres de cyanure due à l'exploitation d'une mine d'or dans la province de San Juan (Argentine) a pollué cinq fleuves et l'eau potable. La population a organisé des protestations et bloqué la route menant à la mine en question. Cette fois-ci le déversement n'est pas passé sous silence. Au Pérou, depuis vingt ans se déroulent de nombreuses luttes contre les projets de mines et de gisements de pétrole, parfois avec des actions directes destructives et des affrontements sanglants, comme dans la région de Bagua le 5 juin 2009.). En Bolivie, une conflictualité sans précédent s'est développée en 2011 autour de la construction d'une route devant traverser le parc TIPNIS où vivent plusieurs communautés indigènes. En 2016, à Chiloé (Chili) une marée d'algues, conséquence de l'empoisonnement de l'eau par l'élevage industriel de saumon a provoqué la mort de 25 millions de saumons d'élevage qui seront en partie déversés dans la mer non loin de Chiloé, causant à leur tour une nouvelle prolifération d'algues. Des fruits de mer morts échoueront sur plus de 5 kilomètres des côtes de Chiloé (ailleurs dans le sud du Chili, cela provoquera aussi l'échouage de

337 baleines et 40 000 tonnes de sardines mortes). Pendant deux semaines pêcheurs et habitants ont bloqué l'île avec des barricades enflammées contre l'industrie du saumon et le gouvernement qui niait le rôle de cette industrie dans cette catastrophe. En Uruguay, une forte présence anarchiste dans une lutte massive contre le projet de mine Aratirí met en avant les méthodes d'auto-organisation et l'attaque directe. Si après trois ans de lutte le projet de mine est abandonné (la lutte étant « aidé » par la baisse du prix de fer) ce sont les expériences faites avec les méthodes anarchistes qui comptent (contrastant le habituel modèle centralisé de la gauche) plus que « la victoire » concrète. A Puchuncaví (Chili), dans les environs d'un complexe industriel, importante source de toxines (avec une usine de liquéfaction de gaz, la GNL Quintero, le géant minier Codelco, l'entreprise nationale du pétrole ENAP et Oxiquim, usine chimique fabriquant entre autres des produits chimiques indispensable pour toutes les branches l'industrie extractive) et qui empoisonne ainsi l'eau, l'air et le sol (depuis plusieurs décennies), des manifestations sont organisées et des lycées sont occupés en 2018 suite à une pollution de

l'air qui contamine plus de 300 personnes en une seule journée. Durant cette lutte, un syndicaliste pêcheur sera assassinée par des inconnus. Il se rajoutera à une longue liste : au cours de l'année 2017, 143 personnes en lutte sur des thématiques liées à la terre ont été assassinées sur l'ensemble du continent, dont 53 officiellement par les forces de l'ordre.

La liste catastrophique est longue et les luttes provoquées par la fièvre extractive et ses dévastations se multiplieront dans les années à venir. Le but n'est pas d'être exhaustive mais de donner quelques exemples pour illustrer ce texte.

Si pour nous anarchistes, il ne s'agit pas de défendre des territoires ou certaines façons de vivre qui ne sont pas exemptes d'autorité, la critique de l'État et de la façon de vivre qu'il impose ne peut pas ignorer la brutalité avec laquelle la vie de milliers d'êtres (humains ou pas) est sacrifiée. Que la vie (la biodiversité) est détruite et avec elle toute possibilité d'autonomie, de liberté. Qu'aucune autre façon de se mettre en relation avec son environnement n'est tolérée, que le consumérisme, l'utilitarisme

et la logique du rendement qui sont a présent les paradigmes règnent partout.

Il ne s'agit pas que d'un argument émotionnel, d'un argument de sensibilité qui permet de s'imaginer à la place d'un autre, mais de détruire l'ensemble des idées et des rapports qui justifient ce qui se passe, d'en finir avec le monde d'autorité.

Note

Depuis l'écriture de ce texte , certains aspects techniques du plan IIRSA ont changé. Au cours de l'année 2019, le COSIPLAN cesse d'exister en tant qu'organisme de coordination. Cette affaiblissement de coordination entre les différents régions ne signifie pour autant l'arrêt des projets infrastructurels. Notamment la Chine multiplie ces investissements partout sur le continent. De nombreuses entreprises chinoises se sont vues octroyer des contrats

et de concessions pour la construction et l'exploitation d'autoroutes, de ports et de chemins de fer d'une haute valeur stratégique dans le IIRSA. Soulignant encore plus le rapprochement de la puissance chinoise du continent sudaméricain, l'Uruguay, l'Écuador, le Vénézuéla, le Chili, la Bolivie et le Pérou ont adhéré au programme logistique de la nouvelle Route de Soie, le gigantesque projet mondial visant à renforcer les axes commerciales de la Chine.

≡

DES CRIS DE RÉVOLTE

ENTRE LES ANDES

ET L'AMAZONIE ≡

La Conquête n'est jamais finie...

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler que la conquête et le saccage des immenses gisements minéraux sud-américains donnèrent une formidable impulsion à la naissance de l'économie capitaliste globale. Poussés par une insatiable cupidité de richesses, ivres de l'éclat brillant de l'or dont étaient massivement recouverts les palais des empires amérindiens, les Conquistadores espagnols mirent des villes entières à feu et à sang au nom de Dieu et de la Couronne. Des populations furent

exterminées, des organisations sociales et des systèmes de vie séculaires définitivement effacés de la face du monde. Les gens de ces terres, appelés *indios*, arrachés des communautés agricoles, furent contraints de servir leurs patrons dans les profonds tunnels qui rentraient dans les viscères des montagnes. Plus de huit millions de personnes crevèrent à Potosí, en Bolivie, dans le gisement d'argent du *cerro rico*, qui devint le symbole de la glorieuse exploitation minière de la Cordillère des Andes. Les autochtones, réduits à l'esclavage par les Espagnols, tombaient du fait de l'alternance des températures, entre celles glaciales des sommets et la chaleur infernale à l'intérieur de la montagne, des éboulements qui les ensevelissaient, et empoisonnés par le mercure utilisé pour extraire l'argent ou par les gaz toxiques émanant du ventre de la terre ; ou encore ils étaient tués par la fatigue, la faim et les punitions des patrons s'ils osaient se rebeller. Tout comme à Potosí, dans toute la région andine — des terres aujourd'hui dominées par l'État colombien, jusqu'à celles contrôlées par l'Argentine et le Chili, en passant par le Pérou, l'Équateur et la Bolivie —, les centres miniers qui évoquaient partout la splendeur

et le luxe des Conquistadores, étaient en même temps des lieux de souffrance, de misère, de maladie et de mort : Popayan, Barbacoas, Zaruma, Chachapoyas, Hualgayoc, Cerro de Pasco, Huancavelica, Carabaya, Oruro, Coplapó, Valdivia... Et pendant que les autorités politiques et ecclésiastiques écrivaient de longs traités en se demandant si les autochtones pouvaient être considérés ou pas comme des êtres humains, entre 1503 et 1660, presque deux cent mille kilos d'or et seize millions de kilos d'argent arrivèrent au port de Séville. Ces richesses ne servirent pas seulement à satisfaire la voracité illimitée du clergé et de la noblesse espagnols, mais remplirent aussi les caisses d'une nouvelle classe en pleine expansion, celle des marchands et des banquiers qui financèrent les expéditions de la Conquête. Les Fugger, Welser, Shetz, Grimaldi et beaucoup d'autres, établirent avec les mines et les plantations américaines, puis avec la traite des esclaves africains, les bases de l'empire commercial colonial, ascendant direct de l'économie capitaliste globale contemporaine.

Cinq cents ans après, les sommets et les plateaux andins, mais aussi la forêt ama-

zonienne arrosée par les rivières qui descendent de ces montagnes, continuent à être éventrés, ravagés et empoisonnés par les hommes d'État, les patrons, les marchands, les banquiers et tous leurs sbires. Les habitants, pour la plupart des paysans, sont exploités et tués. Depuis la fin du vingtième siècle, sur cette partie de la planète, l'extraction des ressources du sous-sol s'intensifie, menée par des entreprises multinationales, notamment minières et pétrolières. Une fois vaincues la plupart des guérillas d'inspiration marxiste actives dans la deuxième moitié du vingtième siècle, et l'ordre rétabli par de sanglants gouvernements démocratiques ou dictatoriaux, les États sud-américains ont ouvert les portes au grand capital, en réalisant les modifications nécessaires à leurs structures politiques et législatives afin de pouvoir abattre tout obstacle aux investissements. Dans ce sens, les dictatures militaires au Chili, en Argentine et en Uruguay ont constitué des laboratoires et des modèles d'implantation de politiques néolibérales qui, par la suite, ont été appliquées à la plupart des autres pays du continent : réduction substantielle des dépenses publiques, privatisations, réorientation de

l'économie vers les secteurs plus compétitifs sur les marchés étrangers, libéralisation des importations. Ainsi, les secteurs énergétique et minier occupent aujourd'hui un rôle central dans l'économie et les politiques nationales de ces pays. Les politiciens locaux ont été arrosés par de voraces industriels, souvent (mais pas uniquement) patrons d'entreprises canadiennes, américaines, françaises, brésiliennes, chinoises, sud-africaines et australiennes. Des lois ont été changées pour permettre l'extraction, y compris au sein de régions auparavant « protégées » comme les zones frontalières, les territoires collectifs autochtones et les réserves naturelles; pour délivrer des concessions privés sur l'eau, le sous-sol et la forêt; pour légitimer l'emploi de l'armée et des armes à feu afin de défendre ces endroits d'«intérêt stratégique». Des infrastructures énergétiques, de transports et de télécommunications nécessaires aux activités extractives sont également réalisées et mises à disposition par les États.

La centralité que l'extraction et l'exportation des ressources du sous-sol ont prise dans les économies andines est directement liée à la demande mondiale crois-

sante en minerais et en hydrocarbures, et à l'augmentation des prix de ces matières. Ce phénomène est aussi une conséquence de l'industrialisation, de l'armement et de l'urbanisation du monde. Par exemple, le «tout numérique» dépend de technologies dont la fabrication serait impossible sans les énormes quantités de minerais (cuivre, lithium, uranium, terres rares...) et d'hydrocarbures extraits du sous-sol. L'émergence des nouvelles grandes puissances industrielles, souvent regroupées sous l'étiquette BRICS, c'est à dire le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, s'accompagne aussi d'une augmentation de la demande mondiale de ces matières. Ces pays, qui disposent de grandes réserves de matières premières sur leurs territoires, ont développé de puissantes industries extractives qui contrôlent et exploitent aussi des gisements dans d'autres pays. La Chine par exemple est le premier importateur de métaux et la deuxième de pétrole après les États Unis. Depuis 2005, avec sa stratégie de «prêts contre pétrole», elle finance des projets d'infrastructure dans les pays latino-américains, en échange d'un accès direct aux réserves pétrolières pour ses entreprises. Du côté « occidental », les

activités extractives ont été fortement encouragées et soutenues financièrement par des institutions économiques mondiales. La Banque Mondiale à travers son Centre International de Finance (IFC), contribue aux investissements dans les les pays cibles, en participant comme actionnaire aux projets miniers considérés comme stratégiques pour les économies nationales, afin que ces dernières puissent rembourser leur dette extérieure. De très bons investissements pour ces chacals cravatés...

Destruction à ciel ouvert

Dans ce contexte, on assiste à un intérêt renouvelé pour des minéraux qui, auparavant, n'étaient pas très demandés sur le marché. De nouvelles techniques ont rendu l'extraction minière encore plus rentable. La mine par excavation souterraine, nécessitant une main d'oeuvre nombreuse, a été progressivement remplacée par la mine à ciel ouvert, hautement mécanisée. La lixiviation est une méthode qui consiste à extraire les particules de minéraux présents dans le sol grâce avec une solution contenant un ou plusieurs solvants, tel le cya-

nure. La végétation du site est supprimée, la roche est dynamitée, puis concassée et placée en tas sur lesquels on fait couler la solution chargée de solvants pour dissoudre le métal. Une fois chargée en métaux précieux, la solution, qui circule en circuit fermé, est envoyée vers une autre partie du site où elle est traitée industriellement. Les opérations nécessitent donc de grandes extensions de terrains pour que l'extraction puisse être rentable, et les projets miniers peuvent parfois occuper une surface allant jusqu'à plusieurs milliers d'hectares. Les activités de déblaiement et de déplacement de terre « rasant » littéralement les reliefs, en érigeant d'autres avec les monticules de lixiviation et creusent d'immenses cratères. Ces travaux affectent le cours des eaux superficielles et souterraines. L'accès aux zones d'opération est militarisé (barbelés, postes de contrôles, vigiles armés et sbires de l'État) et de larges portions du territoire sont rendues inaccessibles, d'anciennes voies de communication sont interrompues et de nouvelles sont créées pour permettre la circulation du matériel, des machines et du personnel. Les activités minières interdisent ainsi l'accès à des terres à des populations qui jusqu'alors en avaient l'usage.

Un projet minier requiert donc un énorme approvisionnement en eau, tant pour les activités d'extraction (en circuit « clos ») que pour les infrastructures administratives et opérationnelles que sont les campements miniers sur place. L'eau nécessaire à la vie de tous les êtres humains, animaux et végétaux est ainsi drastiquement réduite et empoisonnée par ces activités. Dans les régions tropicales et subtropicales, les fortes précipitations pendant la saison des pluies entraînent un risque de débordement des cratères et d'érosion des monticules de lixiviation dans lesquels se trouvent des concentrations importantes de métaux lourds et de substances acides, ceux-ci pouvant alors pénétrer les réseaux hydriques souterrains et se propager en dehors de la zone d'exploitation. Des catastrophes se produisent assez régulièrement. Par exemple, au Brésil, en 2015, l'effondrement des bassins de rétention des eaux de la mine Samarco à Bento Rodrigues appartenant aux géants miniers BHP Billinton et Vale, a provoqué le déversement de 60 millions de litres de résidus de mercure, plomb, fer et manganèse dans le Rio Doce sur plus de 650 kilomètres jusqu'à l'Océan Atlantique : 19 morts, 500 habitations en-

glouties, des milliers d'animaux tués. Et en janvier 2019, c'est encore un barrage minier de l'entreprise Vale, dans la zone de Brumadinho, qui a cédé, entraînant un désastre sans précédents : une marée de boue toxique se déversant à une vitesse de 70 ou 80 km/h à laissé sur son sillage «plus de 270 morts et disparus» et des dégâts probablement irréversibles sur l'environnement.

Dans ce contexte renouvelé de colonisation, de militarisation et de désastres écologiques toujours plus fréquents et omniprésents, de nouvelles résistances sont en train de secouer le continent. Aujourd'hui comme hier, des milliers de femmes et d'hommes se retrouvent encore pour résister la tête haute contre l'avancée de la domination étatique et capitaliste sur leurs terres, lui mettant des bâtons dans les roues et freinant parfois son cours au prix d'une guerre permanente à armes inégales.

Un aperçu de la guerre sociale au Pérou

Comme il y a cinq siècles, et peut être encore davantage, les sommets de la Cor-

dillère qui traverse le territoire contrôlé par l'État péruvien du Nord au Sud sont le lieu d'une résistance acharnée peu connue dans le reste du monde. Une grande partie de la population de ces terres, d'origine autochtone, vit toujours de l'agriculture, dans des conditions de dépendance et de précarité, mais en gardant des bases de subsistance matérielle. Loin d'être d'heureuses et colorées « communautés traditionnelles » dans des « paradis de biodiversité », comme elles sont souvent présentées aux touristes et aux consommateurs d'exotisme, une bonne partie de ces populations connaissent une histoire ininterrompue d'esclavage et de misère, ainsi que de révolte et de guerre sociale.

À partir des années soixante du vingtième siècle, une série de luttes et d'occupations de terres bouleversent le système féodal qui opprimait la masse des paysannes et paysans. Contraints à des rythmes de travail épuisants sur les terres des patrons, soumis aux humiliations et aux punitions, ces derniers vivaient dans des conditions extrêmes. Depuis la création des premiers syndicats paysans, et en passant par une série de formations armées marxistes

comme la la *Federacion de la Izquierda Revolucionaria* (FIR), l'*Ejercito de Liberacion Nacional* (ELN) et le *Movimiento de Izquierda Revolucionaria* (MIR), une vague révolutionnaire secoue le pays, menaçant l'ordre des grands propriétaires terriens et de l'oligarchie de Lima. Face à cela, le gouvernement militaire du général Juan Velasco Alvarado (1968-1973) lance une réforme agraire et promulgue une nouvelle constitution qui reconnaît la propriété collective des « communautés paysannes » et des « communautés indigènes ». Le projet affiché de ce gouvernement militaire nationaliste consiste à rendre la population rurale « productive », en l'intégrant au marché capitaliste par la création de coopératives agricoles. Les ressources minières et pétrolières sont nationalisées. En même temps, le gouvernement de Velasco Alvarado — dont une partie de la gauche et de la population péruvienne se souvient aujourd'hui comme du « gouvernement anti-impérialiste qui aidait les pauvres » — n'hésite pas à noyer dans le sang les mouvements sociaux, comme par exemple lorsqu'en 1969 les flics tuent un nombre inconnu d'étudiants et de paysans (probablement une cinquantaine de personnes) sur la place de Huanta.

Avec le retour au pouvoir de l'oligarchie libérale, les tensions sociales continuent à croître et, dans les années 1980, de nouveaux foyers de guérilla éclatent dans les Andes péruviennes : les maoïstes du Parti Communiste du Pérou-Sendero Luminoso (PCP-SL) d'un côté, et les guevaristes du Movimiento Revolucionario Tupac Amaru (MRTA) de l'autre, prennent progressivement le contrôle de vastes régions du pays. La répression étatique est sans pitié, des massacres se succèdent, des habitants de villages entiers sont exterminés et jetés dans des fosses communes par l'armée et les paramilitaires. Les prisonniers se mutinent, y compris par les armes, et l'armée bombarde les taules, enterrant les mutins. Dans les villes, les opposants sont séquestrés, torturés et — dans des milliers de cas — jamais plus retrouvés. De son côté, la guérilla, notamment celle du Sentier Luminoux, porteuse d'une idéologie maoïste ultra-autoritaire et du culte de la personnalité du *Comandante Gonzalo* Abimael Guzman, impose un ordre militaire dans les zones qu'elle contrôle, exploitant la population et l'obligeant à rentrer dans ses rangs. Les communistes du SL en arrivent même à mener des représailles indiscriminées contre

la population civile, à l'instar des militaires et des paramilitaires. C'est par exemple le cas du village de Lucanamarca, complètement exterminé (80 morts dont 20 enfants) après de s'être révolté contre les exactions des *guerrilleros*. La population rurale se retrouve ainsi prise en otage par les paramilitaires et l'armée d'un côté, et par les milices *senderistas* de l'autre. Dans certaines régions la population paysanne s'organise en milices d'auto-défense, appelées Rondes Paysannes (*Rondas Campesinas*).

Ce n'est que dans les années quatre-vingt-dix, avec la dictature d'une bande de narcos et de paramilitaires soutenue par le Fond Monétaire International (FMI) et par les États-Unis, et représentée par le président d'origine japonaise Fujimori, que l'État arrive à imposer une paix sociale relative. Soixante dix mille morts en vingt ans environ, un nombre incalculable de personnes disparues et déplacées internes, des milliers de femmes stérilisées de force, et un régime de terreur généralisée servent à l'État pour pouvoir réouvrir le pays au marché et faire passer une série de mesures ultra-libérales drastiques. 1992, année de la capture du Comandante Gonzalo, est aussi l'année où

Fujimori, avec un auto-coup d'État, liquide l'opposition politique et promulgue une nouvelle Constitution. On ouvre grand la porte aux investisseurs et on pose les bases du développement minier péruvien des années suivantes.

Extraction et révolte dans les Andes péruviennes

Une fois close l'époque du *fujimorismo*, de la guerre interne entre l'État et le *Sendero Luminoso*, les chacals viennent en nombre dans ce pays encore saignant. Des centaines de contrats d'exploration et d'exploitation des ressources du « sous-sol » sont signés par l'État péruvien avec des entreprises minières et pétrolières de partout. Entre 2002 et 2012, le Pérou connaît la plus grande hausse du produit intérieur brut du continent. Pour la seule période comprise entre 2008 et 2012, le secteur minier concentre 34 milliards de dollars d'investissements étrangers, soit 142 % de hausse par rapport aux quatre années précédentes. Un rapport de fin 2014, fait état d'environ 26 millions d'hectares de concessions minières, soit 20,42 % de la surface du pays

(aujourd'hui ce pourcentage est descendu à environ 15%). De la même manière, les explorations d'hydrocarbures ont augmenté, pour la plupart dans la *selva* amazonienne, passant de 13% de cette région occupée par des concessions en 2004 à 70% à la fin de 2008.

Dans ce contexte, dès le début des années 2000, une nouvelle vague de luttes et de révoltes se répand sur le territoire dominé par l'État péruvien. Un ensemble de luttes dont les protagonistes ne sont pas des organisations militaires structurées de manière hiérarchique, mais plutôt les habitants de milliers de villages dans tout le pays, menacés directement ou indirectement par les concessions d'exploration et d'exploitation des gisements sous-terrains. Dans certains cas, les *rondas campesinas*, milices paysannes d'auto-défense, se créent ou se réactivent pour défendre les terres contre les projets des entreprises. Leur protestations, qui commencent de manière pacifique, affrontent dans la durée une répression sanguinaire de la part des chiens de garde de l'État et des mercenaires du Capital. De nombreuses luttes sont ainsi passées d'une première phase de rencontre et

d'information à une deuxième de blocage, d'occupation, et parfois de destruction des structures et des infrastructures des multinationales et de l'État.

La première mobilisation, qui donnera une impulsion importante aux luttes contre les mines dans tout le pays, se déroule vers Tambogrande, dans la province de Piura (Andes septentrionales). La région compte environ 100.000 habitants, dont 75% sont employés dans l'agriculture. En 1999, l'entreprise Manhattan Minerals, basée au Canada, a commencé des travaux d'exploration dans une vaste zone où elle prospecte l'or, l'argent, le cuivre et le zinc. Des activités de perforation et d'extraction sont aussi prévues sous le village, en déplaçant sa population. La valeur de cette mine à ciel ouvert est estimée à 1000 millions de dollars. Des meetings et des manifestations ont lieu, puis en 2001 les manifestants s'affrontent contre la police, et les bureaux de l'entreprise sont saccagés et incendiés. Un mois après, un des leaders de la protestation est tué par un mercenaire. En 2002, un référendum organisé par la mairie confirme l'opposition de la population aux activités de la Manhattan

Minerals. Suite à une nouvelle mobilisation, avec des manifestations et des blocages, le gouvernement suspend la concession à l'entreprise. La gauche « anti-extractiviste » utilisera le référendum de Tambogrande comme un symbole et un exemple de lutte contre les mines, faisant semblant d'oublier l'ensemble d'actions, et notamment celles à caractère destructif, dont les opposants politiques s'étaient dissociés, mais qui ont néanmoins rendu les choses trop difficiles pour la Manhattan.

La même année, toujours dans la région de Piura, dans la localité d'Ayabaca, l'entreprise britannique Monterrico Metals Company inaugure le projet Majaz, réalisant des travaux d'exploration dans une zone de haute montagne où se trouvent les sources de deux fleuves. En 2004, une manifestation rejoint le campement de l'entreprise et se fait charger par les flics. Un manifestant est tué. Dans les mois qui suivent, les employés de l'entreprise sont retenus par la population en diverses occasions. La propagande qu'ils distribuent dans les écoles est brûlée sur la place d'un village. En 2005, une nouvelle manifestation de 15.000 personnes arrive jusqu'au chantier et affronte

à la fois les sbires de l'État et ceux de l'entreprise. Vingt-neuf personnes sont arrêtées et enfermées dans le campement de l'entreprise par les flics et les agents de sécurité privée de la Monterrico. Trois jours durant, les détenus sont torturés et l'un d'entre eux est tué, comme le décrit ce témoignage :

À l'intérieur du campement, ils nous ont attaché les mains, nous ont aspergé le visage de gaz lacrymogène, nous ont bandé les yeux et nous ont mis un sac sur la tête. Ils nous ont ensuite attachés par la ceinture l'un derrière l'autre et nous ont emmenés dans la partie basse du campement, près d'une rivière. Ils nous ont abandonnés sur ce terre-plein pendant trois jours, c'était le 1^{er} août 2005. Voilà les agissements de l'entreprise de sécurité Forza, service de sécurité privée des sociétés minières, qui est aussi présente à Yanacocha et Yanahuaca. La nourriture apportée par nos frères de la communauté a été entièrement brûlée. Ceux qui essayaient de fuir ont été frappés et rattrapés à coups de carabines à plombs ; quand ils se sont retrouvés à court de plombs et de bombes lacrymogènes, ils ont com-

mencé à tirer à balles réelles. Javier Neira a perdu son œil droit, Fernando Meléndez García a perdu une jambe, mais le pire a été pour Melanio García González, blessé le 1^{er} août, qui a été retrouvé mort le 2 août, ce qui signifie qu'ils l'ont laissé mourir dans le campement.

En 2007, les concessions de la Monterrico Metal Company sont rachetées par le groupe chinois Zijin Consortium, la plus grande entreprise minière d'or et de cuivre de son pays, et le projet change son nom en Rio Blanco Copper. Les nouveaux patrons continueront à imposer leur domination avec la protection de l'État péruvien et, comme on le verra, se heurteront encore à une opposition intransigeante.

Des Andes à l'Amazonie

Suite aux luttes de Tambogrande et d'Ayabaca, c'est dans la partie amazonienne du pays (environ la moitié de la surface du territoire national) que commence une longue protestation acharnée contre le pillage et la dévastation de la forêt. Cette

région, historiquement en marge de la vie politique et économique du pays, est considérée comme une « terre vierge » à « rendre productive ». Ses habitants autochtones — en bonne partie descendants de populations porteuses de cultures profondément liées au monde de la forêt — sont vus par ceux qui se proclament « civilisés » comme des sous-humains à exploiter ou à tuer. Au nom de cette idéologie de la productivité et du progrès, à la fin du dix-neuvième siècle, les patrons du caoutchouc réalisèrent de véritables génocides, par exemple dans la zone du Putumayo, à la frontière avec la Colombie. La Casa Arana, travaillant pour la Peruvian Amazon Company basée à Londres, y créa un immense camp de concentration où étaient enfermés plus de 40.000 esclaves autochtones. L'usage de la torture pour forcer les esclaves à travailler ou pour punir les tentatives d'évasion était systématique. Ces tortures incluaient la mutilation des oreilles, des jambes, des doigts, des bras, ainsi que la castration et le « tir à vue », très prisé le samedi précédant le jour de Pâques. Le caoutchouc, auparavant très utilisé à des fins industrielles (notamment par l'industrie automobile et militaire), fut par la suite remplacé par la

gomme produite avec les dérivés chimiques du pétrole. L'économie du caoutchouc fit faillite, laissant derrière elle des tas de cadavres, de mutilés et de déplacés. Toujours au nom du progrès et de son sacro-saint développement, à partir des années 1960, l'État cherche à résoudre le problème de la distribution des terres en poussant les paysans andins sans terre à coloniser l'Amazonie : « une terre sans hommes pour des hommes sans terre ». Une fois de plus, les sociétés amérindiennes en font les frais, perdant de grandes parties de leur espace de vie. Et aujourd'hui encore, toujours au nom du Progrès et du Développement, l'État promet des milliers de projets pétroliers, gaziers, miniers, hydroélectriques et de monocultures. Les permis d'exploitation des hydrocarbures se répandent sur environ quatre millions de hectares (près de 70% de la région amazonienne), venant se superposer sur les territoires collectifs des « communautés indigènes » et les « réserves naturelles ». Quarante mille hectares de forêt supplémentaires ont aussi été rasés au sol pour cultiver des palmiers dont l'huile est utilisée comme « biocombustible ». Sur ces terres, une partie de la population n'a plus d'accès à l'eau. Cinquante centrales

hydroélectriques actuellement en cours de construction pourraient bouleverser définitivement le réseau hydrique et inonder de nombreuses terres actuellement habitées. Les mines déversent chaque jour des tonnes de cyanure et de mercure dans les fleuves et les rivières où les gens se baignent et pêchent. Dans des régions comme celle de Madre de Dios, les mines illégales, gérées par des mafieux presque toujours en accord avec des politiciens locaux, sèment la mort tout autour d'elles, par la déforestation et l'utilisation de mercure à grande échelle. Si l'Amazonie est le poumon de la terre, le capitalisme est le cancer en train de consumer peu à peu ce poumon.

En 2008 commence une mobilisation nationale des peuples autochtones de l'Amazonie qui marquera l'histoire du pays. L'étincelle est un nouvel ensemble de lois qui modifient de manière substantielle les normes sur l'accès et la propriété des sols et des ressources en eau dans la région amazonienne. Ce paquet de lois est accompagné d'un écrit du président Alan García, où une fois de plus l'Amazonie est décrite comme la terre des milles richesses à exploiter. Dans ce texte, les habitants sont

comparés aux « chiens du jardinier, qui ne mangent pas les produits du jardin et ne permettent pas aux autres de les manger ». Il s'agit d'une énième provocation dans un contexte déjà explosif. Dans l'appel à la mobilisation, les organisateurs avertissent :

Nous appelons le gouvernement et les autorités à ne pas exacerber notre sensibilité culturelle et encore moins à avoir recours aux forces de coercition et de répression, car nous avertissons une fois encore que notre lutte ne se mesure ni en heures ni en jours, et que nous sommes prêts à la prolonger le temps nécessaire pour qu'on nous écoute. Cette mobilisation commence sur notre propre territoire, inspirée par notre pensée naturelle, car il est temps de défendre l'existence même de nos peuples, et nous sommes prêts à aller jusqu'aux ultimes conséquences si les forces de l'ordre nous provoquent.

Pendant plusieurs semaines, une bonne partie du pays est paralysée. Des milliers de personnes armées de lances, d'arcs et de flèches, et de quelques fusils de chasse occupent des routes, des stations de pompage,

des bateaux des entreprises et des centrales hydro-électriques. Dans plusieurs petites villes, l'économie est bloquée, les commerçants sont obligés (s'ils ne le font pas volontairement) de participer aux frais de la lutte, les propriétaires de transports à acheminer les manifestants. Partout, on organise des assemblées de lutte et de grands repas collectifs. Après trois semaines de mobilisation massive, le gouvernement recule et abroge deux des décrets les plus contestés. La mobilisation s'arrête. Six mois plus tard, les fédérations autochtones lancent un nouvel appel à la lutte. Les protestations prennent une tournure encore plus radicale. Une énorme partie du pays, comprenant des régions assez distantes les unes des autres, est bloquée par les peuples autochtones. Dans plusieurs cas, le reste de la population locale — les habitants de petites villes amazonienne ou des villages de paysans originaires des Andes — se solidarise avec les autochtones et participe activement à l'organisation des blocages, fournissant transport, nourriture, soins médicaux et logement aux manifestants. Le dit *paro amazonico* devient une affaire nationale : sur les (peu nombreuses) routes amazoniennes, des centaines de camions sont bloqués pendant

presque deux mois, malgré les tentatives de négociation et l'intervention des agents pacificateurs (politiciens, curés, ONG...). Les Comités de Lutte annoncent qu'ils continueront tant que la totalité des lois en question ne sera pas abrogée. Mais le gouvernement n'entend pas faire marche arrière et le président sort un discours sur les « minorités manipulées qui s'opposent au développement ». « Ils se prennent pour des citoyens de première classe... », affirme-t-il. Après 58 jours de lutte, les forces spéciales de la police péruvienne (DINOES) interviennent dans la région de Bagua, où se tient un des plus importants blocages de route. Au petit matin du 5 juin 2009, on entend les premiers tirs et certains manifestants tombent morts ou gravement blessés. Une foule de manifestants, armés presque exclusivement de lances, montent sur les collines d'où proviennent les tirs, arrivent à abattre quelques agents de la DINOES et à prendre possession de leurs armes. Il s'ensuit des affrontements toute la journée, les flics gazent et tirent à balle réelle de partout. Mais ils reçoivent aussi des balles et plusieurs d'entre eux tombent. Entre-temps, la population de la petite ville voisine, Bagua, se soulève en solidarité avec les autochtones, incendiant les

bâtiments publics et attaquant le commissariat. Les flics assiégés montent sur le toit et tirent avec leurs flingues contre les révoltés. À quelques dizaines de kilomètres de là, une foule d'autochtones qui retenaient des policiers sur une plate-forme pétrolière depuis plusieurs semaines, décide de venger les manifestants tombés et exécute une dizaine de flics à coups de lance. À la fin de la journée, on ne compte pas seulement les corps mutilés et les cadavres des manifestants (officiellement une dizaine, mais le nombre réel reste inconnu), mais également 25 flics tués, dont un général dont le corps ne sera jamais retrouvé. Cela suffit pour que le gouvernement et les médias parlent de sauvages, primitifs, terroristes... mais aussi pour convaincre le chef de l'État de retirer les lois contestées. Cette lutte à mort, qui passera à l'histoire comme la journée du *Baguazo*, du nom de la localité où se sont passés les événements, devient un symbole de la résistance à l'extractivisme. Dans les jours suivants, des Andes jusqu'à la capitale Lima, de grandes manifestations de solidarité ont lieu et se terminent souvent avec des charges et des affrontements. La révolte est contagieuse et les fronts de lutte se multiplient.

Un front uni contre l'extractivisme ?

Quelques mois après le *Baguazo*, le 2 novembre 2009, dans la région d'Ayabaca (Piura, nord du pays) dont on a déjà parlé, une vingtaine de personnes armées attaque le campement de la mine Rio Blanco Copper, tuant trois de ses employés et incendiant ses installations. L'État se venge et un mois plus tard, deux paysans sont assassinés dans un village, touchés dans le dos par les balles des flics lors d'une protestation contre une ONG collaborant avec la mine. En avril 2011, ce sont des milliers de paysans de la communauté Aymara de la région de Puno, habitant le plateau à la frontière avec la Bolivie, qui se soulèvent contre le projet minier Santa Ana, de l'entreprise canadienne Bear Creek Mining Company. Cette mobilisation dure quarante jours. Encore une fois, des blocages de route et des affrontements ont lieu, et une manifestante est tuée par une grenade lacrymogène. Les bâtiments publics sont incendiés, l'aéroport est pris d'assaut et des voitures sont incendiées dans son enceinte. Pour défendre l'aéroport, la police tire contre les révoltés, tuant six personnes et en blessant plus de

trente. Le soir même, le commissariat est brûlé. Le projet Santa Ana est suspendu. Quelques années après, la compagnie canadienne renonce définitivement à extraire des minerais dans la région.

En juin 2011, un ancien militaire, fondateur du Parti Nationaliste et candidat « de gauche », remporte les élections suite à une campagne électorale ouvertement critique envers les gouvernements « qui ont vendu le pays aux multinationales ». Le futur président visite les zones menacées par la dévastation minière et promet qu'une fois au pouvoir, il respectera la volonté de la population et mettra fin au pillage; il annonce une « Grande Transformation ». Quelques mois après les élections, la région de Cajamarca (au nord du pays) se mobilise pour rappeler ses engagements au nouveau président. En effet, la compagnie Yanacocha — propriété de la nord-américaine Newmont, de la péruvienne Buenaventura et de l'IFC, un organisme dépendant de la Banque Mondiale — a obtenu le permis pour un nouveau projet de mine à ciel ouvert, appelé le projet Conga. Il faut rappeler que la Yanacocha possédait déjà dans la région de Cajamarca la plus grande

mine d'or à ciel ouvert de l'Amérique Latine, la deuxième plus grande du monde, située à 3.500 mètres d'altitude. En 2000, suite à un accident, un camion de la Yanacocha avait déversé 151 kilos de mercure sur la route. Les dirigeants de l'entreprise avaient alors dit à la population de ne pas s'inquiéter, car « le mercure n'est pas dangereux pour la santé ». Ils payèrent les habitants pour déblayer la route à mains nues ou par d'autres moyens précaires. Plus de mille personnes furent intoxiquées, des dizaines sont mortes et d'autres souffrent aujourd'hui encore des conséquences neurologiques de l'empoisonnement. Le nouveau projet Conga — lancé en 2011 — prétend donc réaliser une nouvelle et colossale mine à ciel ouvert de cuivre et d'or. On annonce que non seulement le sommet de la montagne sera rasé et éventré, mais aussi que les quatre lacs à 4000 mètres d'altitude qui constituent des sources d'eau pour toute la région et sont considérés comme « sacrés » par la population locale, seront vidés : deux d'entre eux parce que leurs fonds contiennent les précieux minerais, et les deux autres pour être utilisés comme bassins de stockage des déchets résiduels (mélange de cyanure, d'eau et de débris

produit au cours du travail d'extraction). Les habitants du village reçoivent des pressions et des menaces, ceux qui ne veulent pas vendre leurs terres sont expropriés par la force publique. Le cas d'une paysanne qui défend sa petite maison face à la violence de la Yanacocha et de l'État a un écho national et est même diffusé à l'étranger. Les habitants créent un poste de garde à côté des lacs et se proclament « Gardiens des Lacs ». Dans les villes on organise des blocages et des manifestations. Mais le gouvernement de la « Grande Transformation » répond au slogan « Oui à l'eau, non à la mine » en affirmant qu'il est possible d'avoir l'eau *et* la mine, il proclame l'état d'urgence et envoie l'armée pour réprimer les protestations. C'est un nouveau carnage : cinq morts et des dizaines de blessés par arme à feu. Après Tambogrande, Ayabaca, le *Baguazo* et l'*Aymarazo*, l'affaire du projet Conga fait à nouveau la une des journaux. Des accusations de « terrorisme anti-minier » sont lancées contre ceux qui revendiquent « la défense de l'eau et de la vie ». Un « Front citoyen » est créé au niveau national par des représentants de différents mouvements anti-extractifs. Des politiciens de toute origine sociale tentent de

ramener le problème sur un plan électoral, mais c'est grâce à la lutte, et non pas aux tentatives de former des partis politiques, que le projet Conga est suspendu en novembre 2012.

Aujourd'hui, on compte plus de 120 « conflits socio-environnementaux » — ce qui dans le jargon technique de l'État signifie des luttes contre les entreprises capitalistes en train de ravager la terre. À Islay, dans la vallée du Tambo, la révolte contre le projet minier à ciel ouvert appelé Tia María, porté par l'entreprise mexicaine et nord-américaine Southern Copper Corporation (SCC), a été payée au prix fort avec cinq opposants tués par la police, et de nombreux autres blessés ou enfermés. En décembre 2018, l'État déclare l'état d'urgence dans la région et en janvier 2019, un campement de la police est brûlé par la population. Mais suite à de nombreuses arrestations, les travaux continuent. De la même manière, en octobre 2019, l'état d'urgence est décrété pour la quatrième fois dans la région d'Apurimac, où la population s'oppose à la mine de Las Bambas, la deuxième plus grande mine de cuivre au monde, auparavant exploitée par l'anglo-suisse Glen-

core-Xstrata, puis revendue en 2014 à la chinoise MMG Limited pour 5,85 milliards de dollars. Cette lutte qui dure depuis 2015, a encore une fois coûté la vie à cinq paysans, fauchés par les hommes armés de l'État péruvien, sans compter les dizaines de blessés et mutilés. Mais on continue à parler sans aucune honte des bénéfices pour la population, des emplois générés, de technologies non polluantes, de progrès et de développement.

Au cours de ces vingt ans de lutte contre l'extraction aux quatre coins du pays, des milliers de paysannes et de paysans ont résisté à corps perdu contre la dévastation des terres qu'elles et ils habitent : avec des manifestations, des blocages de route répétés et prolongés, des séquestrations d'employés et de matériel des entreprises, des affrontements avec les flics, jusqu'à la destruction pure et simple des installations de l'État et de l'entreprise. De son côté, l'État péruvien répond avec l'usage systématique de la violence armée, en tuant des dizaines de personnes, et en en blessant, enfermant et torturant des milliers d'autres. Dans ce sens, la continuité entre les gouvernements de toutes tendances

est remarquable : de celui de l'*indio* Toledo¹ à celui de l'*apriste*² Alan García (boucher de renom qui lors de son premier mandat avait fait bombarder les prisonniers mutinés), de celui du militaire de la Grande Transformation aux néolibéraux décomplexés qui ont gouverné le Pérou depuis 2016. Ni les massacres, ni le battage médiatique contre les terroristes anti-mine, ni la honteuse propagande sur la « mine propre, respectueuse de l'environnement et amicale », ni les recours légaux sans fin, n'ont réussi à empêcher la prolifération des luttes sur ces terres. Avec des moyens à la portée de tout le monde, ces gens ont partiellement réussi à freiner l'avancée d'intérêts colossaux.

Récupérateurs, traîtres et politiciens de la Pachamama

Les mouvements andins et amazoniens de révolte contre l'ordre des mines et du pétrole naissent d'en bas, des assemblées

1 Le président Toledo, successeur de Fujimori, revendiquait ses origines autochtones et posait souvent en habits andins traditionnels.

2 L'APRA (Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine) est un parti politique péruvien qui revendiquait initialement son anti-impérialisme.

de village, de rencontres à l'échelle régionale et parfois nationale. Ils émanent d'initiatives locales, parfois coordonnées entre elles, ou plus souvent en se répandant en tache d'huile dans des régions très vastes. Mais, parallèlement à ce processus d'auto-organisation et de guerre sociale, dans les dernières décennies de nombreuses structures politiques formelles, syndicats, plateformes, fédérations, listes électorales et partis ont vu le jour. Il s'agit d'un ensemble de tentatives hétérogènes pour institutionnaliser les luttes. Ces institutions et ces organismes — même s'ils ne peuvent pas tous être mis dans le même sac — reçoivent souvent l'appui technique et financier d'acteurs « professionnels » de la société démocratique : avocats, politiciens, universitaires, membres d'ONG écologistes ou indigénistes, curés, journalistes, biologistes, anthropologues... Il s'agit d'un réseau « anti-extractiviste » financé par des institutions publiques ou privées, dont les participants interviennent souvent dans les luttes en tant qu'« experts ». En faisant appel au droit international et à la Constitution, en invoquant la Loi sur la consultation préalable et le droit à l'auto-détermination des peuples indigènes, en

contestant les études d'impact environnemental approuvées par les États, on défend les luttes... mais en restant toujours dans une perspective clairement réformiste, qui entend « renforcer les mécanismes de participation démocratique » et « générer des activités économiques durables ». Dans une telle perspective, le pouvoir et l'exploitation capitaliste ne sont jamais remis en question. On préfère éviter de mentionner les actes de révolte violente des rebelles, quand on ne s'en dissocie pas ouvertement, et on parle sans cesse de « criminalisation des mouvements sociaux », en réduisant les rebelles à la position de victimes. On organise des formations pour les « leaders paysans et autochtones », afin de leur inculquer le langage de l'État et du Capital, et ainsi d'intégrer l'opposition par le biais de la récupération démocratique. De cette manière, l'opposition ouverte aux projets du pouvoir est transposée sur un plan exclusivement technico-normatif et quantitatif : seuils de pollution, systèmes de mesure et d'évaluation monétaire des dégâts environnementaux, calcul de la dimension de la zone impactée, etc. Certains de ces leaders, auparavant acclamés par des foules en révolte, s'habituant à s'as-

soir à la table des négociations avec des chacals de tous acabits, sont devenus eux-même des hommes avides d'argent et de pouvoir, de véritables traîtres de la cause pour laquelle ils disaient de se battre. C'est le cas par exemple d'Alberto Pizango, un leader très connu de la lutte amazonienne péruvienne de 2008-2009 qui, après une période d'exil, a signé un accord avec une multinationale brésilienne du pétrole, affirmant que les populations indigènes ont besoin d'argent et ne peuvent pas rester « des orphelins des ONG ».

Dans ce sens, on ne devrait pas s'étonner de l'évolution des gouvernements nés en Amérique Latine dans le sillage du «socialisme du vingt-et-unième siècle» proclamé par l'ex président vénézuélien Hugo Chavez en 2005. En affirmant leur opposition au modèle néo-libéral et en dépoussiérant le bon vieux discours anti-impérialiste, ces gouvernements ont promis de se préoccuper de la santé de la population rurale et de préserver son environnement de l'appétit vorace du capitalisme. Malgré les grandes déclarations officielles sur l'oppression générée par des siècles de colonialisme, les espoirs des habitants menacés par les pro-

jets extractifs ont été déçus. Cette (plus ou moins) nouvelle classe de politiciens, issue d'un réseau complexe d'alliances entre leaders paysans, politiciens, militaires, universitaires et « spécialistes du développement » face à la réémergence de conflits liés aux activités extractives, a démontré une fois encore qu'il n'y a pas d'intérêts communs possibles entre ceux qui détiennent le pouvoir et ceux et celles qui se retrouvent en bas de l'échelle sociale.

En Équateur, Alberto Correa, le président qui parlait d'une « Révolution Citoyenne », un politicien issu de la classe moyenne urbaine et soutenu par l'intelligentsia de gauche, convoque une assemblée constituante en 2008, et l'Équateur devient un « État plurinational », défenseur de l'égalité entre les diverses « nations indigènes et métisses », ainsi que des « droits de la nature ». Après avoir fait une grande campagne médiatique internationale à propos de la pollution pétrolière dans la région amazonienne du Yasuni, Alberto Correa inaugure l'époque de la mega-mine à ciel ouvert en Équateur en signant un contrat avec la puissante entreprise chinoise Ecuacorriente ECSA, pour l'exploitation

d'or, d'argent, de cuivre et de molybdène dans la région de la Cordillère du Condor (en Amazonie équatorienne). Face à la surprise et à la rage de la population autochtone Shuar qui vit dans la région du projet, le gouvernement répond qu'on ne peut pas être « comme des mendiants assis sur un banc d'or ». Il explique que l'entreprise chinoise utilise une « technologie de pointe » non polluante et qu'il faut exploiter les gisements pour financer la Révolution Citoyenne et ses programmes sociaux qui dépendent de la rente minière. Un beau discours destiné à expliquer la continuité entre son programme pseudo-socialiste et celui de ses prédécesseurs néo-libéraux, et ainsi légitimer les activités extractives. Les masques tombent lorsqu'en novembre 2016 des Shuar occupent les campements miniers dans la localité de Nankints : Correa instaure l'état d'urgence, déploie l'armée et accuse les autochtones de terrorisme. Malgré la reprise du campement par les militaires, les rebelles attaquent les soldats à plusieurs reprises avec des armes à feu. Après plusieurs semaines d'affrontements quotidiens, des villages entiers sont abandonnés par les Shuar et occupés par l'armée. Une fois de plus, la mine est im-

posée par le sang et les travaux reprennent dans une zone sous haute surveillance (barbelés, caméras, vigiles privés...), déforestant et creusant 24h sur 24, 7 jours sur 7. Mais la lutte n'est pas finie : dans la nuit du 28 mars, en plein confinement du à la pandémie de COVID-19, le campement minier de San Carlos-Panantza est encore une fois attaqué avec des armes à feu et de la dynamite. Les gardiens sont évacués et tout ce qui est à l'intérieur est détruit.

En Bolivie, le gouvernement d'Evo Morales, président qui revendique son origine paysanne et autochtone, n'a quant à lui pas hésité à réprimer la population qui s'opposait à des projets d'extraction ou d'infrastructure capitaliste. En 2009, Morales avait proclamé une nouvelle constitution qui évoque les « droits de la terre-mère », en s'inspirant du principe andin du *sumak kawsay* – *suma qamaña* (« vivre bien », « vivre en plénitude », « vivre en harmonie »). Mais deux ans après, en 2011, quand des milliers d'autochtones et de paysans se sont soulevés contre l'ouverture d'une route dans le parc du TIPNIS, une région amazonienne protégée, c'est encore une fois l'armée qui est appelée à intervenir. Ce projet fait par-

tie de l'ensemble d'infrastructures régionales prévues dans le cadre de l'IIRSA. En 2013, ce même gouvernement approuve une loi contre les « assauts indigènes » sur les sites miniers. En définitive, au cours de ses quatorze ans au pouvoir, Evo Morales a consolidé le rôle des industries extractives en Bolivie, où les secteurs des mines et des hydrocarbures (essentiellement le gaz) représentent, en moyenne, 11% du PIB et près de 40% des revenus du gouvernement. Bien qu'une partie (minoritaire) de l'industrie minière ait été nationalisée, les multinationales et les coopératives minières n'ont jamais perdu leur pouvoir dans ce pays. Dans ce contexte politique, certaines entreprises ont même changé de nom, afin d'adopter des noms quechua et liés à la nature comme la Minera Inti Raymi (« fête du soleil » en quechua) ou Sinchi Wayra (« vent fort » en quechua), cette dernière appartenant à Glencore. Morales a aussi été un fervent promoteur de l'exploitation des mines de lithium, ce minéral fondamental pour l'industrie high-tech, négociant des accords avec différentes firmes pour son extraction et pour la fabrication sur place de batteries électriques. Poursuivant son objectif d'industrialisation, Morales a inau-

guré le premier centre de recherche nucléaire du pays, le plus grand d'Amérique Latine, dans la périphérie de La Paz, à 4000 mètres d'altitude. On n'oubliera donc pas que l'homme qu'en décembre 2019 est parti en exil suite à un soulèvement d'une grosse partie de la population et à un coup d'État de la droite ultra-libérale, a été lui aussi un agent du capital et de l'industrie extractive, même si les rapports entre les secteur privés et l'État national ont été orientés dans un sens plus favorable à ce dernier. Le discours du mouvement anti-extractiviste bolivien a donc été récupéré et instrumentalisé par le pouvoir afin de reproduire le même modèle économique dans une version «souverainiste». Encore un exemple des conséquences néfastes des politiciens de tout acabit, encore une preuve qu'aucun changement radical des rapports sociaux ne peut se réaliser par l'État.

Au-delà des habitants

En tant qu'anarchistes, quelle est notre position face à tout cela? Les réponses sont évidemment multiples, mais il est peut-être important de rappeler que derrière ce

monde hyper-connecté et hyper-équipé, derrière presque chaque objet qui nous entoure, derrière la plupart des nos activités, existent des scénarios d'exploitation, d'empoisonnement et de violence brutale à grande échelle. L'extraction de matières du sous-sol constitue l'un des visages, peut-être l'un des plus monstrueux, du même système économique, qui par ailleurs fabrique et implante ses centres commerciaux, ses centrales nucléaires, ses autoroutes, ses armées, ses data center, un système basé sur la marchandisation et le contrôle de tout, tous et toutes. Un système dont l'existence exige des quantités infinies de matières de tout type, notamment de minéraux et d'hydrocarbures, et qui entend aujourd'hui diversifier ses sources énergétiques en développant des technologies pour exploiter au mieux les dites « ressources renouvelables » : éoliennes, centrales photovoltaïques, géothermiques, biomasse... Les luttes contre l'extraction s'opposent à la prolifération des racines d'un système global qui nous exploite, nous dépossède et nous menace, partout où l'on habite, avec ses poisons, ses guerres et ses catastrophes environnementales. Dans ce sens, je pense qu'il ne s'agit pas d'exporter un modèle de

« défense du territoire », et encore moins d'idéaliser des résistances paysannes ou autochtones lointaines, mais plutôt de contribuer à cette même guerre, en développant des perspectives offensives, partout et tout le temps, contre l'infrastructure capitaliste. En identifiant chacun de ses rouages, de ses points faibles et de ses failles, et en gardant à l'esprit que seul l'arrêt définitif de la méga-machine pourra nous libérer des horreurs d'un monde régi par l'autorité et la marchandise.

DÉTRUIRE CE QUI NOUS DÉTRUIT, ICI ET AILLEURS

POUR L'OCCASION SOUS UN ANGLE HEXAGONAL

Le monde dans lequel nous vivons se fonde sur la guerre permanente que mène la domination dans sa course effrénée au contrôle et au profit, et en ne cessant de se moderniser, cette guerre s'étend désormais à des marges qui lui échappaient au moins en partie. De nouvelles découvertes viennent pulvériser certains modes de vie et rapports sociaux préexistants, et l'exploitation forcée de tout et de tou-te-s provoque des déplacements forcés de populations, des famines, des massacres. La guerre sociale livrée en retour se montre à nu et dans toute sa brutalité, lorsque celles et ceux qui se

mettent en travers de la machine à broyer doivent affronter forces armées de l'État, milices privées et paramilitaires.

Malgré la distance qui peut nous séparer de certains de ces contextes, du point de vue géographique et des conditions d'existence et de lutte, ce qui s'y passe nous concerne aussi. Sans nécessairement partager la totalité de leurs visions du monde, il n'est en effet pas indifférent que des personnes se battent à mort pour ne pas se laisser déposer de leur vie. Par ailleurs, les processus à l'œuvre sont d'autant moins éloignés de nous que quantité de choses qui font désormais partie de notre quotidien sont le produit fini résultant de toutes sortes de prédatons aux quatre coins du monde. L'offre d'une gamme toujours plus étendue de marchandises et de services correspond ainsi à une exploitation toujours plus intensive des « ressources humaines et naturelles ». Des dizaines de millions d'êtres sont sacrifiés sur l'autel de la Science et de l'Économie, et des territoires entiers transformés en zones essentiellement toxiques. La dématérialisation qui s'impose toujours plus à nous, tout en requérant la participation de chacun-e, repose elle aussi sur une

désastreuse matérialité : les composants de n'importe quelle innovation technologique avec son arsenal d'applications impliquent par exemple l'extraction de minerais, de métaux et de terres rares.

C'est aussi par ces « avancées » qu'un modèle de développement dévastateur gagne l'ensemble de la planète, quoiqu'à des échelles et avec des intensités différentes. Dans le « village mondial », société de masse rime avec productivisme, la numérisation et l'interconnexion font bon ménage avec les différents marchés des ressources, le déploiement des énergies dites « propres » signifie des chantiers mortifères, et chaque nouvelle infrastructure en engendre d'autres, à proximité ou à mille lieues de là.

C'est pourquoi, nulle part on n'échappe au nouvel essor de projets extractivistes (dans le sens large du terme), lancés de conserve par les États et les capitalistes de tout poil.

Les recommandations de l'Union Européenne sont plutôt claires sur le sujet : dès 2008, l'initiative « Matières premières » a été présentée pour répondre à la problématique de l'approvisionnement, et le programme pour la recherche et l'innovation

«Horizon 2020» attire particulièrement l'attention sur les matières premières dites « critiques ». Les nouvelles stratégies industrielles en sont tributaires et il s'agit donc d'y assurer un accès sans entrave. Pour réduire la dépendance de l'Europe vis-à-vis des importations, il a donc été décidé de relancer le secteur minier sur son sol (sans pour autant arrêter de le défoncer ailleurs).

En 2011, la fracturation hydraulique (notamment pour obtenir du gaz de schiste) a été interdite en France suite à de fortes oppositions. Mais à partir de 2012/2013, le ministre français de l'Industrie (Montebourg), lui aussi avide de « redressement productif » et de renouer avec la bonne vieille tradition minière¹, a donné le feu vert à de nouveaux permis de réouvertures de mines² dans différents départements de

¹ On peut par exemple penser aux 270 exploitations minières d'uranium exploitées par la COGEMA pendant une cinquantaine d'années et jusqu'en 2001.

² Comme dans ce domaine un malheur arrive rarement seul, les sociétés Electricité de Strasbourg (ES), filiale d'EDF, et Fonroche Géothermie viennent de confirmer la présence de lithium à un niveau significatif sur plusieurs sites en Alsace dont elles explorent le sous-sol en vue d'y construire

métropole — les activités dans ce secteur s'étant poursuivies sans trêve ni répit dans les toujours actuelles colonies, entre autre pour le nickel en Nouvelle-Calédonie, et le pétrole et l'or en Guyane.

Des projets ou des infrastructures existantes suscitent de vives oppositions par delà les océans : l'énorme pilule « Montagne d'Or » a du mal à passer en Guyane, et en Nouvelle-Calédonie le projet d'extension de la mine de nickel a échoué fin 2018 face à la résistance farouche d'une partie de la population, à coups de blocages et de sabotages incendiaires. Viennent également s'y ajouter des oppositions dans d'autres régions plus proches géographiquement. Il faut dire que certaines d'entre elles sont encore marquées par des installations antérieures, dont la fermeture n'a évidemment pas signifié l'arrêt de la contamination qu'elles engendrent. Le Limousin et l'Aude par exemple, portent l'empreinte indélébile de l'extraction de l'or³ et malgré la pro-

des centrales de géothermie profonde. Voilà donc qu'on y prévoit la production industrielle de ce métal stratégique, entrant dans la composition de toutes sortes de batteries électriques.

³ À Salsigne, la population locale est encore intoxiquée par les pollutions de 120 ans d'exploitation

pagande sur de nouveaux procédés prétendument moins nocifs et le retour du plein emploi, l'annonce de nouveaux projets n'a pas été accueillie par la liesse générale. À Salau en Ariège, les nouveaux travaux d'exploration dans l'ancienne mine de tungstène (exploitée entre 1971 et 1986) ont aussi été contestés de différentes manières, l'une d'elles consistant tout bonnement à incendier deux bâtiments techniques sur le chantier en avril 2018.

Ce ne sont que des exemples parmi beaucoup d'autres et le choix de porter dans ce texte une attention particulière aux territoires sous la domination de l'État français ne signifie pas que les oppositions y seraient plus fortes qu'ailleurs, pas plus du reste que la répression, même si celle-ci a fait des morts sur ces terrains de lutte — comme Vital Michalon le 31 juillet 1977, lors d'une manifestation contre la

minière, sous-terre et à ciel ouvert. Les produits chimiques utilisés pour traiter des milliers de tonnes de roches déplacées et concassées, continuent à faire des ravages. Sans compter que la principale mine d'or française fut aussi le premier producteur mondial d'arsenic, utilisé notamment pour les gaz de combat expérimentés sur divers champs de bataille de la planète.

construction du surgénérateur Superphénix à Creys-Malville, ou Rémi Fraisse le 26 octobre 2014, au cours de la lutte contre le barrage de Sivens, tous deux ayant été tués par des grenades offensives lancées par les forces de l'ordre. Il s'agit surtout, à partir d'un contexte donné, de tenter de mettre à nu l'imbrication d'infrastructures partout cruciales pour le développement tant du système en place que de la catastrophe en cours. En des temps où l'urgence écologique mise sur le devant de la scène vise à entretenir la peur et l'impuissance, il importe aussi de relever les réactions individuelles et collectives qui, ici et là, tentent de mettre des bâtons dans les roues à la bonne marche du Progrès.

Géographie de la domination

Cela fait longtemps que le capitalisme et l'État centralisé à la française se sont lancés à la conquête des territoires qui ne se trouvaient pas encore entièrement sous leur coupe. Si le concept de Progrès a été très tôt utilisé pour imposer et justifier les guerres et les atrocités de l'Empire colonial français, il a aussi servi à étendre le nou-

vel ordre de la modernité à l'intérieur des frontières. C'est ainsi qu'au XIX^{ème} siècle, parallèlement aux transferts de pauvres venant alimenter les nouveaux bagnes industriels, le développement du chemin de fer à contribué à ouvrir grand la porte à l'exploitation et au contrôle de terres que leur accès difficile avaient jusqu'alors quelque peu épargnées.

Ces temps peuvent paraître aussi lointains que difficiles à imaginer vue la vitesse à laquelle le capitalisme pénètre les corps, les esprits et les espaces, et étant donnée l'ampleur de l'« aménagement du territoire » imposé par les différents pouvoirs en place depuis la « grande Reconstruction de la Nation » (toujours sur les mêmes bases pourries), à la sortie de la seconde guerre mondiale. Les objectifs restent les mêmes : la gestion du bétail, humain ou non, et l'administration par l'État des territoires sous son emprise, par l'implantation des dits services publics et de complexes industriels, ou par le déploiement d'infrastructures et de réseaux énergétiques, de transports ou de télécommunications ... toujours au nom du fantasmagorique « intérêt général » et au service de l'Économie. Suivant à la lettre les planifications et les

schémas directeurs successifs, des troupes d'ingénieur-e-s, de technocrates, et autres urbanistes et architectes (sortant tout droit des organismes et des écoles prévus à cet effet) sont donc mobilisées pour s'emparer des différentes portions d'espace découpées à la sauce bureaucrate et les reconfigurer selon les directives des fameux décideurs politiques et entrepreneuriaux. C'est ainsi que tout se voit désormais réduit au rang de « ressources », naturelles et humaines, catégorisées pour être utilisées de manière rationalisée et optimale.

L'espace, y compris social, est rectifié, et donc détruit, selon les nécessités de la production et de la consommation de masse, de la circulation de la marchandise, de l'acheminement de l'énergie, et dans le nouveau cauchemar numérique, des flux toujours plus rapides de données. Dans la course au développement et à la relance économique, la moindre parcelle doit servir. Si elle ne s'inscrit pas dans quelque réseau et ne dispose pas de potentiel à valoriser (en tant que zone industrielle ou commerciale, minière ou touristique, de concentration urbaine ou d'agriculture intensive), on lui trouvera bien quelque fonction d'« utilité

publique ». On pourrait en faire une pou-belle par exemple, quand les décharges des pays pauvres ne suffisent pas. C'est un enjeu de taille, entre autres pour le nucléaire avec l'énorme quantité de déchets mortifères que génère une telle densité de réacteurs pour des millénaires.

En 2015, le sinistre secrétaire d'État à la Réforme territoriale, André Vallini, déclarait sans ambages : « Pour que la France reste la France, nous devons continuer à construire des aéroports, des barrages, des autoroutes, des lignes de TGV, des équipements de tourisme ».⁴ Et ce n'est pas tout : en même temps que villes, villages et bâtiments se recouvrent de caméras et de capteurs de toutes sortes, le maillage autoritaire se resserre sur l'ensemble du territoire. Les antennes s'ajoutent aux pylônes, les centrales électriques (nucléaires ou solaires, éoliennes, à biomasse) aux lignes sur terre, sur mer, dans l'air, les élevages industriels⁵ aux monocultures de résineux

4 Il faisait alors référence à diverses oppositions, notamment celle contre le projet de Center-parc à Roybon, dans l'Isère.

5 Ces derniers font d'ailleurs de plus en plus l'objet

prêts à découper. À grands renforts d'investissements publics et privés bien sûr, car la transformation du vivant et de tous les aspects de l'existence en marchandise peut rapporter gros.

Cependant, ce quadrillage des territoires en même temps que de nos vies, par et pour le Pouvoir, repose aussi sur une certaine dose d'acceptation.

En modifiant en profondeur les conditions d'existence et les rapports aux autres, à soi, à son environnement et à ses activités, les restructurations imposées créent à leur tour de nouveaux besoins et accentuent la dépendance vis-à-vis de leurs infrastructures. Dans ce cercle vicieux, la mobilité accélérée rendue quasiment obligatoire par et pour l'économie est souvent réclamée par celles et ceux qui en sont exclu-e-s; et en contrepartie du contrôle et de la flexibilité rentable, le caractère pratique et bien

de contestations. Et plutôt que de nouvelles législations, rien de tel que la destruction : par exemple, en septembre 2019, trois bâtiments prévus pour un poulailler industriel ont été incendiés à Normandel dans l'Orne et à Guipry-Messac (Ille-et-Vilaine) un camion-grue a brûlé sur le chantier d'une extension d'une ferme industrielle de veaux.

commode des technologies d'information et de communication est communément admis — le « désenclavement des zones blanches » et la réduction de la « fracture numérique » sont notamment promus... au nom de l'égalité. Les quelques « avantages » octroyés par les puissant-e-s en échange de la participation, de la collaboration, de la soumission au bon fonctionnement de leur ordre tendent ainsi à créer du consensus autour du monde moderne, perçu comme le seul possible, aussi indiscutable que ses progrès techniques.

Tout est donc fait pour que le plus grand nombre se conforme aux termes de l'équation de la domination. Néanmoins, des inconnues demeurent dans cette équation, notamment, jusqu'à quel point seront supportés la dégradation et l'empoisonnement généralisés ? Quelle sera la goutte qui fera déborder le vase ?

Luttes sur un territoire ou lutte « de territoire » ?

Le rouleau compresseur de l'État et du capitalisme ne fonctionne pas toujours comme sur des roulettes, toutes et tous n'étant pas

disposé-e-s à se faire écraser sans broncher. À différents endroits que son avancée menace de ravager durablement, il se heurte aussi à certaines résistances, voire à des oppositions sans concession.

Cela a par exemple été le cas dans les années 70 et 80, lorsque l'État français a mis en oeuvre son programme de développement nucléaire civil à grande échelle. Dans les régions où étaient prévues la construction ou l'extension de centrales nucléaires (13 au total), de fortes mobilisations se sont développées, les plus connues restant celles de Chooz dans la pointe des Ardennes, de Plogoff en Bretagne, et de Golfech dans le Tarn-et-Garonne.

On parlait à l'époque de luttes de sites, dans la mesure où il s'agissait d'empêcher le commencement, puis le bon déroulement des travaux de construction, en occupant, en envahissant, en saccageant les chantiers. Cependant, parallèlement à la création de comités d'opposition locaux et de points de référence et de cristallisation sur place, le mouvement anti-nucléaire s'est aussi caractérisé par une multitude d'initiatives et d'actions directes allant bien au-delà des limites territoriales. Les at-

taques ne se sont pas limitées aux chantiers proprement dits, à ceux qui y collaboraient et à leur matériel; elles ont aussi visé les institutions et entreprises à l'instigation ou profitant de ces projets mortifères à différents endroits; et de multiples destructions de pylônes électriques sont venues appuyer la lutte. Pointer le nucléaire dans ses fondements mêmes a également permis de sortir de la seule dimension locale. Le modèle de société tout entier qu'impose et auquel répond ce système énergétique (une gestion centralisée, bureaucratique, voire militarisée au service des besoins d'une production et d'une consommation de masse) concerne tout le monde. De même, les nuisances et les risques qu'implique cette énergie ne respectent définitivement aucune frontière.

Partant de là, une large palette d'interventions et d'activités s'ouvre partout pour celles et ceux désirant exprimer leur refus sans concession de cet ensemble.

Ces dernières années, nombre de contestations contre des projets d'infrastructures du Pouvoir sont qualifiées de luttes « territoriales » ou « de territoire ». Il s'agit peut-être d'une forme d'écho au dit « aménagement du territoire », mais ces vocables

reflètent aussi une conception particulière de la lutte. Il n'est en effet pas anodin que celle-ci se voit étroitement liée au lieu où elle se déroule, plutôt qu'à son objectif et à ses perspectives, comme si l'ancrage local était à la fois la condition sine qua non et la raison du combat.

Il n'est d'ailleurs pas rare que le dit territoire se retrouve au passage paré de qualités essentiellement positives (liées à des paysages, une faune ou une flore particulière, des modes de vie etc.) qui constitueraient autant de motifs de se battre pour le protéger, le sauver. Si cela ne sous-entend pas forcément que des projets tout aussi abjects pourraient être plus acceptables dans des endroits moins bien dotés, cela éloigne en tout cas les possibilités de se réapproprier dans d'autres contextes les raisons partagées du conflit. Même si l'une des ambiguïtés du concept réside dans le fait qu'il recouvre des réalités de luttes fort différentes, certaines d'entre elles n'offrent d'ailleurs, en se concentrant sur l'aspect territorial, guère d'autres choix pour y prendre part que de les rejoindre sur place ou d'appuyer (par des comités de soutien par exemple) ce territoire qui le vaut tant.

Ni l'idéalisation (au passé et au présent), ni la préservation comme axe de lutte ne semblent pourtant de mise dans un monde modelé par la superposition de différentes strates de domination.

Cette sorte de retour au(x) territoire(s) correspond peut-être à une réaction au règne de la virtualité et de l'immédiateté, à une volonté de répondre à l'atomisation par des rencontres réelles dans des lieux concrets et d'y inscrire son activité dans la durée. Il est indéniable qu'une opposition déterminée portée au quotidien, avec une fluidité dans les échanges et l'élaboration continuelle d'initiatives de lutte, contribue à donner à celle-ci à la fois de l'élan, de la consistance et de la continuité; et il est tout aussi indéniable que tout au long de son histoire, l'un des objectifs du Pouvoir a été d'écraser et d'anéantir les communautés de lutte surgissant à son encontre, sur quelque terrain que ce soit. Cependant, ce sont avant tout des individus singuliers, animées par leurs refus, leurs idées et leurs aspirations qui, en s'associant, font vivre des communautés de lutte. Les lier stricto sensu à un quelconque rapport territorial et faire de celui-ci la base du combat (y

compris au prétexte de saper une condition commune d'individus « hors-sol ») pose plusieurs problèmes, particulièrement à celles et ceux qui souhaitent abattre les cases et les cages, les murs et les frontières.

Quoi qu'en disent les adeptes de la « convergence des luttes », les liens entre celles-ci ne relèvent pas d'une simple juxtaposition d'intérêts et de revendications particulières. L'universalité marchande et le contrôle étatique correspondent à des logiques d'ensemble et chaque lutte contre une expression particulière de la domination peut soit rester cantonnée à son point de départ (sa dimension territoriale par exemple), soit, tout en trouvant de la prise localement, chercher à étendre et à approfondir le conflit contre ces logiques d'ensemble.⁶

Au-delà du simple slogan, remettre en cause le monde (autoritaire, capitaliste, industriel, technologique) qui a besoin

6 « Nous tenons à réaffirmer par le biais de la critique que tout mouvement qui ne tend pas vers une globalisation politique de sa lutte parcellaire renforce le système de domination », dans *La canaille à Golfech*, Mutines Séditions, 2013 (Paris), p. 100.

et produit les structures mortifères qui se construisent partout, peut s'adresser à toutes celles et ceux qui, tout en ne se subissant pas nécessairement les impacts directs de quelque nouveau « grand projet », n'en font pas moins quotidiennement les frais des aberrations du Progrès. Plus des pistes seront ouvertes sur les raisons et les manières d'agir directement, où que l'on se trouve, contre la dépossession de nos existences, plus la possibilité de mettre un terme à l'avancée de la domination sera réellement palpable.

Ainsi, les opposant-e-s aux centrales, aux lignes THT, aux centres d'enfouissement des déchets (etc) qui font le lien entre les usages militaires et civils du nucléaire, entre les lieux d'extraction de l'uranium et les essais dans différentes régions du globe, entre la relance des programmes nucléaires et d'autres énergies (dites « propres »), posent un NON radical à un modèle de société, tout en contribuant à faire vivre un ample et véritable « *Ni ici, ni ailleurs* ».

Cette même préoccupation s'est aussi exprimée dans le mouvement de refus des OGM dont la dissémination ne reconnaît aucune limite territoriale non plus. Non seulement, l'opposition s'est manifestée

contre l'utilisation des semences génétiquement modifiées au niveau mondial, mais au-delà du domaine agricole et de certaines réthoriques altermondialistes (tremplins pour la Confédération paysanne et autres ATTAC), une critique, certes minoritaire, a littéralement tenté de couper l'herbe sous le pied au génie génétique dans ses diverses applications, privées comme publiques et y compris médicales. Accompagnant d'autres sabotages de semences dont le rôle était pointé dans le contrôle, l'artificialisation et la stérilisation du vivant, des destructions d'expérimentations d'OGM « thérapeutiques » ont montré que les recherches sévissent aussi bien dans des serres de laboratoires qu'en plein champ. Cet éventail théorico-pratique est ainsi venu attaquer en tant que telle l'acceptabilité construite autour du progrès scientifique.

Néanmoins, les « territoires en lutte » semblent décidément porteurs par les temps qui courent. Les contours en sont généralement flous — difficile d'imaginer que des entités territoriales se mobilisent en tant que telles et dans leur totalité —, et cela permet de jongler avec un intérieur et un extérieur de la lutte. Être du coin

peut par exemple servir à justifier et à légitimer certaines positions ou pratiques, tandis que d'autres peuvent être invalidées ou condamnées du simple fait d'être associées à des « éléments extérieurs ». À l'inverse, l'illusion d'une communauté d'intérêts reposant sur des identités territoriales, à géométrie variable et souvent créées de toutes pièces, fait volontairement abstraction des contradictions et de toutes sortes de rapports d'oppression qui les traversent. Se retrouver sur une base territoriale ne garantit en outre certainement pas un partage d'idées, de perspectives, ni même de vision de la lutte. Par exemple, dénoncer un projet d'un point de vue technique, financier, esthétique, patrimonial, n'a rien à voir, ni en théorie ni dans les pratiques qui en découlent, avec le fait de le rejeter en bloc en remettant en cause l'organisation politique, économique et sociale dans laquelle il s'inscrit et qu'il vient alimenter. Ainsi les manières de concevoir comment s'y opposer, y compris localement, peuvent rapidement s'avérer inconciliables. Cela ne signifie pas qu'il n'y aurait aucun sens à se battre contre une infrastructure de la domination à partir d'un endroit précis, mais faire de l'ancrage local le fondement de la

lutte revient à tenter un rassemblement le plus large possible sur le plus petit dénominateur commun, quitte à étouffer les possibilités de parcours de lutte distincts et autonomes, où des idées et des méthodes s'affirment, s'argumentent, se confrontent, s'affrontent si nécessaire. Les adeptes de l'efficacité trouvent en général plus pratique de mettre un couvercle sur ce genre de conflits.

Décisions, composition, négociations

Il y a bien des manières d'envisager et de mener une lutte contre un projet dévastateur.

Certaines luttes impulsées dans une perspective anarchiste portent par exemple la proposition claire de tenter d'empêcher la réalisation d'une infrastructure par l'auto-organisation, l'action directe et la conflictualité permanente. Cette méthode, qui implique concrètement le refus de tout dialogue avec les institutions, de la représentation politique et médiatique et des mécanismes de délégation, met clairement en lien les moyens et les fins : une réalisation de la domination ne peut être combattue avec les instruments de la domination.

À partir de ces bases et en posant clairement un rapport offensif et destructif, la proposition de lutte s'adresse à toutes celles et ceux qui s'y reconnaissent et souhaitent la porter, à leur manière, évidemment sur place mais aussi partout où cela fait sens.

Le pari de la diffusion des hostilités est aussi celui de la multiplication de points de rencontre et d'auto-organisation, permettant de nouer des complicités et de développer des solidarités à la chaleur de la lutte. Les possibilités de coordination pour un projet partagé existent par la libre association de diverses initiatives et de volontés individuelles.

Bien entendu, l'organisation informelle n'est pas une formule magique qui garantirait à elle seule des prises de décisions exemptes d'enjeux, de rapports de force, de questions de légitimité. Néanmoins, l'autonomie de chaque individu ou groupe, dont aucun ne peut prétendre représenter la lutte, et encore moins en prendre la direction, peut au moins permettre d'affronter ces problèmes de manière directe et décentralisée.

C'est assez différent lorsqu'une lutte se constitue autour d'un seul point de fixation territorial, par exemple une occupation liée

au projet contesté, et que celle-ci devient le principal point de référence. Se pose alors la question de la centralisation des prises de décision et des activités. En effet, les occupations sur la durée impliquent souvent la mobilisation d'un grand nombre de personnes, pour les faire vivre et assurer leur défense, ce qui a souvent pour corrolaire qu'elles deviennent de fait les points de départ de « grands moments » ou d'actions, si ce n'est de masse, du moins reposant grandement sur l'aspect quantitatif.

Dans ce genre de situations, quand il est hors de question de s'en remettre à la direction de quelque comité central, l'organisation collective passe généralement par des formes assembléaires. Même si le soin est pris de distinguer les assemblées concernant l'organisation sur le lieu et celles de lutte, le fait que les deux aspects soient imbriqués ne manque pas de mettre sur la table des questions de légitimité liées au rapport territorial et d'occupation en tant que tel (moment d'arrivée, permanence et « degrés » d'implication sur place, répercussions potentielles de certaines activités sur d'autres et sur le lieu lui-même etc.).

Lorsqu'elles sont décisionnaires, les assemblées ont pour point commun qu'elles

sont censées à la fois représenter et engager l'ensemble des participant-e-s. Sans rentrer dans le détail des différents mécanismes qui peuvent rapidement s'enclencher pour obtenir, au nom de l'efficacité, une majorité ou un consensus plus ou moins au forceps, il est certain que les décisions qui en émanent prennent de fait un poids particulier, supposé s'exercer y compris sur les personnes en lutte qui ne les partagent pas. Et il n'est pas rare que la centralité de l'assemblée d'un lieu d'occupation l'amène à une position de représentante ou de porte-parole de la lutte en tant que telle — comme par exemple quand des auto-médias prétendant rendre compte de la réalité protéiforme de la lutte répercutent essentiellement les orientations ou les activités décidées par l'assemblée, et passent sous silence d'autres expressions du seul fait qu'elles ne rentrent pas dans ce cadre.

Toutes ces questions n'ont rien d'abstrait et leurs implications sont d'autant plus criantes dans le cas d'oppositions strictement liées à une base territoriale qui rassemble des motivations, des méthodes et des perspectives parfois des plus hétéroclites. On en revient alors à la vieille théo-

rie des « fronts communs », même si des stratèges de haut vol, considérant peut-être ce concept comme passé de mode, trop évidemment teinté de réformisme, ou entâché de réminiscences stalinienne cuisantes dans l'histoire révolutionnaire, ont décidé de lui substituer celui de « composition ». La théorie reste néanmoins la même : dans le classique rapport de « force contre force », il est bien connu que « c'est l'union qui fait la force ». Il s'agit donc de faire cohabiter des logiques opposées au nom d'un objectif commun, en l'occurrence la non-construction d'une infrastructure à un endroit donné. Ainsi, sous le long euphémisme de la « diversité des tactiques des différentes composantes de la lutte » se cachent des alliances politiciennes et des manoeuvres tactiques destinées à masquer et à diluer des désaccords de fond sur des questions aussi cruciales que le rapport à la légalité et aux institutions (partis, syndicats, médias etc), l'emploi de la violence et la porte ouverte à la négociation, l'approche réformiste ou des positions en rupture totale avec l'existant. Il va de soi que cette cohabitation « stratégique » repose de part et d'autre sur des velléités d'instrumentalisation : des légalistes misent par exemple

sur la main d'oeuvre radicale pour établir un rapport de force susceptible d'ouvrir les négociations, tandis que d'autres imaginent compter sur la gauche pour « couvrir » certaines actions ou rameuter la dite « société civile ». En réalité, ce vaste programme aboutit en général à la condamnation par les citoyennistes d'actions trop offensives à leur goût.⁷ Ou, dans un effet miroir, des actions aux allures radicales sont en réalité privées de cette substance en étant mises au service de visées réformistes.

Dans tous les cas, les tenant-e-s de la composition se font fort de maintenir cette unité de façade, que ce soit dans des activités communes (comme des manifestations unitaires incluant une partie du spectre politique par exemple) ou dans le panorama plus large de lutte. Au delà du brouillage volontaire, cela signifie en clair contrôler les modalités de la lutte pour faire tenir l'ensemble coûte que coûte, déterminer ce

⁷ Ainsi le collectif d'opposants au projet de contournement autoroutier de Strasbourg « CGO non merci » s'est-il empressé de condamner différents sabotages sur le chantier. En janvier 2019, une pelleteuse a été incendiée, puis deux autres engins endommagés. En février de cette même année, une autre tractopelle a été la cible d'un incendie.

qu'il est opportun de mettre en avant, ce qu'il faut faire ou ne pas faire. Ainsi « respecter les temporalités du mouvement » est un argument-massue aux mains des autoritaires pour faire respecter les lignes qu'ils et elles jugent bon de définir au nom de « l'intérêt commun », du haut de leur position de pouvoir.

Ce sont des autoritaires qui, avec leurs relais, ont étouffé certains des possibles ouverts sur la ZAD de Notre-Dame-des-Landes et au-delà, dans la lutte contre l'aéroport et son monde, n'hésitant pas à tenter de prendre en main le cours de certaines manifestations, à taxer de « contre-productives » certaines attaques (contre des journalistes, des vigiles, certains partis), à asphyxier les contenus subversifs et les perspectives offensives qui, par-delà l'aéroport, visaient ce qui effectivement participe au développement de la domination.

Des textes expliquent en détail, et bien mieux que celui-ci ne saurait le faire, les mécanismes qui ont permis au fil du temps que cette logique de soi-disant « tou-te-s ensemble » s'impose, comme trop souvent, sur le dos et par l'écrasement des incrottables indésirables et réfractaires à ce

monde. La fameuse « victoire » labellisée ZAD, portée en médaille par les promoteurs de la composition et de la gestion en commun des usages et de la lutte, a été obtenue par la reprise en main de cette dernière par le CMDO and co (y compris à coups d'intimidations et de tabassages en règle). Cela a donné la désastreuse issue que l'on connaît : légalisation à marche forcée et mise aux normes de la quasi totalité de la zone. Loin des « contre-mondes » et autres « zones libérées », comme leurs prédécesseurs sur le Larzac, les « vainqueurs » s'embourbent dans les négociations sur le prix à payer pour le foncier, du contrôle étatique jusqu'au cou.

S'ils cachent leur jeu sous des habits radicaux, les compositeuses et leurs amies n'ont malheureusement pas le monopole des tractations, et l'une des stratégies du pouvoir sous nos latitudes consiste à récupérer et à intégrer la contestation en concédant quelques miettes ou quelques niches. Le réformisme n'est certes pas non plus l'apanage des luttes contre des projets profondément toxiques, mais il est indéniable qu'une profusion d'alternatives se sont développées autour de la question environnementale.

Crise écologique, réchauffement climatique, sauver la planète, sont dans l'air du temps et à l'ordre du jour. Ne pouvant plus nier les effets dévastateurs de la société industrielle et technologique, jamais désignée en tant que telle vu qu'il s'agit surtout d'assurer sa perpétuation et son expansion, les puissant-e-s tentent d'en tirer le meilleur parti et le plus grand profit. Ainsi, les États et leurs experts continuent à refourguer leurs solutions techniques, scientifiques et rentables aux problèmes qu'ils ne cessent de créer. Usines à gaz et à dessaler l'eau de mer, capteurs de CO₂, géothermie, biomasse, biocarburants and co sont autant de nouveaux créneaux pour le développement durable du capitalisme teinté de vert. Et le mensonge de la « transition » énergétique recouvre la reconversion d'énormes secteurs et investissements industriels sur le marché des énergies renouvelables, venant s'ajouter à celles déjà existantes.

Cependant, l'imposture écologique a aussi fleuri sur l'incapacité de luttés contre des aménagements autoritaires et des nuisances diverses à faire prévaloir d'autres idées et perspectives. En parallèle avec la répression dans toute sa crudité — l'armée

a régulièrement été envoyée pour tenter de mater les mouvements de protestation anti-nucléaires⁸ —, dans les années 80, l'État français a mis en place un autre outil pour neutraliser la contestation de son plan de centrales : la concertation. Ce dispositif a largement contribué à canaliser et à désamorcer la lutte, sur fond de croyance dans les promesses de la gauche sur le point d'accéder au pouvoir.

Les associations citoyennes et environnementales ont depuis envahi le paysage pour proposer leurs services d'interlocuteurs crédibles du Pouvoir, ainsi que des alternatives qui ne remettent surtout pas

⁸ Vu l'enjeu central que constitue le nucléaire en France, les militaires (y compris avec des tanks) ont été déployés à de nombreuses reprises pour faire passer en force des projets jusque dans les années 90. À l'heure actuelle, les opposant-e-s à Bure vivent aussi sous la pression des gendarmes, qui ne parviennent néanmoins pas à intimider tout le monde. Après une tentative de réoccupation du Bois Lejuc, les manifestations continuent contre CIGEO, et le 27 septembre 2019, la prison de Nancy-Maxeville (où est entre autres enfermée une personne arrêtée dans le cadre de la lutte) a été attaquée : plusieurs vitres du poste de surveillance ont été brisées et deux inscriptions laissées sur la façade : « ACAB » et « Feu aux prisons ».

en cause le cadre existant, perçu et posé de fait comme indépassable.

La logique de négociation prend aussi des formes plus diffuses. Des pragmatiques peuvent chercher à profiter du rapport de force établi pour obtenir certaines contreparties à l'implantation d'un projet, par exemple en en monnayant les nuisances (rentrées supplémentaires pour la commune, indemnisations des habitants etc). Dans un autre style, le terrain gestionnaire peut amener à reprendre à son compte le principe du zonage pour réclamer la préservation d'un endroit au titre de « zone », humide, à « biodiversité remarquable » etc, voire des zones « compensatoires » comme si tout était interchangeable. Selon la logique réaliste du « moins pire », d'autres se retrouvent soit à exiger des responsables de la dévastation d'en atténuer ou d'en contrôler les effets (promesses de réduction d'émissions polluantes par exemple)⁹, soit à proposer par et dans la

⁹ En 2018, après consultation de la population, la municipalité de Vendenheim a signé un protocole d'accord avec Vinci, concessionnaire du projet CGO, notamment pour obtenir de meilleures protections contre les nuisances sonores. 3,5 millions d'euros ont été versés pour la construction d'un

lutte elle-même des projets alternatifs jugés plus acceptables : un autre tracé d'autoroute ou de ligne TGV, l'enterrement de lignes THT, d'autres lieux de stockage des déchets ...

Le refus qui s'est articulé à la fin des années 80 contre les plans d'enfouissement des déchets radioactifs a conduit au moratoire de 1990. Pourtant, le fait qu'ait été évoqué comme pis-aller que ces derniers soient entreposés sur les lieux de production n'a fait que repousser le problème puisque l'accumulation actuelle, guère rassurante au demeurant, permet de jouer sur l'urgente nécessité de trouver une solution, notamment à Bure.

Pour ne laisser prise à aucune solution de rechange et ne pas rentrer sur le terrain de la gestion de la poubelle existante, il n'y a manifestement pas d'autre choix que de rejeter en bloc ce qui la produit : le nucléaire sous toutes ses formes (soit dit en passant le renouvellement du parc nucléaire français est toujours d'actualité)¹⁰¹⁰ et la société

mur antibruit, la mairie s'engageant en retour à ne plus contester le projet.

10 Début juin 2019, un communiqué de revendication précisait « On sabote la ligne du train qui

qui en a besoin. Quitte à se faire traiter d'irresponsables face à la raison d'État et ses impératifs.

De même, pour contrecarrer la pacification et la récupération des conflits, il est indispensable d'y porter des clarifications et des lignes de rupture qui reposent sans cesse la question des moyens et des fins : lutter contre les visées destructrices de l'État ne peut passer ni par la cogestion, ni par des batailles juridiques, ni par un quelconque recours à une supposée « opinion publique » spectatrice ou arbitre. On ne s'oppose pas au contrôle des espaces et des vies en réclamant plus de normes et de règlements, pas plus qu'on ne remet en cause les projets et les infrastructures de la domination en convaincant les décideurs. S'opposer à l'ordre établi conduit à affronter ses forces répressives mais aussi ses logiques, et combattre le système passe aussi par en aggraver l'instabilité.

approvisionne la décharge nucléaire de Bessines [en Haute-Vienne]. Areva a changé de nom, mais produit toujours la même merde irradiée ici et ailleurs » et se concluait par « On veut pas de nucléaire nulle part, ni à Bessines ni à Bure ni au Niger. Et puis oublie ton EPR »

Nuire aux nuisibles

Dans l'année écoulée (de novembre 2018 à décembre 2019), alors que la colère gagnait les rues sous les formes les plus diverses et sur la quasi totalité du territoire français, de nombreux sabotages ont ciblé les artères indispensables à la domination. Des lignes de transport (trains, RER, tramway ...) ont été bloquées par des incendies de boîtiers électriques ou de fibre optique. Des coupures de câbles de fibre et autres feux de joie de transformateurs électriques ou de noeuds de raccordement à la fibre optique sont venus, si ce n'est mettre en tilt, tout du moins sérieusement perturber les activités néfastes de zones industrielles ou économiques. On peut par exemple penser au Parc Industriel de la Plaine de l'Ain (Pipa) à Saint-Vulbas, à la zone artisanale du Pruney dans l'Isère, à Nicopolis dans le Var, à la zone commerciale de Peysales au sud de Foix. En créant des interruptions dans l'écrasante routine de la domination, ces attaques ont démontré qu'il est possible de l'atteindre à certains de ses points sensibles, sans avoir besoin d'être en grand nombre. D'ailleurs, la diffusion de ce genre de sabotages — réalisés

avec des moyens accessibles contre des objectifs à la fois disséminés et importants — n'occasionne pas que des dégâts matériels d'ampleur. L'idée, aussi fausse que répandue, qu'il faudrait se résigner à aller dans le sens de la machine pour ne pas se faire écraser par elle est en effet aussi battue en brèche lorsque des grains de sable viennent entraver son fonctionnement. En ces temps d'accélération du tempo policé de la technologie, de l'économie à flux tendus, et de la vie sociale interconnectée, rompre avec le rythme du Pouvoir semble être un premier pas indispensable, ne serait-ce que pour imaginer arrêter et débrancher cette machine qui prétend toujours plus faire de nous de simples rouages dépendants de ses ramifications.

Les raisons ne manquent pas pour attaquer les infrastructures qui alimentent ce système en énergie et en données. Ainsi, en janvier 2019, un pylône électrique est tombé (les pieds sciés) à Calvisson dans le Gard, en août de la même année c'est le central téléphonique Orange de Conques-sur-Orbiel, près de Carcassonne que le feu a mis hors-service. Et les incendies d'antennes de télécommunication se

multiplient aux quatre coins du territoire — une trentaine ont été répertoriés rien qu'au cours des 13 derniers mois. Il semblerait que, mouvement plus large de révolte ou pas, des êtres concrets identifient ces infrastructures comme faisant partie du problème.

Les antennes sont en effet le produit de la société industrielle et technologisée, en même temps qu'elles en sont les *relais*. Et elles incarnent à la fois la nocivité parée des atours de la satisfaction de nouveaux besoins, et la saturation de la vie par les outils numériques. Tout cela est attaqué *de fait* à chaque fois que l'une d'entre elles part en flammes.

D'ailleurs, le discours dominant sur les nécessités et les bienfaits de l'interconnexion se heurte à des critiques conséquentes qui ne pointent pas seulement la somme colossale d'énergies et de pollutions que représentent sa production, sa fabrication, son fonctionnement et ses résidus. En soulignant les ravages que ces laisses technologiques renforcent et induisent dans l'ensemble des rapports (automatisation et flexibilité accrue dans le travail, traçage et surveillance des mouvements et des relations, médiation et aliénation à tous les

étages), c'est aussi la perte de plus en plus grande d'autonomie sur tous les plans qui est mise sur la table.

Se battre contre la dépossession suppose le refus de penser avec les catégories et dans les termes du Pouvoir, mais cela passe aussi par le fait de retrouver de la prise contre lui, y compris, dans un climat de consentement forcé, par des actions non consensuelles.

Sans imaginer qu'un acte aurait à lui seul une portée décisive, ses effets sur le cours des choses sont toujours incalculables. En tout cas, décider par soi-même d'agir directement pour ses propres raisons contre un ou plusieurs éléments concrets participant à l'administration autoritaire des espaces et des êtres, ouvre une porte au présent pour se débarrasser des faux remèdes. Il s'agit bel et bien de sortir de la position d'attente et de passivité angoissées à laquelle l'État et ses souteneurs voudraient nous réduire pour permettre à l'argent et à la police de continuer à mener la danse macabre.

Ainsi, la propagande étatique et médiatique autour de la crainte de la catastrophe, destinée entre autre à renforcer la soumission à papa État, censé protéger les populations sous sa coupe, ne suscite-t-elle pas que

l'adhésion. Loin de l'écologisme de caserne, les nouvelles « lignes de comportement responsable » ont été interprétées dans un tout autre sens. Par exemple, à différents moments et endroits, des « mesures préventives et contraignantes » sont prises contre l'exploitation de champs par des éoliennes : des mâts de mesure qui précèdent leur installation continuent de tomber (comme en novembre 2019, en Haute-Marne et Haute-Saône), des aérogénérateurs s'enflamment çà et là, et à Lanouée dans le Morbihan (en janvier 2019), l'incendie du transformateur électrique (poste de livraison et noeud de raccordement des éoliennes de la société Steag New énergie) a mis l'ensemble du champ durablement à l'arrêt. L'existence de ces actes, parmi d'autres, révèle que tout le monde ne tombe pas dans le panneau d'un capitalisme « vert », dont les effets seraient atténués par l'ajout d'énergies alternatives au reste de l'arsenal. Nul besoin d'être pro-nucléaire pour comprendre cela ...

La révolte et le goût de la liberté s'avèrent souvent d'inépuisables sources d'inspiration et de connaissance, et il n'est pas toujours nécessaire d'aller chercher très loin pour trouver les protagonistes de la dévas-

tation qui sévissent partout.

Sur le marché de la construction d'ignominies de tout type (des prisons aux usines en passant par les réseaux de transport), ce sont en général les mêmes grands groupes industriels qui ramassent la mise. Vinci, Eiffage, Bouygues, Spie et leurs succursales sont donc logiquement visées pour l'ensemble de leur oeuvre, y compris par delà les frontières, notamment par des sabotages de chantiers et de locaux¹¹, des incendies de véhicules¹², et parfois d'entrepôts. Le roi du ciment Lafarge qui bouffe aussi à tous les râteliers, y compris sur des terrains de guerre comme en Syrie, a quant à lui vu 3 de ses camions-toupies partir en flammes à Toulouse, et 6 engins incendiaires avaient précédemment été trouvés sur des camions du même type à Paris.

¹¹ Le 31 décembre 2018, deux gros engins de terrassement de la Société Forézienne de Travaux Publics (groupe Eiffage), ainsi que 13 mobiles homes, sont par exemple partis en flammes sur le chantier d'un futur grand centre commercial à Saint-Etienne.

¹² En mai et en juin derniers, 6 engins de chantiers d'Eurovia (ainsi que plusieurs utilitaires) ont été incendiés sur un parking, à Saint Jean de Bonnefonds dans la Loire, et 10 autres de cette même filiale de Vinci ont crâmé à Rosiers-d'Egletons en Corrèze.

Dans le domaine de l'énergie, les grands consortiums existants se sont aussi repositionnés sur les créneaux ouverts par le green business : on retrouve Total et ses filiales (Tenesol par exemple), aux côtés d'EDF Renouvelables (qui a déjà remporté quatre appels d'offres sur les 7 sites à développer pour la construction de parcs éoliens offshore en France), Engie Green (avec sa filiale Happ-E), GDF, Veolia. Ces géants financiers multicartes¹³ sont directement responsables de désastres incommensurables, en même temps qu'ils nous pourrissent la vie au quotidien. Les attaques à leur encontre ne sont pas surprenantes : de nombreux véhicules, des parkings entiers et des locaux d'EDF, Engie et Enedis ont été réduits en cendres (comme par exemple à Grenoble, Albi ou Foix au cours de l'année passée).

Sans surprise non plus, quatre grands opérateurs se partagent le gâteau des té-

¹³ Prestatrice de services dans les prisons et les centres de rétention, Engie est aussi en charge de l'installation des compteurs linky et s'investit de diverses manières dans la gestion de territoires connectés, par exemple dans la mise au point de la plateforme big-data de la smartcity marseillaise par le biais de sa filiale INEO.

lécommunications : entre autres méfaits, Orange¹⁴, Free, SFR sont responsables de l'installation des antennes-relais dont ils retirent ensuite les bénéfices, le bétonneur Bouygues construisant en prime des data-centers pour sa filiale Bouygues Telecom. C'est donc encore à juste titre que nombre de véhicules de ces entreprises continuent à partir en fumée.

Tous ces énormes groupes industriels ont aussi des ramifications moins visibles, car ils fonctionnent avec tout un lot de sous-traitants, mais aussi en collaboration ou en concurrence avec des entreprises de taille variable, souvent aussi plus accessibles. Et tant dans le domaine de l'énergie que dans celui des télécommunications, une multitude d'acteurs sont nécessaires à la conception, la fabrication, l'installation et la maintenance de l'ensemble des infrastructures — par exemple l'entreprise spécialisée en déploiement de fibre optique, PCE Services, a été reconnue à ses justes mérites au travers de l'incendie de

¹⁴ Avant même, l'implantation de la 5G sur le territoire français, Orange est en train de l'expérimenter en Roumanie qu'elle a choisie comme laboratoire à ciel ouvert.

ses locaux (fin août 2019) au Coteau dans la Loire. Étudier de manière détaillée et approfondie les différents acteurs de ces secteurs peut donc ouvrir bien des pistes d'intervention.

On apprend souvent trop tard d'où sont issus les instruments qui permettent à la domination de s'étendre et modifient profondément notre quotidien et nos perceptions.¹⁵ Les innovations technologiques qui se déversent aujourd'hui sur nos têtes et notre environnement sont les applications pratiques de recherches qui ont duré des années sans que nous en ayons même connaissance. Or ces inventions sont réalisées par des personnes concrètes, dans des lieux physiques, avec du matériel précis, et il peut être assez instructif de se pencher sur les spécialités des divers instituts et laboratoires universitaires où des scientifiques de tout poil n'ont de cesse de transformer le vivant en terrain d'expéri-

¹⁵ Par exemple, ordinateurs et autres GPS sont des produits de la physique quantique et il y a une trentaine d'années que sont mis au point les algorithmes à la base de l'Intelligence Artificielle, celle-ci permettant à son tour l'interconnection des objets, dont les flux de données impliquent entre autre la 5G.

mentation, et les êtres en statistiques ou en cobayes.

Les développements ultérieurs de ces trouvailles ne s'effectuent pas seulement dans l'enceinte bien protégée de grands centres à la Google. Tout un vivier de start-ups¹⁶, de pépinières d'entreprises et autres fab'labs met aussi du cœur à l'ouvrage. Lorsque le Bel Air Camp, un incubateur regroupant une cinquantaine de start-ups à Villeurbanne, est parti en fumée le 8 octobre 2019, on a appris que rien de moins que « l'industrie de demain » (à grands coups de robotique, réalité augmentée, e-commerce, design ...) se concoctait sur ces quelques 10 000 m² de locaux.

Les puissants intérêts des bétonneurs et autres grands groupes industriels marchent main dans la main avec ceux des décideurs et planificateurs, étatiques et privés. Cela se passe en coulisse par le biais du lobbying, de collusions d'intérêts et de pots-de-vin, et de manière officielle dans la mesure où l'administration des territoires signifie en même temps leur rentabilisation et le maintien de la mainmise de l'État, du plus

¹⁶ Acteur majeur de la Deep tech, le CNRS en crée à lui seul une centaine par an.

haut au plus petit de ses échelons¹⁷. Des réfractaires au nouveau projet de barrage de Sivens ne s'y sont pas trompés, puisqu'en octobre dernier l'incendie d'un pylône a coupé les communications dans la vallée de Sivens, tandis qu'à Toulouse la Chambre de l'agriculture et l'agence de l'eau Adour Garonne (en charge de l'étude sur les besoins en eau de l'agriculture intensive) se faisaient repeindre la façade avec un message clair : il n'y aura pas de barrage à Sivens.

Regarder de plus près les tenants et les aboutissants de projets ou de réalisations permet donc à la fois de trouver des angles d'attaque contre les différents intervenants — des financeurs, publics et privés¹⁸, aux

¹⁷ À Besançon, dans un tract revenant sur l'incendie de la Maison du projet de l'éco-quartier des Vaîtes, le 25 février 2019, « quelques ennemi-e-s de l'urbanisme « greenwashing », aux Vaîtes comme ailleurs » précisait entre autre que « c'était le lieu de travail des promoteurs, constructeurs, architectes et urbanistes en charge de ce méga-projet écocide, porté par le maire J-L Fousseret depuis des années ». Dans cette ville, de nombreux véhicules de la mairie ou de la communauté d'Agglomération sont aussi partis en fumée.

¹⁸ Mentions spéciales au FNADT et à la Caisse des dépôts et consignations du côté de l'État, et au Crédit Agricole, la Société Générale, la BNP pour le secteur minier.

spécialistes chargés de faire passer la pilule —, et de dévoiler les logiques de fond et la perspective plus large dans lesquelles ils s'inscrivent.

Déraillements

L'ampleur du désastre en cours peut assez facilement susciter une forme de fatalisme, et depuis une dizaine d'années se répandent toutes sortes de discours et de propositions autour de « l'effondrement ». Comme en écho à certaines thèses religieuses sur la fin du monde, ou, dans un autre style, aux théories sur l'auto-destruction du capitalisme atteignant de lui-même ses propres limites, l'effondrement serait donc irrémédiablement programmé pour un avenir proche (parfois des dates sont fournies à l'appui). Cette fois, l'écroulement du (vieux) monde ne laisse cependant plus beaucoup de place aux illusoire Paradis d'antan. Pour quantité de collapsologues plus ou moins volontairement confusionnistes, il s'agirait plutôt de se préparer et de s'adapter à l'enfer sur terre, que ce soit par le repli sur les spiritualités, le survivalisme, et/ou en se protégeant des *autres*, considé-

ré-e-s comme des sources de danger. Les réactionnaires ne sont en effet pas les derniers à surfer sur la vague de la « guerre de tous contre tous », pour prôner l'érection de nouveaux murs et une militarisation renforcée des frontières par exemple. Alors que les responsables du naufrage et les galérien-ne-s aux rames sont censé-e-s se retrouver dans le même bateau, tout le monde n'y est manifestement pas bienvenu.

Les visions dantesques ne relèvent pourtant pas nécessairement de délires apocalyptiques ou de projections angoissées vis-à-vis d'un avenir incertain. Elles font aussi partie de la réalité qui se déploie sous nos yeux, ce qui rend les choses encore plus compliquées. Les différentes altérations de l'environnement consomment des milliards d'êtres humains et non humains (dans des incendies comme actuellement en Australie, des inondations, des famines, etc.). La catastrophe est donc bel et bien là, tangible, même si elle ne touche pas tout le monde pareillement. Si elle implique des conditions de survie toujours plus précaires et extrêmes pour les plus démuni-e-s, elle constitue une occasion supplémentaire pour les puissant-e-s de renforcer encore leur emprise sur celles et ceux qu'ils consi-

dèrent comme leurs sujets et des objets. L'expansion et l'approfondissement de la prédation capitaliste, le creusement des inégalités et le durcissement des États démontrent que le désastre ne remet pas en cause le fonctionnement du système dans sa totalité, ni dans les faits ni dans les têtes. Loin de disparaître, les rapports sociaux existants perdurent, et les imaginaires reproduisent souvent les relations de pouvoir qui les modèlent et finissent par apparaître comme le seul horizon possible. C'est d'autant plus le cas, lorsqu'est promue l'acceptation docile et inoffensive de l'effondrement, parfois avec une once d'indignation mais sans révolte.

Dans le meilleur des cas, il s'agirait donc de sauver ce qui peut encore l'être — comme par exemple actuellement en Australie où plus d'un milliard d'animaux est en train de périr dans les incendies et où les êtres singuliers se voient au mieux réduits au rang de spécimen d'espèces à préserver en tant que simples exemplaires du concept de biodiversité.

Ce faisant, non seulement le cadre et les causes ne sont pas fondamentalement critiqués, mais on cherche même des solutions pour leur assurer un avenir en les débar-

rassant de leurs « excès ». Dès lors que le monde est présenté (et généralement perçu) comme régi par un ordre économique et social aussi immuable que des lois naturelles, les dirigeant-e-s se voient logiquement reconduits à leur poste pour prendre en charge les évolutions à venir, tandis que chacun, chacune, est sommé-e de se transformer en éco-citoyen modèle.

Associer la fin de « l'humanité » (qui prend ainsi des allures d'abstraction) à la fin de la société industrielle est l'un des cruels paradoxes qu'ont engendré des siècles de développement, de mise en coupe réglée de l'ensemble du vivant et de dépossession individuelles et collectives. Alors que l'hégémonie et le constant renouvellement, notamment technologique, du capitalisme sont d'ores et déjà la cause de l'anéantissement d'une quantité industrielle de vies, la perte d'autonomie, les mutilations et l'empoisonnement qu'occasionne ce système accroissent aussi toujours plus la dépendance vis-à-vis de son administration, de ses prothèses et de ses perfusions.

Pour briser ce cercle vicieux, plutôt que d'attendre bien sagement qu'il sorte de lui-même de ses rails bien huilés, il ne peut

être question que de détruire la machinerie qui exploite, opprime, asphyxie et paralyse. S'il n'existe effectivement aucune certitude ni garantie sur ce qui suivra, il n'est en tout cas absolument pas certain que sa disparition engendre davantage de souffrances que celles qu'elle cause depuis des lustres.

Contre l'installation d'un sentiment d'impuissance qui verrouille toute possibilité de prise sur le présent face à ce qui ne seraient que des impasses inéluctables, il importe donc encore et toujours de prendre l'initiative et d'agir pour détruire ce qui nous détruit. Il est en effet primordial de garder ou de retrouver le goût d'une intervention autonome contre la domination pour saboter le rapport distancié au monde si répandu aujourd'hui et enrayer les automatismes du fait accompli.

Restera ensuite à voir si les armes de l'action directe, de l'auto-organisation et de la solidarité seront à même d'infliger à ce système mortifère des dommages et des dysfonctionnements susceptibles d'ouvrir la voie à un véritable bouleversement du monde et à une liberté sans mesure, prenant des chemins imprévisibles.

TABLE DE MATIÈRES

Introduction	3
Des fleuves de sang, pétrole et déchet <i>Brève histoire de l'industrie énergétique</i>	8
Dans les coulisses du négoce international	64
Le plan IIRSA <i>Infrastructure et dévastation en Amérique-Latine</i>	101
Des cris de révolte entre les Andes et l'Amazonie	129
Détruire ce qui nous détruit, ici et ailleurs	173

Hourriya | *Cahiers anarchistes internationalistes*

- 1| Echos révolutionnaires de Syrie.
Entretiens avec deux anarchistes d'Alep
- 2| Affinité et organisation informelle
- 3| L'imprévu. *Du centre à la périphérie*
- 4| Voyage vers l'abîme. *Réflexions éparées
sur le technomonde.*
- 5| Rompre les rangs. *Contre la guerre,
contre la paix, pour la révolution sociale.*